

SEANCES DU MERCREDI 14 FEVRIER 1990
VERGADERINGEN VAN WOENSDAG 14 FEBRUARI 1990ASSEMBLEE
PLENAIRE VERGADERINGSEANCE DE L'APRES-MIDI
NAMIDDAGVERGADERING

SOMMAIRE:

CONGES:

Page 1552.

PROJETS DE LOI (Discussion):

Projet de loi relatif à la protection de la personne des malades mentaux.

Discussion générale (Reprise). — *Orateurs*: MM. S. Moureaux, Cerexhe, Minet, Pataer, Lallemand, Valkeniers, M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes, MM. Erdman, Vaes, Arts, p. 1552.

Projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1983 ou pour des années antérieures.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. De Bondt, Mme Demeester-De Meyer, secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au ministre des Finances, p. 1567.

Discussion et vote des articles, p. 1568.

Projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1989.

Discussion générale. — *Orateurs*: M. Hatry, Mme Demeester-De Meyer, secrétaire d'Etat aux Finances, adjoint au ministre des Finances, p. 1587.

Discussion et vote des articles, p. 1588.

BIENVENUE A UNE DELEGATION DU SOVIET SUPREME:

Page 1555.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

INHOUDSOPGAVE:

VERLOF:

Bladzijde 1552.

ONTWERPEN VAN WET (Beraadslaging):

Ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

Algemene beraadslaging (Hervatting). — *Sprekers*: de heren S. Moureaux, Cerexhe, Minet, Pataer, Lallemand, Valkeniers, de heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand, de heren Erdman, Vaes, Arts, blz. 1552.

Ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1983 of voorgaande jaren.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer De Bondt, mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën, blz. 1567.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1568.

Ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksschuld-begroting van het begrotingsjaar 1989.

Algemene beraadslaging. — *Sprekers*: de heer Hatry, mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën, blz. 1587.

Beraadslaging en stemming over de artikelen, blz. 1588.

WELKOM AAN EEN AFVAARDIGING VAN DE OPPERSTE SOVJET:

Bladzijde 1555.

PRESIDENCE DE M. TOUSSAINT, PREMIER VICE-PRESIDENT
VOORZITTERSCHAP VAN DE HEER TOUSSAINT, EERSTE ONDERVOORZITTER

Mme Panneels-Van Baelen, secrétaire, prend place au bureau.
Mevrouw Panneels-Van Baelen, secretaris, neemt plaats aan het bureau.

Le procès-verbal de la dernière séance est déposé sur le bureau.
De notulen van de jongste vergadering worden ter tafel gelegd.

La séance est ouverte à 14 h 10 m.
De vergadering wordt geopend te 14 h 10 m.

CONGES — VERLOF

MM. Adriaenssens, pour devoirs administratifs, et Vandermarliere, pour d'autres devoirs, demandent d'excuser leur absence à la réunion de ce jour.

Afwezig met bericht van verhindering: de heren Adriaenssens, wegens ambtsplichten, en Vandermarliere, wegens andere plichten.

— Pris pour information.

Voor kennisgeving aangenomen.

PROJET DE LOI RELATIF A LA PROTECTION
DE LA PERSONNE DES MALADES MENTAUX

Reprise de la discussion générale

ONTWERP VAN WET BETREFFENDE DE BESCHERMING
VAN DE PERSOON VAN DE GEESTESZIEKE

Hervatting van de algemene beraadslaging

M. le Président. — Nous reprenons la discussion générale du projet de loi relatif à la protection de la personne des malades mentaux.

Wij hervatten de algemene beraadslaging over het ontwerp van wet betreffende de bescherming van de persoon van de geesteszieke.

La parole est à M. Serge Moureaux.

M. S. Moureaux. — Monsieur le Président, je ne pouvais m'abstenir d'intervenir dans ce débat — rassurez-vous, je serai bref — car je me réjouis de l'aboutissement de ce projet important dans une matière complexe qui touche à des droits fondamentaux de la personne humaine.

Je suis ce dossier depuis 1977: à l'époque, j'étais membre de la commission de la Justice du Sénat présidée par M. Marc-Antoine Pierson. Dès lors, vous comprendrez combien le travail ici accompli a été énorme, laborieux et mûrement pensé.

Au départ, ce dossier était particulièrement conflictuel, non seulement au sein même de l'Exécutif entre le département de la Santé publique et celui de la Justice, mais également entre la Chambre et le Sénat qui se distinguaient par deux approches radicalement différentes. En effet, la position de la Chambre se révélait plus judiciaire et celle du Sénat plus médicaliste. Le président Pierson, notamment, tenait beaucoup à une décision de type médical, excluant l'intervention du pouvoir judiciaire. La situation a pu évoluer à la suite d'une réunion de la commission, à une époque où j'étais encore tout jeune parlementaire et où j'avais modestement indiqué à M. Pierson que le conflit me paraissait résolu par la Convention de sauvegarde des droits de l'homme.

En effet, dans cette convention, on trouve *expressis verbis* l'indication selon laquelle aucune privation de liberté, même pour un aliéné mental, ne peut être décidée sans l'intervention du juge. C'est de cette façon que le conflit entre la Chambre et le Sénat a été aplani et que nous avons été amenés à rejoindre le raisonnement de la Chambre tout en perfectionnant le système en l'encadrant de manière plus appropriée et en assurant un équilibre entre des intérêts très difficiles à concilier puisque contradictoires. A l'époque, j'avais déposé des amendements; un certain nombre d'entre eux ont servi de squelette, après de multiples adaptations et améliorations à l'élaboration du projet qui vous est actuellement soumis.

Je tiens à insister sur le fait que nous devons ces résultats au Parlement: en effet, le travail fourni est typiquement parlementaire. Mme Herman le sait, qui est l'un des rares parlementaires à avoir connu ce projet dès son début; elle a d'ailleurs joué un rôle essentiel dans son aboutissement. Nous devons l'en remercier ainsi que les membres qui ont rejoint le peloton pour apporter leur contribution à ce projet. Je pense tout particulièrement au groupe de travail et à M. Baert, qui a permis de peaufiner ce projet. D'autres amendements vous seront d'ailleurs encore soumis sous peu. Tous visent à apporter, après une étude du cabinet du ministre, un dernier perfectionnement technique.

Il s'agit d'un compromis difficile entre deux exigences contradictoires: la protection de l'individu, laquelle est sacrée, et la protection de la société.

Nous avons trouvé, je pense, des formules qui assurent l'une et l'autre. Dès lors, ce projet devrait satisfaire l'écrasante majorité de ceux qui ont simultanément ces deux préoccupations à l'esprit.

L'axe essentiel du projet qui est soumis aujourd'hui au Sénat est que la liberté reste le principe et la privation de liberté, l'exception. Si l'on garde cela à l'esprit, toute l'architecture du projet est compréhensible ainsi que la nécessité d'assurer le mieux possible, à tous les stades de la procédure, le droit de défense, ce qui est particulièrement difficile dans une matière où nous nous trouvons en présence d'une personne qui, théoriquement, est dépourvue du moyen d'assurer elle-même sa défense.

Après ces douze années de travail, pendant lesquelles nous avons finalement rejoint *grosso modo* la conception de base de la Chambre et aplani les oppositions entre le département de la Santé publique et le département de la Justice, je souhaite que ce projet, que le Sénat adoptera sans doute, le soit aussi *ne varietur* par la Chambre.

Je crois que nous avons réellement fait preuve à un moment donné, dans une série de dossiers complexes, du souci de conclure. Je pense notamment à la loi sur le viol à propos de laquelle le Sénat a renoncé à faire du perfectionnisme pour sortir un texte qui corresponde plus ou moins à un consensus entre les deux assemblées.

Cet effort mériterait que l'on ne recommence pas la navette. Le pire désastre serait d'empêcher que le travail accompli, qui doit subir à présent l'épreuve de la réalité des faits, ne puisse aboutir rapidement à une loi juridiquement applicable.

Je conclus donc en demandant au ministre d'être notre interprète pour que cet effort très important, notamment en direction de ces conceptions, soit couronné d'un résultat concret dans la réalité juridique de ce pays. Je l'en remercie. (*Applaudissements.*)

M. le Président. — La parole est à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Monsieur le Président, pour le juriste, l'étude du statut des malades mentaux représente un intérêt majeur, non pas en raison des controverses juridiques qu'il a soulevées et soulèvera encore, mais surtout parce que son application à l'égard d'un individu entraîne, pour ce dernier, une atteinte à sa liberté dont les garanties constituent l'un des privilèges de notre droit.

Le statut juridique des malades mentaux présente, en droit belge, une très grande complexité. Sur certains points, ce statut se comprend difficilement, soit parce que les textes sont éparés, soit parce qu'ils sont souvent anachroniques.

Il existe, pour les personnes atteintes de déficience mentale, le régime de l'interdiction, le régime de la mise sous conseil judiciaire, le système de la minorité prolongée, les mesures de séquestration à domicile, ensemble d'institutions qui sont relatives au statut civil du malade mental.

Mais il existe, en outre, un régime administratif connu sous le nom de « collocation » — je n'aime pas l'expression — régi par la loi de 1850, modifiée en 1873.

Si vous me le permettez, je voudrais d'abord évoquer très rapidement le problème du statut civil et traiter plus longuement ensuite du statut administratif ou, en expression que je préfère, du statut de la personne du malade mental.

En ce qui concerne le statut civil, la première institution que nous connaissons et qui est inscrite dans notre Code civil, est l'interdiction. Comme on l'a rappelé ce matin, aux termes de l'article 489 du Code civil, le majeur se trouvant dans un état habituel de démence doit être interdit même lorsque cet état présente des intervalles lucides.

L'interdiction est, en réalité, un système d'incapacité puisque l'interdit se voit frappé d'une *capitis deminutio* et quant au régime de sa personne et quant au régime de ses biens.

Jusqu'en 1967 — date de l'introduction du Code judiciaire — cette mesure d'interdiction excluait toute intervention et toute appréciation de caractère médical. La loi de 1967 a prévu l'avis de médecins neuro-psychiatriques avant qu'une mesure d'interdiction puisse être prononcée. Il s'agissait d'une véritable révolution puisque l'appréciation de cette mesure d'interdiction ne dépendait plus exclusivement du magistrat, mais également d'un avis médical.

La seconde mesure de protection que nous connaissons en ce qui concerne les malades mentaux est la mise sous conseil judiciaire.

A la différence de l'interdiction, elle n'implique pas une modification quant à la capacité du dément. Il n'y a aucun changement de l'état de la personne. Celle-ci continue à exercer par elle-même tous les actes de la vie civile. Elle est seulement obligée, dans un certain nombre d'actes repris à l'article 513 de notre Code civil, d'être assistée d'un conseil judiciaire. Ce dernier a donc comme seule mission de consolider la volonté de la personne placée sous conseil judiciaire.

Troisième institution beaucoup plus récente puisqu'elle date de 1973 : la minorité prolongée. L'article 478 de notre Code civil permet, en effet, que le mineur qui en raison de son arriération mentale est et paraît devoir rester incapable de gouverner sa personne et d'administrer ses biens, peut être placé sous statut de minorité prolongée.

Ce qui me paraît intéressant dans cette réforme de 1973, c'est que, pour la première fois dans notre Code civil, nous avons tenté de définir l'arriération mentale. L'article 478bis stipule, en effet, que l'arriération mentale est un état de déficience mentale, congénitale ou ayant débuté au cours de la petite enfance, caractérisé par un manque de développement de l'ensemble des facultés intellectuelles et affectives.

Enfin, dernier élément du statut civil des déments : le régime de la séquestration à domicile organisé par les articles 25 à 38 de la loi du 18 juin 1850 sur le régime des aliénés. Il est vrai qu'à l'origine, ce régime était purement administratif. Par la suite, en raison de modifications législatives, il a été transformé en une véritable mesure civile.

Telles sont, dans notre système juridique, les mesures qui assurent la protection de la personne et des biens des malades mentaux. C'est, en d'autres termes, leur statut civil.

Celui-ci date soit de la rédaction du Code civil soit, au contraire, de législations édictées dans le courant du XIX^e siècle. Unanimentement, nous nous accordons pour dire que de telles mesures ne correspondent plus aux idées et aux besoins de notre époque.

En effet, si, comme nous allons le voir dans un instant en traitant du problème du statut administratif et de l'internement, priver un individu de sa liberté est un acte important car il s'agit d'une atteinte à un droit fondamental, frapper quelqu'un d'une incapacité peut présenter des dangers aussi importants. Lorsqu'il s'agit d'un mineur, des critères objectifs déterminent le passage de l'incapacité à la capacité. Par contre, lorsque nous nous trouvons en présence de déficience mentale, la subjectivité est beaucoup plus grande et les risques de voir des personnes frappées abusivement d'une incapacité ne sont pas à exclure.

J'ai donc rappelé ainsi très brièvement le statut civil des malades mentaux. Je sais qu'il entre dans vos projets, monsieur le Vice-Premier ministre, après avoir traité du problème du statut de la personne, de vous attaquer également au régime du gouvernement de la personne et de l'administration des biens des malades mentaux.

Le statut administratif de ces derniers est actuellement régi par la loi de 1850, modifiée par la loi du 28 décembre 1873.

Lorsqu'on examine les travaux préparatoires de cette loi, on s'aperçoit que le but du législateur était triple. Il s'agissait d'abord de protéger les citoyens contre les accidents ou les incidents que peuvent occasionner les aliénés laissés en liberté. Il s'agissait ensuite de garantir la liberté individuelle en prévenant les séquestrations fondées sur une aliénation mentale douteuse ou supposée. Il s'agissait enfin de pourvoir au traitement et aux soins que réclament la guérison et l'état de santé des malades mentaux.

Sans doute a-t-on longuement épilogué sur la portée du terme « aliéné ». Selon une jurisprudence déjà très ancienne et confirmée par la Cour de cassation dans un arrêt important de la fin du XIX^e siècle, ce terme désigne « ceux qui ont des facultés intellectuelles oblitérées, qu'ils soient atteints d'égarement d'esprit ou d'aliénation mentale, que leur infirmité soit passagère ou incurable et quels que soient la cause et le caractère spécial ».

Je me réjouis, monsieur le Vice-Premier ministre, que nous ne nous soyons pas efforcés — nous n'avons même pas tenté de le faire — de définir, dans ce projet, le concept d'aliénation mentale, expression qui, aujourd'hui, doit être remplacée par celle de maladie mentale.

Si je reprends les objectifs de la loi de 1850 tels que je viens de les énumérer, il y a lieu, me semble-t-il, de procéder à trois constatations.

Le premier objectif faisait écho à une très vieille préoccupation : assurer l'ordre public. Cette exigence d'ordre public se trouvait d'ailleurs déjà inscrite dans un ancien décret de 1790, repris par la loi communale et que l'on retrouve, aujourd'hui encore, inscrit dans l'article 129 de la nouvelle loi communale.

Le second objectif consistait à permettre la garantie des libertés individuelles.

A de nombreuses reprises, et à juste titre, on a souligné qu'à cet égard, la loi de 1850 présentait un certain nombre de déficiences. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles elle a fait l'objet d'une mise en cause radicale.

La remise en question de cette loi doit également être considérée, par rapport au troisième objectif qu'elle avait initialement consacré. Celui-ci a donné lieu à des débats et à ce que, sommairement, on peut qualifier de « médicalisation de la folie ». Cette tendance, qui n'a cessé de s'amplifier et de se développer, a été à l'origine d'un véritable pouvoir médical de fait.

L'acuité d'une réforme de notre législation devenait donc indispensable. Elle s'imposait d'une manière tout à fait impérieuse en raison, notamment, de l'arrêt rendu par la Cour de Strasbourg, en 1979, dans l'affaire Winterwerp. A cette occasion, la Cour a précisé ce qu'il fallait entendre par « détention régulière d'un aliéné », formule qui figure à l'article 5, alinéa C, de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales. A cette occasion la Cour a également précisé ce qu'il fallait entendre par le mot « régulier », lequel doit nécessairement englober à la fois le problème de la procédure et celui du fond.

Cet arrêt de la Cour de Strasbourg pouvait susciter des doutes quant à la conformité de la loi du 18 juin 1850 par rapport à l'article 5, alinéa C, de la Convention européenne.

Je ne peux donc, monsieur le Vice-Premier ministre, que me réjouir de la modification apportée à notre législation. Il faut, en effet, convenir qu'elle était devenue anachronique. Elle ne permettait pas une objectivisation suffisante de la collocation ou de la séquestration et, comme je viens de le rappeler, elle n'était pas conforme aux principes énoncés dans la Convention européenne des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Je n'ai pas l'intention de rappeler, ici, le contenu du projet dont nous discutons. Le rapporteur l'a fait ce matin d'une manière excellente et synthétique.

Si vous le permettez, je voudrais tout d'abord me réjouir de la philosophie que ce projet consacre. Je souhaiterais formuler ensuite quelques observations et poser quelques questions.

En ce qui concerne la philosophie du projet, le principe de base, qui en fait d'ailleurs toute sa valeur, est fondé sur le renforcement de la protection de la liberté individuelle du malade mental. Gambetta a affirmé qu'il importait davantage de sauver la liberté d'un individu plutôt que sa santé. Je crois qu'il avait raison. Personne ne songe à contester que les nécessités du traitement des maladies mentales rendent parfois indispensable l'hospitalisation forcée des malades en raison de la nature des troubles et des comportements engendrés.

L'exercice de cette mesure contraignante, qui constitue une atteinte à la liberté individuelle, doit cependant être entouré de toutes les garanties propres à assurer la protection de l'individu contre des mesures arbitraires qui ne seraient pas justifiées par des raisons médicales.

Il fallait dès lors que le législateur prévienne l'arbitraire. A cet égard, le projet s'inscrit bien dans l'esprit de la Convention européenne des droits de l'homme qui n'autorise la détention régulière d'un aliéné que moyennant cinq conditions que je rappelle très brièvement.

1. L'internement doit se faire selon une procédure prévue par la loi.

2. Il nécessite une autorisation judiciaire.

3. En l'absence d'autorisation judiciaire, c'est-à-dire si l'internement est autorisé par une instance administrative, il faut qu'un recours judiciaire soit organisé.

4. La prolongation doit se faire en vertu d'une décision judiciaire.

5. Les décisions judiciaires ordonnant ou prolongeant l'internement doivent être communiquées au malade ou à son représentant légal.

Toutes ces conditions me paraissent bien remplies et inscrites dans le projet dont nous discutons.

A cet égard, je me réjouis notamment du texte de l'article 32 qui constitue une garantie essentielle pour la liberté du malade mental. Il prévoit, en effet, que tout malade mental est traité dans des conditions respectant sa liberté d'opinion ainsi que ses convictions religieuses et philosophiques.

Cet article consacre également le droit du malade à recevoir la visite de son avocat, du médecin de son choix et, conformément aux dispositions du règlement intérieur de l'établissement, la personne de confiance ou, sauf contre-indication, toute autre personne.

Ces deux dispositions m'apparaissent fondamentales parce qu'elles consacrent la véritable reconnaissance de droits, au bénéfice du malade mental.

J'émettrai une deuxième observation quant à la philosophie qui gouverne le projet en discussion.

Alors que la loi actuelle n'organise aucun débat judiciaire préalablement à l'internement ou durant celui-ci, le projet consacre, d'une manière expresse, le respect des droits de la défense du patient en permettant qu'à tous les niveaux de décision judiciaire, que ce soit au moment de la mise en observation ou de la décision de maintien, un avocat représente le malade et que toute personne intéressée puisse être entendue.

Enfin, le projet de loi ne définit pas, ainsi que je l'ai signalé, la notion de « maladie mentale ». En effet, les éléments et les critères de ce concept varient trop facilement d'une époque à l'autre, d'un lieu à l'autre; la vie moderne crée des troubles psychiques qui n'existaient peut-être pas hier.

Il est vrai que notre Cour de cassation et la doctrine ont souvent tenté de cerner ce concept de malade mental ou de maladie mentale. Nous ne sommes pas tombés dans ce travers et avons, je crois, eu raison. Si nous n'avons pas défini l'aliénation mentale en tant que telle, nous avons tout de même essayé de cerner le concept à travers les effets négatifs qu'il peut engendrer. Par ailleurs, nous avons prévu des garanties suffisantes quant à la procédure, afin d'éviter toute dérive en la matière.

M. Swaelen prend la présidence de l'assemblée

J'en ai ainsi terminé, monsieur le Vice-Premier ministre, avec les raisons pour lesquelles mon groupe et moi-même nous réjouissons de la mise en œuvre du projet dont nous discutons aujourd'hui. Je ne vous poserai pas de questions, mais si vous le permettez, je ferai quelques observations qui pourront, en fonction des réponses que vous nous donnerez, éclairer l'une ou l'autre disposition.

La première réflexion est relative au fait que le médecin peut souverainement mettre fin à la période d'observation ou de maintien.

En tant que juriste, je reste un peu sceptique devant la mise à néant, par une décision médicale, d'une décision judiciaire alors que celle-ci, qui émane notamment du juge de paix, a été soutenue par un rapport circonstancié provenant d'un médecin. Je suis d'autant plus hésitant et mal à l'aise qu'aucun recours n'est prévu contre ce genre de décision du médecin.

L'article 12, alinéa 3, prévoit — et ceci fait l'objet de ma deuxième question — que, lorsque le médecin, chef de service, décide d'interrompre la mise en observation, il en informe le malade et le directeur de l'établissement, ce dernier avertissant le magistrat ayant pris la décision ainsi que le juge de paix. Je voudrais savoir qui est visé par le mot « magistrat ». Puisque la décision a été prise par le juge de paix, il est tout à fait normal qu'il soit informé de l'évolution du dossier, mais je ne saisis pas bien ce que recouvre cette obligation d'informer le magistrat outre le juge de paix.

J'en arrive à ma troisième observation.

L'article 15 prévoit — cela vaut aussi bien pour la mise en observation que pour le maintien — que le malade peut être autorisé à effectuer des sorties de durée limitée, seul ou accompagné, de jour comme de nuit. Cette possibilité qui lui est offerte de séjourner en dehors de l'établissement peut-elle s'étendre sur un laps de temps d'un ou de plusieurs jours ou mois, à telle enseigne que l'application de l'article 15 serait alors assez proche d'un système de post-cure?

J'en viens à ma quatrième observation.

L'article 5 stipule que toute personne intéressée peut adresser une requête en vue d'une mise en observation. Il est vrai que celle-ci doit être accompagnée d'un rapport médical circonstancié.

J'attire votre attention, monsieur le Vice-Premier ministre, sur le fait que, dans le cadre de l'application de la loi de 1850, la jurisprudence est allée très loin dans l'interprétation du concept « toute personne intéressée ». On a notamment permis à un créancier de demander la collocation de son débiteur.

J'ose espérer, monsieur le Vice-Premier ministre, que dans le cadre de l'application de l'actuelle législation, on ne permettra pas que des raisons exclusivement patrimoniales puissent justifier l'introduction d'une requête, ce qui me semblerait d'ailleurs contraire aux dispositions de l'article 2 du projet que nous examinons.

La cinquième observation que je souhaiterais faire a trait à l'article 5, paragraphe 2, deuxième alinéa. Ce texte prévoit que « le rapport qui doit être joint à la requête ne peut être établi par un médecin, parent ou allié du malade ou du requérant, ou attaché à un titre quelconque au service psychiatrique où le malade se trouve ».

Or, il peut arriver que le malade ne se trouve pas dans un service psychiatrique et soit en liberté. Est-il dès lors normal que le rapport puisse être établi par un médecin attaché à un service psychiatrique? N'y a-t-il pas là possibilité de certains abus et risque de céder à certaines tentations auxquelles nous devons être attentifs?

M. le Président. — Permettez-moi de vous interrompre quelques instants, monsieur Cerexhe, afin de saluer une importante délégation du Soviet suprême de l'Union soviétique.

BIENVENUE A UNE DELEGATION DU SOVIET SUPREME

WELKOM AAN EEN AFVAARDIGING VAN DE OPPERSTE SOVJET

M. le Président. — Mesdames, messieurs, je salue la présence, à la tribune officielle, d'une importante délégation du Soviet suprême de l'Union soviétique. Je souhaite à cette délégation un agréable séjour dans notre pays et de fructueuses négociations tant avec les autorités belges qu'avec celles de l'Alliance atlantique. *(Applaudissements.)*

REPRISE DE LA DISCUSSION

HERVATTING VAN DE BERAADSLAGING

M. le Président. — Nous reprenons la discussion en cours. Wij hervatten de aan gang zijnde bespreking.

La parole est continuée à M. Cerexhe.

M. Cerexhe. — Ma dernière question à M. le Vice-Premier ministre, est relative à l'article 33 du projet, qui stipule : « Le contrôle du respect de la présente loi, dans les services psychiatriques, est exercé par le procureur du Roi et le juge de paix du lieu du service, ainsi que par les médecins-inspecteurs psychiatres désignés, à cette fin, par les autorités compétentes, en vertu des articles 59bis et 59ter de la Constitution. Les magistrats et les médecins, investis de cette mission par les autorités compétentes, ainsi que les experts désignés par le tribunal, ont accès aux services psychiatriques. Ils peuvent se faire présenter... » — notamment les magistrats — « ... les dossiers médicaux, les registres tenus en exécution de la présente loi, etc. »

Cette disposition est-elle en parfaite harmonie avec les règles en vigueur concernant le secret professionnel? La relation du malade mental avec le médecin ne risque-t-elle pas d'être handicapée, voire perturbée par le fait que le malade mental sait, en vertu de la présente disposition, que le magistrat peut avoir accès au dossier médical?

Je me demande si, à ce sujet, un correctif ne pourrait encore être apporté au texte de l'article 33.

Telles sont, monsieur le Vice-Premier ministre, les observations et les réflexions que je voulais faire part à propos de ce projet.

Le groupe PSC marquera son accord sur ce texte qui constitue un progrès important par rapport à la législation actuelle et qui, surtout, réalise, comme je l'ai dit tout à l'heure, un heureux équilibre entre, d'une part, les intérêts de la société et, d'autre part, les intérêts du malade et le respect des droits de l'homme. *(Applaudissements.)*

M. le Président. — La parole est à M. Minet.

M. Minet. — Monsieur le Président, Mme la rapporteure que je veux, comme chacun d'entre nous, remercier de tout cœur, a exposé les raisons qui motivent une nouvelle législation relative à l'internement de certains malades mentaux. Ces raisons ayant été largement développées, je n'y reviendrai pas.

Notre collègue Serge Moureaux a décrit de façon très heureuse le cheminement de ce texte qui représente un travail de longue haleine étalé sur plusieurs années.

Un des fondements de la proposition de réforme est le déplacement du centre de gravité des décisions vers les magistrats. Il s'ensuit la construction d'un ensemble complet de règles de droit qui visent à protéger le malade de tout arbitraire. Ce serait une erreur considérable cependant — bien que cela fut écrit dans la presse médicale — d'en déduire que deviendrait désormais dérisoire le rôle du corps médical. Il n'en est rien, bien au contraire.

Il importe, en raison même de leur intervention irremplaçable dans toutes les phases de la procédure, de souligner et de préciser, du point de vue des médecins, l'importance et les conséquences principales des dispositions légales proposées. C'est de ce point de vue que je vais me permettre de les commenter devant vous.

Pour le médecin, il ne peut être question d'envisager l'internement forcé comme une mesure thérapeutique parmi d'autres. La collocation doit demeurer une exception dans son arsenal de traitements.

Le médecin qui envisage l'internement d'un de ses malades ou qui va intervenir dans la procédure, à quelque niveau que ce soit, se doit de bien mesurer toute la portée de l'article 2, clef de voûte de l'édifice législatif soumis à notre suffrage.

L'internement ne peut, en effet, être imposé que dans des conditions très précises et très strictes.

En premier lieu, il doit s'agir d'un malade. Il ne peut s'agir en aucune manière d'un original, d'un déviant ou d'un inadapté — nous citons le texte proposé. Ce ne peut non plus être quelqu'un qui rejette nos valeurs morales, sociales, religieuses, politiques ou autres.

Deuxièmement, on doit se trouver en présence d'un malade mental, d'un être atteint, pour des raisons somatiques ou psychiques, d'une perturbation sévère du comportement, cette perturbation posant un problème réel à lui-même et à la société.

En troisième lieu, l'internement n'intervient qu'à défaut de tout autre traitement approprié. Toute mesure thérapeutique ne faisant pas intervenir la collocation, doit donc être préalablement entreprise, sauf si intervient à tout le moins une des deux conditions suivantes.

La première de ces conditions est que « l'état du malade doit mettre gravement en péril sa santé et sa sécurité ». La notion d'« état » se comprend de la manière suivante : il s'agit de l'état de santé mentale qui, exclusivement, peut justifier la privation de liberté et non d'une autre affection. En conséquence, il est essentiel de souligner qu'une maladie somatique, même si elle menace gravement la santé et la sécurité du malade, ne peut justifier son internement forcé, en raison des dispositions présentes à tout le moins.

La seconde condition suffisante elle aussi pour fonder la collocation, est que « vu son état mental, le malade constitue une menace grave pour la vie ou l'intégrité d'autrui ». Il ne s'agit donc pas non plus d'une affection organique, non mentale, par exemple contagieuse, qui fait courir un danger à l'entourage, comme la tuberculose ou les maladies sexuellement transmissibles.

Soulignons également que la menace ne doit pas s'entendre au sens pénal strict du terme. Le fait matériel qui la constitue n'est pas un élément indispensable à la décision : c'est l'état psychique qui importe et les comportements que l'on peut raisonnablement en redouter comme conséquence.

La question a été posée de savoir si la menace sur les biens pouvait constituer une condition d'internement. Je pense que la notion d'intégrité peut, en effet, impliquer la protection des biens, selon naturellement la valeur de ceux-ci.

Les dispositions rappellent le droit fondamental de tout malade à quitter une institution hospitalière. Il n'est pas inutile d'y insister, dans une société où cette médecine hospitalière a pris de l'extension et occupe la place prépondérante que nous connaissons. En conséquence, les médecins qui estimerait que l'article 2 s'applique au malade qui veut quitter le service, ont à enclencher la procédure décrite ci-après.

La première étape en est la mise en observation. Cette notion est nouvelle. Elle intéresse le médecin sous plusieurs de ses aspects. En effet, sa durée — quarante jours au maximum — doit permettre, d'une part, la mise au point de l'état de santé et la définition d'un diagnostic précis, et, d'autre part, une première appréciation de l'effet des traitements engagés. Elle est de nature à mieux orienter la conduite à adopter à la fin de cette période d'observation.

Soulignons que sont concernés ici non seulement les malades internés, mais aussi ceux qui, entrés de leur plein gré dans une institution — c'est l'article 3 — présentent une affection mentale de telle nature qu'ils constituent le danger dont il a déjà été question.

La procédure de mise en observation investit le juge de paix de la charge d'arbitrer, en dernière instance, la situation. Il s'agit là d'une révolution puisque, jusqu'ici, le médecin était seul pratiquement, à détenir la responsabilité ultime. Il est la première manifestation, dans le texte, du renouveau de notre droit, qui vient s'accorder par là aux arrêts de la Cour européenne. Mais il ne faut pas en déduire, trop hâtivement, que le corps médical serait écarté du déroulement des opérations, tant dans la procédure normale que dans la procédure d'urgence. Nous allons pouvoir en juger nous-mêmes.

La procédure normale d'internement est initiée par « toute personne intéressée ». Le médecin pourra être cette « personne intéressée » : rien ne l'en empêche. Cependant, s'il envisage une requête en collocation, le conflit sera possible avec son devoir de respect du secret professionnel.

Il me semble que c'est justement en mettant en balance, d'un côté, ce devoir, de l'autre, le péril que la maladie mentale fait courir au malade ou à autrui, en confrontant les conséquences à redouter de l'une ou de l'autre solution, qu'il pourra adopter la moins préjudiciable des attitudes. Le médecin intervient à un deuxième niveau : l'article 5, en son paragraphe 2, expose, en effet, que, sous peine d'irrecevabilité, la requête en collocation doit comporter un rapport médical.

Quelles sont les caractéristiques de ce rapport ?

— Il sera rédigé par un médecin, je souligne le fait, spécialiste ou non.

— Il sera circonstancié ; en d'autres termes, il exposera, en détail, les données de l'anamnèse et de l'examen auxquels s'est livré le praticien, et les raisons précises qui l'amènent à considérer la collocation comme indispensable.

— Le médecin aura dû examiner lui-même le malade : il ne peut se contenter de documents, de renseignements divers, d'éléments de seconde main.

— L'examen aura eu lieu dans la quinzaine précédente. Il faut comprendre, me semble-t-il, sous peine de vider la disposition de tout effet, que ce délai compte à partir de la date du dépôt de la requête.

— Ce médecin ne peut être un parent ou un allié du malade ou du requérant.

— Il ne peut appartenir au service psychiatrique où se trouve le malade. C'est là une petite nuance que j'apporte par rapport à la remarque que vient de formuler M. Cerexhe à l'adresse de M. le Vice-Premier ministre.

Le troisième niveau d'intervention médicale dans la procédure normale concerne la visite que le juge rend au malade. Tout médecin peut être désigné par le malade comme « personne de confiance ». Cette personne peut jouer un rôle considérable tout au long de la procédure. Je n'insisterai pas sur cette innovation heureuse. Un médecin psychiatrie peut être spécialement choisi par le malade pour l'assister lors de la visite du juge. Mais, si ce n'est pas le cas, le juge peut lui-même désigner d'office un psychiatre. Le médecin choisi comme « personne de confiance », le psychiatre — choisi ou désigné —, pourra à l'occasion de cette visite apporter au juge tous les renseignements utiles, d'ordre médical en particulier, mais également d'une portée plus sociale.

Lors des débats, le juge entendra les parties : ainsi le médecin s'il est l'auteur de la requête. C'est en chambre du conseil que se déroule le débat.

Toutefois, le médecin notera que si le malade ou son avocat demandent que l'audience soit publique, ils obtiennent qu'il soit fait droit à leur demande : dans ce cas, le médecin requérant sera de nouveau soucieux de concilier son devoir de secret aux exigences de sa responsabilité, si la privation de liberté n'est pas décidée. C'est dire la difficulté pour le médecin d'entreprendre, comme requérant, la procédure d'internement !

En tout état de cause, les médecins intervenant à quelque titre que ce soit sont informés du jugement. Sauf s'ils sont parties, les voies de recours ne leur sont pas notifiées, raison de plus pour qu'ils s'en informent eux-mêmes.

Au même article 8 apparaît, pour la première fois, la notion de médecin « directeur de l'établissement auquel appartient le service psychiatrique désigné ». Il convient d'ores et déjà de souligner le rôle décisif qu'il va jouer dans le déroulement du processus d'observation et de maintien.

Dans la procédure d'urgence, le procureur du Roi désigne un médecin, qui ne sera pas obligatoirement un psychiatre. Mais le procureur du Roi peut enclencher la mise en route de l'internement à la demande d'un tiers intéressé et celui-ci peut être justement un médecin. Nous retrouvons ici les problèmes que nous venons de souligner par rapport au secret médical.

Les responsabilités des médecins du service hospitalier sont précisées dans le texte proposé : surveillance, examen, traitement du malade et le tout, puisqu'il s'agit d'observation, en tenant compte d'un laps de temps plafonné à quarante jours. Les médecins ont donc mission d'établir une sorte de calendrier dont le terme est la restitution au malade de sa liberté : sur ce point précis, en effet, ils devront prendre position dans ce délai de quarante jours.

Notons que, mis en observation, le malade peut être autorisé à quitter le service. Les médecins feront bien d'être très attentifs à cette disposition.

L'observation se termine au terme des quarante jours, sauf si la procédure de maintien n'a pas abouti. Mais deux mesures spéciales sont possibles : la sortie de durée limitée et le séjour dans un établissement à temps partiel, de jour ou de nuit. Elles ne mettent pas fin à la mise en observation, et elles sont décidées par tout médecin du service psychiatrique. La question se posera de définir la nature et l'étendue de cette responsabilité. Voici mon sentiment. Si cette responsabilité devait être étendue dans ses implications les plus larges, le médecin serait chargé du poids de toutes les conséquences des actes du malade hors de l'établissement. S'il en était ainsi, bien peu de médecins se risqueraient sur un terrain aussi dangereux, potentiellement du moins, et la disposition de la loi pourrait dès lors n'être jamais appliquée ou de façon rarissime seulement : ce n'est pas le vœu du législateur.

Aussi devons-nous nous accorder sur une conception plus restrictive, plus limitée de responsabilité qui exonère le médecin décideur quand il s'avère que toutes les précautions diagnostiques et thérapeutiques ont été prises et qu'existent toutes les raisons

d'exclure des retombées désastreuses de la mesure de restitution temporaire de liberté. En conséquence nous devons circonscrire la notion de responsabilité à ses dimensions professionnelles. Une erreur d'appréciation — telle est la jurisprudence — ne constitue donc pas une faute.

La notion d'accompagnement, elle aussi, est importante. La loi la précise. Si le malade sorti peut être laissé seul à lui-même, il peut par contre être accompagné. Le service psychiatrique et les médecins seront attentifs à cet aspect des choses. Ils disposent là d'un atout précieux. On peut penser que le plus souvent le médecin responsable utilisera d'abord cette disposition : elle permet un meilleur contrôle de la situation, certes encore lâche et modulé, mais elle donne une sorte de garantie supplémentaire. Cet accompagnement pourrait d'ailleurs logiquement constituer une première étape avant le retour plus complet à l'autonomie. Les médecins auront à apprécier les conditions de cette sortie : choix de la personne accompagnante, aire géographique autorisée, type de supervision par le service psychiatrique.

Enfin, le malade peut séjourner également dans un établissement à temps partiel de jour ou de nuit, le mot « établissement » devant être entendu dans son acception la plus générale. Les pratiques psychiatriques et sociales contemporaines mettent, en effet, à la disposition des malades, des lieux où cet accompagnement s'organise avec souplesse, légèreté et efficacité. Deux caractéristiques encore : la prise en charge est temporaire et peut se répartir sur des plages horaires adaptées.

La mise en observation peut prendre fin avant d'arriver à son terme et par une décision exécutoire.

Trois éventualités sont à considérer.

Première éventualité : le juge met fin à l'observation par un jugement, et il a été saisi par le malade ou toute personne intéressée. Cette dernière peut de nouveau être un médecin, le médecin de famille ou un spécialiste. Le juge devra prendre l'avis du médecin-chef de service; un rapport détaillé n'est pas requis.

Deuxième éventualité : aussi longtemps que le juge n'a pas statué, le procureur du Roi peut, à condition d'en avertir les intéressés, se désister de sa demande. Le malade est alors libéré aussitôt.

La troisième éventualité intéressera de près le corps médical. Lorsque cette mesure lui paraît indiquée, le médecin-chef de service peut prendre l'initiative de libérer le malade. Il rédigera un rapport motivé qui établira sur la base de quels faits il a considéré que l'internement ne se justifie plus. Cette disposition n'offre pas de recours.

Lorsque la remise en liberté découle de la suppression de la mesure de mise en observation, la responsabilité du médecin-chef de service n'est pas ici explicitement engagée. Ceci pourra peut être faire problème.

A l'issue des quarante jours peut s'entreprendre la seconde phase de l'internement du malade mental; il s'agit de la période de maintien. Elle peut durer deux ans maximum et est renouvelable sous les mêmes conditions. La procédure s'inspire de la mise en observation et se fonde sur un rapport rédigé par le médecin-chef de service. Ce rapport doit être circonstancié. Le médecin-chef de service ne peut se contenter d'un formulaire préparé d'avance ni d'une simple affirmation reposant sur des considérations générales. Ce document doit comporter l'ensemble des observations particulières et personnelles recueillies par le corps médical : diagnostic, résultats des divers traitements, évolution et pronostic. Ces observations doivent reposer sur le suivi attentif du malade en particulier. Le médecin-chef de service doit prendre position et attester que le maintien se justifie au regard du principe fondamental de l'article 2.

Un élément important intervient alors. En effet, il est acquis que si le malade souhaite retrouver la liberté — sinon la question ne se poserait pas — il peut contester la mesure de maintien en produisant au juge l'avis écrit d'un médecin de son choix. Celui-ci ne doit pas être obligatoirement un spécialiste. Cet avis fera bien d'être argumenté et très circonstancié, car le juge le comparera à l'avis contraire du médecin-chef de service qui, lui, est un spécialiste.

Pour rendre son jugement, le magistrat entendra les deux médecins; c'est une obligation à laquelle il ne peut se soustraire. Cette audition sera contradictoire; chacun des praticiens devra donc y avancer tous les arguments qui plaident en faveur de sa thèse et répondre à ceux de son confrère, en l'occurrence, son adversaire.

Observons que les médecins ne sont guère accoutumés à ce genre de joute oratoire en présence d'un magistrat, du malade et de son avocat. Nous verrons ce que l'usage fera des possibilités ouvertes par cette disposition.

Pendant le maintien, le corps médical hospitalier est dans l'obligation de surveiller et traiter le malade. La philosophie de l'hospitalisation demeure donc identique : protection du malade, protection de la société et traitement adéquat en vue de la guérison.

L'article 15 introduit différentes mesures qui adaptent la forme même du maintien. Cet article a une portée très importante.

L'article 11 traitait déjà, à propos de la mise en observation, de la sortie du malade en séjour partiel. Il impliquait la responsabilité du médecin. Nous avons déjà abordé ce problème. La notion de postcure est introduite. C'est un séjour du malade hors de l'établissement d'internement. Il s'agit là d'une variété particulière de la sortie temporaire de longue durée, mais n'excédant pas un an. Elle est du ressort du médecin-chef de service qui établit un rapport motivé dans lequel il précise très exactement les conditions de résidence, le traitement éventuel et les conditions d'aide sociale qui s'avèrent nécessaires. Si l'état du malade le permet, le médecin-chef de service peut mettre fin à la postcure et, de ce fait, au maintien. Cependant, il pourra réadmettre le malade dans le service d'internement si l'état de ce dernier l'exige ou si les conditions de la postcure ne sont pas respectées.

Lorsque la postcure prend fin à son terme normal, le malade n'est pas réadmis dans le service psychiatrique d'origine car la mesure de maintien s'est éteinte.

Des dispositions précises règlent le transfert du malade vers un autre service psychiatrique lorsqu'il est possible et souhaité en vue d'un meilleur traitement. La demande d'un tel transfert appartient à tout intéressé. Ici, est expressément cité le rôle du médecin-inspecteur des services psychiatriques qui peut prendre la décision de ce changement d'établissement d'internement.

Il peut être mis fin, avant les deux ans de son terme normal, à la mesure de maintien. Le médecin-chef de service peut intervenir d'initiative, à la demande du malade ou de toute personne intéressée. Lorsqu'il en décide ainsi, le médecin-chef de service constatera, par écrit, que l'état du malade permet sa libération sans danger pour lui, ni pour la société. Ce rapport sera motivé. Différentes instances seront prévenues. Le juge peut, lui aussi, lever la mesure de maintien et intervenir, soit d'office, soit à la demande de toute personne intéressée. La demande émanant d'une personne intéressée doit cependant être appuyée par la déclaration d'un médecin — qui aura à faire valoir son point de vue selon lequel l'état du malade permet d'envisager sa libération. Le médecin-chef devra évidemment donner son avis à ce sujet.

Un autre problème peut préoccuper le médecin-chef de service au moment où la procédure de maintien prend fin. Il se pose notamment lors de la libération des mineurs, des interdits ou des personnes sous statut. Deux hypothèses sont envisageables. La première consiste à les confier à nouveau à la personne qui en avait précédemment la charge. Parfois, cependant, l'intérêt du malade exige que cette personne soit différente, et c'est la seconde hypothèse. Comme toute personne intéressée, dont le médecin, le médecin-chef de service en décidera. En raison de ses fonctions, il est l'une des personnes les mieux informées pour prendre une telle décision.

Il existe une alternative à la mise en observation et au maintien. Il s'agit du placement en famille, pratique très ancienne de l'art médical belge. Tous les intéressés, dont les médecins, peuvent, en effet, par une requête auprès du juge de paix, demander que le malade, au sujet duquel l'enfermement paraît nécessaire, soit placé d'emblée dans une famille et non en observation. Mais la même procédure est évidemment de rigueur.

Le juge désignera un médecin, qui, soulignons-le, peut être un médecin de famille, avec la mission de traiter le malade. La notion de traitement doit être entendue ici au sens le plus large et impliquer, notamment, l'établissement du diagnostic, la continuité des soins et la définition d'une démarche thérapeutique adéquate.

Se dérouleront alors, en famille, les périodes d'observation et, éventuellement, de maintien.

La mesure de placement en famille peut elle-aussi être levée avant son expiration naturelle. La procédure de levée de la mesure de maintien est suivie et un certificat médical est à nouveau nécessaire. Si l'on s'en tient strictement à la loi, le médecin peut être aussi un médecin de famille.

Il a déjà été souligné à cette tribune que l'article 28 qui traite du maintien en famille est une disposition essentielle de l'ensemble du dispositif. Il détermine quels sont les devoirs du médecin traitant dont le rôle, dans ce type particulier de maintien, est vraiment essentiel.

Pensons, en particulier, aux contacts réguliers avec le malade à sa consultation ou au domicile, à la relation régulière qui s'établit, à l'accompagnement et à la guidance psychologique, aussi possibles, à l'orientation dans les activités professionnelles et dans les loisirs, au dialogue facilité sur les problèmes affectifs et familiaux et, enfin, à une sorte de prise en charge globale de la personnalité du malade dans tous ses aspects.

Cependant, la mission du médecin s'étend au-delà des devoirs que je viens de rappeler. Ainsi, par exemple, les conseils prodigués à la famille sont un élément essentiel de la cure. Un véritable travail d'équipe est en réalité indispensable.

Une fois l'an, le médecin adresse au juge de paix un rapport. Il comporte au moins deux éléments : une déclaration selon laquelle les soins requis ont été donnés et un avis, dont la loi ne dit pas qu'il doit être circonstancié, sur la nécessité de maintenir la mesure de protection. Cet avis sera clair car il sera un élément décisif de l'appréciation du juge. Il serait, à mon sens, très souhaitable que ce rapport comporte, en outre, et à toutes fins utiles, une appréciation de l'état du malade et un pronostic d'évolution, une relation chronologique des observations et des événements significatifs de l'année écoulée. Le juge sera ainsi mieux éclairé quant à la décision qu'il devra prendre : soit la poursuite, soit la levée du maintien, soit encore une modification des modalités de l'internement.

Quand le juge de paix considère que la forme de maintien doit être revue, il doit, avant toute décision, demander sur ce point l'avis du médecin traitant à moins que le rapport qu'il en reçoit ne soit clair à cet égard.

J'insisterai enfin sur une disposition importante du projet de loi. Il faut le souligner en effet, les institutions, les établissements ou les familles où se trouve le malade mental interné, ont le devoir de respecter ses droits fondamentaux. Le corps médical devra être extrêmement attentif et assume en cette matière une lourde responsabilité. Quand il sera témoin, à quelque titre que ce soit, d'une infraction à ces principes du respect des droits du malade, il lui appartiendra de dénoncer le fait au procureur du Roi ou au juge de paix du lieu, selon les cas.

Cependant, sa responsabilité est également engagée sur le plan médical strict. Je voudrais insister sur cet aspect de la question : les traitements doivent favoriser la santé physique et mentale. Ceci exclut toute thérapeutique hasardeuse, expérimentale, à but de prospection, d'investigation, de statistique. Sont interdits également des traitements médicamenteux massifs, des interventions chirurgicales, dont l'objectif serait de neutraliser complètement, telle une camisole de force, tout comportement autonome du malade, réduit ainsi à l'état d'inertie et de prostration. Personne ne méconnaîtra le caractère éminemment éthique de cette disposition.

L'article 32 fonde le droit imprescriptible du malade de recevoir tout médecin de son choix. Cette disposition mérite l'attention et les médecins seront amenés — ils doivent s'y attendre — à rendre visite aux malades qui les y inviteront. Ils auront accès au dossier médical, au registre prévu à l'article 10 et à toute information qu'ils jugeront utile.

Sont également réglés par le présent texte le statut des médecins inspecteurs psychiatres, le régime des honoraires et le dispositif relatif aux sanctions.

Je ne veux pas abuser plus longtemps de votre patience. L'importance de ce projet pour notre droit a été soulignée avec beaucoup de compétence par d'éminents juristes. Puisque j'ai l'honneur d'être à la fois parlementaire et médecin, je tenais pour ma part à insister sur les conséquences décisives des dispositions soumises à notre réflexion. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Pataer.

De heer Pataer. — Mijnheer de Voorzitter, kan er nog iets worden toegevoegd aan het indrukwekkende verslag van mevrouw Herman? Het verslag geeft niet alleen op een opvallend synthetische wijze de besprekingen in de commissie voor de Justitie en vooraf in de werkgroep van de commissie voor de Justitie weer, maar biedt tevens een helder inzicht in de sterk geëvolueerde opvattingen over de bescherming van de persoon van de geesteszieke in de loop van de voorbije twintig jaar, namelijk in de periode tussen de indiening in de Senaat van het « ontwerp-Vrancx » en de behandeling van hetzelfde ontwerp, maar dan in een sterk gewijzigde vorm, vandaag.

Ik zelf heb enkel de laatste fase van dit lange debat meegemaakt, namelijk de bespreking van de tekst die ons opnieuw door de Kamer werd overgezonden, na een eerste behandeling in de Senaat. Toch werden wij in die laatste fase geconfronteerd met een vloed teksten en amendementen die ons soms deed duizelen. Onderhavige tekst werd dus zorgvuldig gewikt en gewogen.

De rode draad die op een bijna obsessievolle wijze zowel door het verslag, als door de tekst van het ontwerp loopt, is het fundamenteel recht op persoonlijke vrijheid van ieder mens, ook de geesteszieke, en het even fundamentele recht op persoonlijke bescherming van ieder mens, ook de geesteszieke, in noodsituaties. Om deze beide principes te waarborgen, werd uiteindelijk geopteerd voor het « gerechtelijk model » in de plaats van het « medisch model ». Niet de medicus, hoe menslievend, deskundig en integer hij ook is, maar enkel de rechter kan beslissen een medemens van zijn persoonlijke vrijheid te beroven, met in dit systeem ingewerkte waarborgen van recht op verdediging, tegensprekelijke debatten, korte proceduretermijnen en de mogelijkheid tot beroep.

Dit leek ook gaandeweg vanzelfsprekend, maar het duwtje in de rug van de Raad van Europa en van het Europees Hof voor de rechten van de mens heeft ons daarbij ongetwijfeld geholpen. Het zogenoemde arrest-Winterterp van 24 oktober 1979 bepaalde immers dat vrijheidsberoving slechts mogelijk is nadat de toestand van de geesteszieke afdoende bewezen is en de ernst van de toestand een gedwongen opname noodzakelijk maakt.

Het arrest zegt bovendien dat de betrokkene alle fundamentele waarborgen op het vlak van de procedure dient te genieten en dat die procedurele garanties enkel door een rechtbank kunnen worden gewaarborgd.

Tenslotte beklemtoont het hof dat de bij vonnis vastgelegde vrijheidsberoving in de tijd beperkt moet zijn. De aarzeling van onze voorgangers in het debat van de voorbije jaren is wellicht verklaarbaar door het feit dat op andere domeinen van het recht en van de min of meer gedwongen hulpverlening het medisch-verzorgende model meer en meer de voorrang krijgt op het juridictionele en repressieve model. Denken we maar aan de hele evolutie in de jeugdbescherming en in de sector van de sociaal gehandicapten, zoals landlopers en bedelaars.

Het is een vergissing te denken dat hier een contradictie aanwezig is. De prioriteit van de hulpverlening op de repressieve aanpak is ook in dit wetsontwerp duidelijk aanwezig. Het is precies om die reden dat de psychiatrische hulpverlener autonoom, dit wil zeggen zonder hulp van de rechter, kan beslissen dat vroegtijdig een einde kan en mag worden gemaakt, hetzij aan de inobservatieneming, hetzij aan het verdere verblijf van de betrokken zieke, in de instelling.

Sommige collega's, onder meer de heer Cerexhe, hadden daar enige moeite mee en bleken *in casu* iets te vernoocht aan het juridictionele model. Ze hebben zich echter laten overtuigen door de rode draad waarover ik het reeds heb gehad; de vrijheid is het principe, de onvrijheid is de uitzondering.

Tegen de onvrijheid zijn nauwkeurig uit te stippelen afweermechanismen uit te tekenen, niet voor de vrijheid.

Ten aanzien van de vrijheid mogen en moeten wij ons meer risico's veroorloven dan ten aanzien van de vrijheidsbeperking.

Wanneer ik, zoals de rapporteur, de artikelen van het wetsontwerp systematisch overloop, dan kan ik bij bepaalde artikelen de volgende kanttekeningen maken.

Het is de hoogste tijd om de internering, die in de wet op de abnormalen en gewoontemisdadigers wordt behandeld, af te schaffen, of ten minste grondig te herzien. Ik verwijs daarnaar, omdat deze wet in artikel 1 wordt vernoemd.

Het onderscheid tussen de strafrechtelijke of de burgerrechtelijke probleemgevallen lijkt mij grotendeels achterhaald, kunstmatig en zelfs discriminerend.

In de wet van 1 juli 1964 wordt nog steeds gesproken over «krankzinnigen» die ongeschikt zijn tot het controleren van hun daden en ingevolge het niet kunnen controleren van hun daden, overgaan tot het plegen van misdaden of wanbedrijven.

In de rechtspraak werd daaraan de voorwaarde toegevoegd dat de verdachte een gevaar moet uitmaken voor de maatschappij.

Deze internering is nog steeds van onbeperkte duur. Wel kunnen de zogenaamde commissies ter bescherming van de maatschappij om de zes maanden de interneringmaatregel opheffen of wijzigen.

Gelet op de onvoldoende, soms manklopende rechtsbijstand voor de betrokkenen, de meestal bedenkelijke therapeutische begeleiding en de soms oppervlakkige expertises, pleit ik niet alleen voor een grondige herziening, maar zelfs voor een afschaffing van het interneringssysteem, precies op grond van de overwegingen en de motivaties die ons hebben geleid bij het opstellen van dit wetsontwerp.

De heer Henrion, ondervoorzitter, treedt als voorzitter op

In artikel 2 wordt gesproken over de toestand waarin een gedwongen opname van een geesteszieke kan gebeuren.

Wat is een geesteszieke?

De heer Valkeniers. — Dat is moeilijk te definiëren.

De heer Pataer. — Wij hebben ons niet gewaagd, psychiater Valkeniers, aan een definitie. Achteraf betreurt ik enigszins dat wij iets te vlug de mentaal gehandicapten, die bij definitie niet ziek zijn, onder dezelfde noemer hebben willen brengen in het wetsontwerp.

Artikel 5 heeft het over de inleiding van de uitgewerkte rechtspleging. Er kan niet voldoende worden op gewezen dat op straf van niet-ontvankelijkheid iedere vordering tot gedwongen opname moet worden verantwoord door een toegevoegd omstandig geneeskundig verslag. Dit zou de Wetenschappelijke Vereniging van Vlaamse huisartsen enigszins moeten geruststellen. Zij vreest immers dat de medici te veel buiten spel zullen worden gezet. Artikel 5 spreekt dit dus duidelijk tegen.

Ook artikel 7, waarin sprake is van de vertrouwenspersoon, zou de artsen moeten geruststellen. De figuur van de vertrouwenspersoon duikt in dat artikel voor het eerst op in de tekst van het ontwerp. Door de overhaasting waarmee wij de jongste dagen zijn te werk gegaan, mijnheer de Voorzitter, hebben de artsen het verslag — dat een openbaar document is — niet vooraf kunnen doornemen en hebben zij dus ook niet vastgesteld dat die vertrouwenspersoon de huisarts kan zijn.

Ook onze geëngageerde vrienden van de Vlaamse Vereniging voor geestelijke gezondheidszorg en van Similes — de vereniging van familieleden van geesteszieken — kunnen in het verslag lezen dat die vertrouwenspersonen uit hun organisatie kan komen.

De heer Valkeniers. — Dat kan voor mij niet.

De heer Pataer. — Ik signaleer dit ter geruststelling van degenen die zich om deze aangelegenheid bekommeren, mijnheer Valkeniers.

In Nederland is de figuur van de vertrouwenspersoon uitgegroeid tot een heus instituut, namelijk de Stichting Patiëntenvertrouwenspersoon, opgericht in het najaar 1982. Sinds november 1985 zijn de psychiatrische ziekenhuizen in Nederland verplicht een vertrouwenspersoon te hebben, indien zij willen

worden erkend als psychiatrisch ziekenhuis. De patiëntenvertrouwenspersoon heeft als taak te bemiddelen bij klachten, te informeren over patiëntenrechten en disfuncties in het ziekenhuis te signaleren. Hij voert die taken uit op een volstrekt onafhankelijke wijze. *Gesundenes Fressen* dus voor onze collega's in de wetgevende assemblees van de Gemeenschappen, want wij zijn immers daarvoor niet bevoegd.

Ik maak een kleine kanttekening bij artikel 8. Gelet op het medisch vertrouwelijk karakter van de te behandelen materie, wordt in dat artikel bepaald dat de vordering door de vrederechter en de rechtbank behandeld wordt in een raadkamer en dus niet openbaar, tenzij de zieke daar niet mee akkoord gaat. Dit wijst erop dat de commissie degelijk heeft willen rekening houden met het delicate karakter van de procedure.

In dezelfde geest werd de hoop uitgesproken dat het «opleiden» van een weerspannige zieke niet zou gebeuren door personen in uniform met een combiwagen.

De heer Valkeniers. — Nu wordt al in de meeste gevallen zo'n persoon opgehaald door rijkswachters in burger.

De heer Pataer. — Inderdaad, mijnheer Valkeniers, en dat is maar goed ook. Wij hebben dit echter niet uitdrukkelijk in de tekst willen vermelden, maar toch een hint gegeven aan de minister, opdat hij bij het nemen van de uitvoeringsbesluiten hiermee rekening kan houden. Laten wij hopen dat aldus een bestaande praktijk zal worden bevestigd.

In artikel 9 is er sprake van de spoedprocedure die aan de gang kan worden gebracht door de procureur des Konings. Ik herhaal hier uitspreken dat dit alleen maar kan gebeuren op grond van een medisch verslag.

De heer Valkeniers. — Dat is nogal logisch.

De heer Pataer. — Weliswaar moet die spoedprocedure nadien worden bevestigd via de gewone procedure voor de vrederechter. Ook hier zeg ik dat met de bedoeling de Vlaamse huisartsen gerust te stellen.

In verband met de artikelen 11 en 13 waarin de twee fasen van de gedwongen opnamen worden uiteengezet, namelijk de observatie en het verder verblijf, is het gepast eraan te herinneren dat de termijnen bepaald voor de respectieve periodes, maximum 40 dagen en maximum 2 jaar, merkkelijk langer zijn dan de termijnen die in de oorspronkelijk tekst van het ontwerp waren opgenomen. Ik meen dat de motivatie daarvoor is dat, indien de termijnen te kort zouden zijn, het risico bestaat dat de zieke te dikwijls wordt betrokken in belastende procedures voor de vrederechter, wat misschien niet altijd bevorderlijk is voor het psychisch evenwicht van de zieke, en niet alleen voor hem. Tussen de lijnen van het verslag kan men lezen dat dit de reden is waarom wij ons uiteindelijk samen akkoord hebben verklaard om die termijnen niet te kort te houden. Het werd misschien al opgemerkt, maar ik wil er nog eens de aandacht op vestigen dat het om maximum termijnen gaat, wat wil zeggen dat zij te allen tijde kunnen worden ingekort als de omstandigheden dit toelaten.

Met betrekking tot artikel 12 wil ik enkele woorden zeggen over een amendement dat door de regering werd ingediend en waarover wij ons morgen moeten uitspreken. Ik moet eerlijk toegeven dat wij daar enige reserve bij hebben.

Men kan immers vragen stellen over de opportuniteit om de procedure voor een vervroegde beëindiging van de opname ter observatie door een beslissing van de vrederechter, te vereenvoudigen als het verzoek kennelijk ongegrond is. Wij moeten er ten eerste van uitgaan — zo hoop ik althans — dat lukrake verzoeken eerder uitzonderingen zullen zijn. Ten tweede werd ik persoonlijk niet al te sterk overtuigd door de motivering in de toelichting bij het amendement. Daarin wordt namelijk de vergelijking gemaakt met de rechtspleging inzake uitkeringen tot levensonderhoud waar een dergelijke verkorte procedure op grond van de kennelijke ongegrondheid bestaat. Hier werd de vergelijking iets te vlug gemaakt want in het wetsontwerp dat wij bespreken, heb-

ben wij te maken met vrijheidsbeperking of met vrijheidsberoving, wat toch van een andere orde is dan problemen rond materiële zaken zoals vergoedingen voor levensonderhoud.

M. Lallemand. — Vous avez, je crois, raison de dire que la comparaison n'est pas excellente, mais il est néanmoins indiscutable que le législateur doit éviter que le dépôt répété de requêtes, manifestement identiques ou fantaisistes, ne paralyse la justice. Nous provoquerions ainsi des effets pervers qui feraient pis que mieux, d'autant que l'amendement du gouvernement prévoit un appel qui soumettra à des juges différents l'appréciation du bien-fondé de la décision intervenue.

Il s'agit là d'une garantie véritable parce que le juge de paix, si on ne prévoit pas cette disposition au terme de la procédure prévue par les articles 7 et 8, déclarera quand même la requête non fondée tandis que le juge d'appel, qui n'a peut-être pas les mêmes raisons que le juge de paix d'être irrité par l'attitude du malade, pourrait avoir une vision plus compréhensive ou plus objective. Peut-être les droits du malade seront-ils, de cette façon, mieux préservés que si vous décidiez d'obliger le juge à statuer au fond mais sans appel, sur une requête qui leur paraîtrait dès le départ sans intérêt et sans fondement parce qu'elle serait par exemple identique à un autre sur le bien-fondé de laquelle il aurait statué la veille.

L'amendement répond, à mon sens, à vos exigences, monsieur Pataer, qui me paraissent légitimes. Il devrait apaiser vos inquiétudes qui sont nées à la lecture de l'exemple donné par le gouvernement.

De heer Pataer. — Mijnheer Lallemand, ik dank u voor deze toelichting, het was wel de bedoeling eraan toe te voegen dat ons voorbehoud ten aanzien van dit amendement niet zover gaat dat wij er tegen zouden stemmen. Wij wilden alleen onze bekommernis uiten en wij zullen in elk geval nauwlettend toezien op de toepassing door de vrederechters van deze wet.

Mijnheer de Voorzitter, wij maken ook enig voorbehoud ten aanzien van artikel 21 dat bepaalt dat de vrederechter de minderjarige na het beëindigen van het zogenoemd verder verblijf verder kan plaatsen. Artikel 21 spreekt eigenlijk van het toevertrouwen aan een andere persoon. Ik heb er geen bezwaar tegen dat een instantie erop toeziet dat de minderjarige op het einde van zijn ziekteperiode niet aan zijn lot wordt overgelaten. Maar ik meen, zoals ik al in de commissie zei, dat de jeugdrechter hiervoor beter geschikt is dan de vrederechter. Maar ook dit bezwaar is niet fundamenteel.

Dan hebben wij nog een laatste beschouwing over artikel 32 dat handelt over de rechten van de patiënt. De artikelen 2 en 32 zijn volgens mij de best geschreven artikelen van het ontwerp. Zij kunnen door iedereen meteen worden begrepen, ook door niet-juristen. In deze artikelen gaat het over principes die veel verder reiken dan de juridische toepassingsfeer van dit soort wetten.

De heer Valkeniers. — Dat is juist.

De heer Pataer. — Bovendien gaat het hier om een materie die veel raakvlakken heeft met de Gemeenschappen. Dat was ook de reden waarom wij ons als nationale wetgever vrij behoedzaam hebben moeten opstellen. Oorspronkelijk was de tekst van artikel 32 veel ruimer omdat men ervan uitging dat hij op alle soorten patiënten moet kunnen worden toegepast, ongeacht de aard van de kwalen.

Over de rechten van de patiënt zouden wij als wetgever nog veel meer kunnen zeggen, natuurlijk valt dit buiten het kader van dit ontwerp. Het is echter goed dat wij beseffen op het stuk van de rechten van de patiënt nog veel te moeten presteren en niet alleen voor de geesteszieke.

Deze laatste opmerking doet mij dan ook besluiten dat wij allemaal de behoefte voelen om meer globaal wetgevend op te treden. Hoewel wij allen een grote inspanning hebben gedaan om hier een stuk mooie wetgeving af te leveren, vroegen velen zich toch af of wij niet te eng bezig waren.

Is de materie niet veel breder dan zoals ze is beschreven in het ontwerp? Daarmee bedoel ik dat de rechten van andere patiënten eveneens onze bekommernis moeten wegdragen en dat er nog vele

andere situaties denkbaar zijn van dwangbehandeling. Ik denk bijvoorbeeld aan personen die na een zwaar ongeval getraumatiseerd zijn. Zij zijn niet geestesziek, maar bevinden zich, volgens de medische normen, niet meer in de mogelijkheid zelfstandig beslissingen te nemen. Ook voor deze categorie van zieken kan men zich afvragen of er in ziekenhuizen geen zaken gebeuren die niet verenigbaar zijn met onze opvattingen over de rechten van de mens.

Ik denk ook aan de ruime problematiek van het goederenbeheer, niet alleen van de geesteszieken, maar ook van de vele anderen uit onze samenleving die in een instelling verblijven zoals bejaarden die lijden aan seniliteit. Hierbij worden we vaak geconfronteerd met situaties waarbij wij vragen kunnen stellen over de ernst waarmee anderen de goederen van een patiënt beheren. Over dit alles moet nog worden nagedacht, maar, mijnheer de minister, om een uitdrukking te gebruiken die u graag in de mond neemt, ook in deze materie is «le mieux l'ennemi du bien».

Om definitief af te ronden wil ik nog vertellen dat dezer dagen een Gentse toneelactrice, Lieve Moorthamer, de honderdste vertoning brengt van het eenmans-, eigenlijk eenvrouws-, toneelstuk getiteld «Rosalie Niemand» naar het *document humain* geschreven door Elisabeth Marain. Ik kan u dit toneelstuk ten zeerste aanbevelen. Het brengt ons het aangrijpend verhaal van Rosalie Niemand — een pseudoniem uiteraard — die meer dan 30 jaar onrechtmatig in een «gekkenhuis» in Vrieze — eveneens een pseudoniem — werd opgesloten.

Het woord «Vrieze» alleen al jaagt ons reeds de stuipen op het lijf. Het gaat om een sterke vertoning die haar eigen theatrale merites heeft, maar ik ben ervan overtuigd dat het grote succes van het stuk ook te maken heeft met de erkenning van velen, in grote deemoed en wellicht ook in grote deernis, dat zulks niet kan en zich nooit meer mag herhalen.

Als deze wet mede kan verhinderen dat «niemand», en ik gebruik opnieuw de naam van deze vrouw, zich hoeft te herkennen in gelijknamige Rosalies, hebben wij samen een belangrijke bijdrage geleverd voor de volksgezondheid en de gerechtigheid in ons land.

Het aantal collocaties, om dit gallicisme nog voor een laatste maal te gebruiken, mag dan wel gevoelig zijn gedaald, het mag ons toch blijven obsederen dat elke ten onrechte gesekwestreerde «gevaarlijke» geesteszieke persoon er «twee te veel» zijn. (Applaus.)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Valkeniers.

De heer Valkeniers. — Mijnheer de Voorzitter, sommigen onder u zullen het wellicht niet weten, maar wanneer wij vandaag over dit ontwerp van wet beraadslagen is dit mijn schuld. Ik leg u uit waarom. Wanneer het ontwerp-Vranckx, na door de Senaat te zijn aangenomen, werd overgezonden naar de Kamer was ik een jong parlements lid en was ik de mening toegedaan dat de medicalisering van het probleem van de collocatie ongezond was.

Dat ontwerp bepaalde immers dat, wie om collocatie verzocht, zich moest richten tot de geneesheer-directeur van de instelling. Deze moest aan de hand van het verzoek, vergezeld van de nodige medische certificaten oordelen of de persoon in kwestie al dan niet moest worden opgenomen in de instelling.

Mijn argumentatie was zeer duidelijk. De geneesheer is in de eerste plaats een therapeut. Wanneer hij repressief moet optreden, wordt de relatie met zijn patiënt verbroken. Als iemand tegen zijn zin wordt opgesloten en weet dat de arts aan de oorsprong ligt van die beslissing, kan hij deze nog moeilijk beschouwen als zijnde objectief.

De commissie is mij toen gevolgd. Ik betreur dat thans enkel de commissie voor de Justitie zich beraden heeft over het ontwerp. De wijziging van het ontwerp-Vranckx werd indertijd behandeld in de gemengde commissie voor de Volksgezondheid en de Justitie. Experts in verscheidene disciplines, afkomstig uit beide landstroken, werden toen gehoord. Het geamendeerde ontwerp werd uiteindelijk eenparig door de Kamer goedgekeurd.

De voornaamste wijziging, de amendement van artikel 9, gebeurde toen op mijn voorstel. Ik was namelijk van oordeel dat de vrederechter de sleutelfiguur moest zijn in de collocatie. Dat werd toen aanvaard. Mevrouw Verreycken, voorzitter van de

Vereniging van vrederechters, was het daar ook mee eens aangezien de vrederechters ook reeds optraden bij collocatie in gezinnen. Haar positieve bijdrage in het debat heeft ertoe geleid dat alle leden, ook de Franstalige, die aanvankelijk gewonnen waren voor medicalisering, zich bij die visie hebben aangesloten.

De argumenten die later werden aangevoerd door de Liga van de rechten van de mens — waarover ik met professor Vandekerckhove trouwens heb gesproken — en een uitspraak van het Europese Hof in Straatsburg over zaken die zich in Nederland hebben afgespeeld, hebben ertoe geleid dat wij nu in een andere richting zijn geëvolueerd. Waar oorspronkelijk de geneesheer een te grote rol was toebedeeld en wij in de Kamer een goede middenweg hadden gevonden, moet ik spijtig genoeg vaststellen dat wij vandaag te veel de juridische toer opgaan. Ik ga mij in dat juridisch kluwen niet vermeien want ik ben geen jurist. Ik zal hier vooral spreken uit mijn ervaring als psychiater.

Toen wij indertijd in de Kamer pleitten voor een accentverschuiving van de geneesheer-directeur van de instelling naar de vrederechter, heeft het toeval ons een handje toegestoken. In de periode dat de commissie deze kwestie behandelde werd immers de beslissing aangevochten van een Waalse psychiater die de echtgenoot van zijn vriendin had gecolloqueerd. De burgemeester, die op de hoogte was van de situatie, verzette zich tegen die collocatie. Hij weigerde te ondertekenen en stelde twee tegenexperts aan. Deze kwamen tot de vaststelling dat de man in kwestie niet gestoord was en het om een opgezet spel ging van de psychiater en zijn vriendin.

Door dit voorval viel het mij niet moeilijk de leden van de commissie ervan te overtuigen dat het inschakelen van de vrederechter dergelijke misbruiken zou voorkomen.

Ik zal de naam van die persoon niet noemen, maar u kan hem terugvinden in de *Parlementaire Handelingen*. Er bestaan dus misbruiken en we moeten de patiënt daartegen beschermen.

De bedenking werd toen ook gemaakt of de vrederechter wel vlug genoeg kon optreden. De vertegenwoordigster van de vrederechter heeft ons de verzekering gegeven dat hij binnen de 48 uur een beslissing kon nemen en dat hij zich binnen de 24 uur kon laten informeren door een maatschappelijk assistent die de toestand ter plaatse had onderzocht. Wij waren gelukkig met die regeling want wij vonden het een goed evenwicht. Maar nu moet er rekening worden gehouden met de Liga voor de rechten van de mens en met het Hof van Straatsburg, en kan men niet meer handelen zoals men wil, want men moet bepaalde factoren in acht nemen.

Ik vraag me in dit verband af of degenen die de teksten hebben opgesteld — ik weet dat zij verplicht waren bepaalde normen te volgen — echt weten wat het is in contact te komen met een acuut psychotisch gestoorde patiënt die moet worden gecolloqueerd.

Ik ben nu 25 jaar actief in de sector — 32 jaar in de geneeskunde — en ik heb nooit mijn psychiatrische praktijk verzuimd, ondanks drukke politieke activiteiten. Mijn beroep is, ook de verplegers in die sector zullen dat toegeven, fascinerend en blijft een uitdaging. Het is een interessant, maar moeilijk beroep. Ik breek hier dus een lans voor dit beroep.

Het toewijzen aan de geneesheer-psychiater van de beslissing inzake het opnemen ter observatie, die een tijdelijke vrijheidsberoving met zich brengt, werd niet aanvaard en vervangen door een beslissing van de vrederechter in navolging van de procedure bij gezinsverpleging. De beslissing van verder verblijf in de instelling integendeel, die een vrijheidsbeperking zonder tijdsbeperking inhield, bleef aan de beslissing van de geneesheer overgelaten en slechts in geval van beroep tegen zijn beslissing werd in een rechtspleging voorzien.

Wij waren consequent: een psychiatrische patiënt is een medische patiënt. Wanneer een dokter een patiënt behandelt, dan moet hij zijn verantwoordelijkheid op zich nemen. Wanneer een dokter iemand opereert en er zijn verwikkelingen, dan zegt hij ook aan de patiënt dat hij twee of drie weken langer in het ziekenhuis moet blijven. Wanneer een psychiater een patiënt in zijn dienst verzorgt en hij deze patiënt veertig dagen heeft geobserveerd, dan weet hij wat er met die patiënt mis is. Hij kan dan aan de patiënt mededelen dat zijn toestand beter is, maar dat hij nog niet is genezen en langer moet opgenomen blijven. Mijns inziens was hier een nieuw juridisch optreden niet noodzakelijk. De arts kan op eigen

verantwoordelijkheid een beslissing nemen in het belang van de patiënt. Ik begrijp dan ook de kritiek die in bepaalde medische milieus werd geuit waar zij zeggen dat het allemaal te moeilijk wordt.

Het spijt me dat ik ingevolge mijn staatssecretariaat voor het Brusselse Gewest niet kon deelnemen aan de besprekingen van het ontwerp in de senaatscommissie want ik ben ervan overtuigd dat ik ook nu de commissieleden had kunnen overtuigen van verscheidene wijzigingen daar ik na het lezen van de aangenomen teksten en het verslag van de senaatscommissie tot de overtuiging ben gekomen dat de huidige teksten te juridisch zijn gericht waar in het vorig ontwerp de medicalisering te uitgesproken was.

Ik wil me niet inlaten met de talrijke gerechtelijke procedures die me sterk overdreven lijken en die heel wat extra werk zullen meebrengen voor de reeds overbelaste rechtbanken. Alleen voor de jonge advocaten en de sensatiepers zit er brood in. Ik meen niet dat ik overdrijf als men ziet hoe bepaalde paranoia gedurende jaren de media bezighouden. Ik kan zelfs de naam geven van een paranoïde collega in het Brusselse die gedurende vele jaren de pers heeft beziggehouden. Vanuit medisch oogpunt zijn de talrijke gerechtelijke procedures volkomen verkeerd wanneer we weten dat de meeste paranoïde en manische patiënten, die het grootste deel zullen uitmaken van de betrokken personen, reeds querulant en moeilijk genoeg zijn voor hun omgeving en de maatschappij.

De talrijke rechtsplegingen zullen hun genezingsproces beslist niet in de hand werken. De aandacht van een patiënt, die lijdt aan paranoia of aan hoogmoedswaanzin moet niet te veel worden gevestigd op zijn waangedachte. Als dat niet gebeurt zal die waangedachte na één of twee weken geleidelijk regredieren, en zal de arts na enkele weken misschien al in staat zijn om te praten met de patiënt die dan zelfs kan inzien dat hij zich misschien heeft vergist.

Door die rechtsplegingen, met advocaat, psychiater en rechtszaak, wordt de patiënt steeds opnieuw geconfronteerd met zijn waangedachte. Dat gaat volkomen in tegen een gezonde geneeskunde en tegen een goede psychiatrie. De waangedachte moet worden onderdrukt, maar door deze procedure wordt ze steeds opnieuw opgehaald, en zal er een florissante in plaats van een uitdovende psychose ontstaan.

Ik meen dan ook dat men zich in Straatsburg heeft vergist. Juridisch kan het wel juist zijn, maar medisch is het totaal verkeerd. De vervolgingswaan of de grootheidswaan van de patiënten zal nog meer geaccentueerd, en zelfs gesystematiseerd worden, en het zal moeilijker zijn hen te behandelen als ze uiteindelijk in een instelling terecht komen.

Mijn vroeger voorstel om de vrederechter te betrekken bij de tijdelijke vrijheidsberoving blijft behouden, en dat verheugt mij. De manier waarop dit zal gebeuren, is echter zo theoretisch en onpraktisch dat het systeem in de praktijk nooit degelijk zal kunnen werken. Ik voorspel dan ook dat de tekst in de nabije toekomst zal moeten worden aangepast.

De tekst van artikel 7 bewijst dat hij is opgesteld door theoretici die in de praktijk weinig of nooit te maken hebben met zwaar gestoorde patiënten die weigeren zich te laten verzorgen.

Vroeger kon de vrederechter een sociaal onderzoek laten doen en het onderwerp en de gronden van de vordering laten onderzoeken vooraleer te oordelen dat het medisch certificaat hem niet voldoet, en dat een bezoek of een rechtszitting helemaal niet nodig blijken. Men andere woorden, hij had de gelegenheid om de zaak *ab initio* stil te leggen.

Dit is nu niet meer mogelijk. De vrederechter moet de patiënt bezoeken of de patiënt moet voor de rechter verschijnen.

Ik betreurt het dat de samenwerking tussen de familie, de vrederechter en de maatschappelijk werker verloren is gegaan door het strak juridisme. Dit is overigens een van de kritieken van de huisartsen die er nog weinig bij worden betrokken hoewel zij vaak het best zijn geplaatst om een oordeel te geven.

De vrederechter moet dus zorgen dat er een advocaat wordt aangewezen, een afspraak maken voor het bezoek en laten weten wanneer de zaak voorkomt.

De patiënt is al dan niet vermogend. Meestal heeft hij weinig middelen en dan wordt een pro-deo-advocaat aangewezen die meestal niet vertrouwd is met deze moeilijke materie. De patiënt kan zich dan ook onvoldoende verdedigd voelen.

De patiënt kan ook een sluwe en geslepen advocaat hebben die oordeelt dat hij ervoor wordt betaald om zijn cliënt uit de psychiatrie te houden. Hem gaat het er niet om of zijn cliënt ziek is. Dit is te vergelijken met een moordzaak. De advocaat, die de dader verdedigt, gaat het er niet om of die moord gepleegd is. Het is zijn taak zijn cliënt uit de handen van het gerecht te houden.

Nu gebeurt precies hetzelfde. Of de man verzorgd wordt, interesseert de advocaat niet. Hij wordt betaald om de patiënt te verdedigen en deze vindt dat hij niet ziek is, want hij laat zich niet verzorgen, en dat zijn advocaat hem uit de handen van de psychiatrie moet houden. Ik kan u een voorbeeld geven. Een Brussels arts, die zwaar gestoord was, heeft jarenlang de krantekoppen van de Brusselse pers gehaald met zijn strijd tegen het gerecht en de psychiatrie.

De heer Erdman. — Men kan het argument ook omkeren en beweren dat artsen erin geïnteresseerd zijn om mensen in de psychiatrie te houden. Ik denk evenwel dat wij de discussie niet op dit vlak moeten voeren.

De heer Valkeniers. — Dat geloof ik niet, mijnheer Erdman. Daar ligt namelijk het verschil tussen een arts en een *commerçant*.

De heer Erdman. — Ook een advocaat is geen *commerçant*.

De heer Valkeniers. — Een advocaat mag weten dat zijn cliënt schuldig is aan moord, toch zal hij al het mogelijke doen om hem uit de gevangenis te houden. Bij een psychiatrisch patiënt moet men niet al het mogelijke doen om hem uit de psychiatrische instelling te houden, maar wel om hem te laten verzorgen. Het gaat om een volkomen andere ingesteldheid.

De heer Erdman. — Geen enkel beroep heeft het monopolie van het geweten.

De heer Valkeniers. — U beweert toch niet dat een advocaat zich zorgen maakt over de schuld of de onschuld van de cliënt die hij verdedigt?

De heer Erdman. — Meer dan u denkt!

De heer Valkeniers. — Hoeveel verdachten worden er vandaag niet vrijgesproken?

In elk geval, in de plaats van een samenwerkingsmodel tussen medische hulpverleners en gerechtelijke macht, hebben wij nu een conflictmodel. Ik betreur dat de samenwerking, die opgenomen was in het ontwerp-Vrancx, niet langer aanwezig is. Aan een psychotische patiënt die behandeling weigert en geen inzicht in zijn ziekte toestand heeft, laten weten dat hij bezoek kan krijgen van de vrederechter om te oordelen over een eventuele opsluiting is olie op het vuur gieten.

Ik geef u een voorbeeld. Eén van mijn medestudenten aan de universiteit van Leuven was huisarts in Antwerpen en werd op een bepaald ogenblik door de politie opgeroepen om een patiënte te onderzoeken met het oog op een collocatie. De vrouw wachtte hem in haar appartement op, overgoot hem met benzine en stak hem in brand. Hij is eraan bezweken. Iets dergelijks is dus niet denkbeeldig, maar waar gebeurd. Als een patiënt dus een brief krijgt dat de vrederechter zal komen oordelen of hij in een instelling wordt opgenomen, zijn er drie mogelijkheden. Ofwel werkt hij mee, ofwel neemt hij de benen, ofwel wordt hij agressief en gevaarlijk. Ik heb er reeds op gewezen dat ik vrees dat er ongevallen zullen gebeuren, ook met de gerechtsdeurwaarders. Als huisarts en nadien als psychiater heb ik meer dan dertig jaar ervaring achter de rug en heb ik meermaals de beslissing tot collocatie moeten nemen. Zoiets is niet eenvoudig en men wordt geconfronteerd met zware problemen.

Aanvankelijk lag het in onze bedoeling door middel van de wet inzake geesteszieken ook chronische alcoholici, die weigeren zich te laten verzorgen en gedurende jaren de familie terroriseren, eventueel te kunnen laten opnemen. Met het huidig ontwerp wordt dit onmogelijk. De samenwerking tussen gerecht en geneeskunde in het belang van de patiënt is jammer genoeg zoek. De toekomst zal uitwijzen of mijn vrees al dan niet gegrond is.

Door artikel 9 kan de procureur optreden indien het dringend is. De huisartsen zullen geen tien dagen wachten tot de vrederechter uitspraak heeft gedaan en het gevaar laten bestaan dat de patiënt agressief wordt en brokken maakt. Alle getuigschriften en verzoeken zullen dan ook vermelden dat de patiënt acuut gevaarlijk is en zo snel mogelijk moet worden opgenomen. Dit is het nadeel van het huidig artikel.

Wanneer een vrouw de vrederechter verzoekt haar man te colloqueren, zal de advocaat van haar man zijn cliënt daarvan op de hoogte brengen. In vele gevallen zal de geesteszieke wraak nemen op degeene die om collocatie heeft verzocht.

Volgens het vorig wetsontwerp was de vrederechter niet verplicht de patiënt mee te delen wie de aanvraag tot collocatie had gedaan, maar nu verdwijnt die mogelijkheid tot anonimiteit. De huidige tekst zal heel wat mensen tegenhouden de collocatie aan te vragen uit angst voor wraakmaatregelen.

Onze hoofdbekommering blijft het verlenen van verzorging aan patiënten die dat nodig hebben. Met deze bijna uitsluitend juridisch geïnspireerde teksten zal dat soms moeilijker worden, al weet ik wel dat bij het opstellen van dit wetsontwerp rekening diende te worden gehouden met de arresten van het Hof van Straatsburg en met de Liga van de rechten van de mens.

In de psychiatrie waren wij blij met het vorig wetsontwerp, waardoor eindelijk heel wat mensen die normaliter niet bij een psychiater of in een instelling terecht kwamen, wel zouden worden verzorgd. Nu is die mogelijkheid verdwenen.

Ik betreur het bijna dat ik tijdens de periode van de commissiebesprekingen staatssecretaris was. Als ik aan de commissiebesprekingen had kunnen deelnemen, had ik waarschijnlijk iedereen ervan kunnen overtuigen dat de aanpassing van bepaalde artikelen nodig was.

In geweten kan ik artikel 7 moeilijk goedkeuren. Als arts heb ik de taak de zieke patiënt te verzorgen en alle middelen aan te wenden om die verzorging zo snel mogelijk te laten gebeuren. Artikel 7 zal mijn mogelijkheden echter afremmen.

Mijnheer de minister, ik stel voor ons te baseren op de amendering van het vroeger artikel 9 om artikel 7 te wijzigen, zodat er een beter evenwicht komt tussen het medisch en het juridisch aspect.

Men kan mij echter niet verwijten dat ik geen oog heb voor het juridisch aspect. Indertijd heb ik de verregaande «medicalisering» veroordeeld, en ik kreeg alle kamerleden achter mijn voorstel om de vrederechter in te schakelen. Er moet een evenwicht zijn, en dit evenwicht is nu grotendeels zoek, dat betreur ik. (Applaus.)

M. le Président. — La parole est à M. Wathelet, Vice-Premier ministre.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord remercier tous les membres du Sénat qui, depuis que je participe à leurs travaux, c'est-à-dire depuis le mois de mai 1988, ont collaboré à l'aboutissement de ce projet en séance publique.

Ce projet est non seulement important parce qu'il traite d'un problème de société, mais il est également difficile à traiter. En effet, comme M. Valkeniers vient de le répéter avec sa fougue traditionnelle, la plupart des textes qui ont été votés — et qui nous ont divisés, selon les époques — l'ont été à l'unanimité; nous n'avons été confrontés à aucune discussion orageuse à caractère politique.

Ainsi que M. Pataer l'a signalé tout à l'heure, nous examinons ce projet tout en étant conscients de ses imperfections. D'aucuns pronostiquent qu'au moment où la loi sera appliquée, nous découvrirons encore des manquements. J'en vois la preuve dans le fait que des amendements, que nous considérons comme essentiels, ont été transmis aujourd'hui seulement alors que les discussions durent depuis des semaines, des mois voire des années. Ce n'est pas, à mon sens, une raison suffisante pour ne pas progresser. En effet, comme M. Pataer a bien voulu le souligner si nous ne décidons rien, il est certain que nous conserverons un système que tout le monde qualifie d'intolérable.

Je tiens tout spécialement à remercier Mme Herman pour le travail qu'elle a accompli tout au long de ces années. Le rapport qu'elle nous a présenté aujourd'hui, outre son rapport écrit, a parfaitement reproduit la difficulté à laquelle la Chambre et le Sénat ont été confrontés pour essayer de parvenir à un quasi consensus.

Je remercie également M. Baert qui nous rejoindra demain et qui a bien voulu présider le groupe de travail institué au sein de la commission de la Justice afin d'examiner, de manière plus précise, un certain nombre de problèmes techniques.

Le rapport synthétique, présenté ce matin par Mme Herman précise les raisons pour lesquelles l'étude de ce projet a duré vingt ans et explique pourquoi nous devons décider aujourd'hui bien que le débat ne soit probablement pas terminé ni au Parlement ni sur le terrain.

Je remercie également tous ceux qui ont participé au groupe de travail et notamment M. Lallemand, président, qui a bien voulu reconnaître la priorité que le gouvernement entendait accorder dans la déclaration gouvernementale déjà à l'examen de ce projet.

Certains, parmi nous, ont encore émis un certain nombre de remarques ou formulé certaines inquiétudes. Ce fut le cas pour M. Pataer à propos d'un amendement, de M. Cerexhe, de M. Arts ainsi que de M. Valkeniers.

Mme Herman a attiré l'attention sur le fait que nous sortons d'une situation où des exagérations avaient manifestement été commises dans un sens comme dans l'autre d'ailleurs. Les discours de M. Valkeniers à la dernière heure, a laissé croire que l'équilibre n'était pas encore établi. Nous n'avons pourtant pas eu ce sentiment en commission de la Justice.

Nous sommes passés d'une privation de liberté presque moyenne selon les chiffres cités par Mme Herman : 21 000 patients sur 26 000 se trouveraient en institution fermée, pour toujours peut-être. Nous n'avons pas l'expérience des médecins, mais nous connaissons tous des histoires de romans, de bandes dessinées, de Tintin ou de personnes qui tout en n'étant pas malades mentales, se retrouvent derrière les barreaux, prisonnières d'une camisole de force et dans l'impossibilité de prouver leur état de bonne santé mentale et leur capacité de rester libres.

On est passé de cette privation de liberté arbitraire, moyenne, à un effort à consentir sur le plan des soins où l'on a, par ailleurs, changé le vocabulaire, Mme Herman l'a souligné, puis, d'une médicalisation exagérée, on est revenu, sous la pression extérieure — les droits de l'homme, par exemple, des arrêts de la Cour de Strasbourg, de décisions judiciaires — à considérer comme très essentielles les garanties juridiques à donner en matière de privation de liberté.

De l'avis unanime de la commission de la Justice et du gouvernement — à ce propos, vous ne pouvez, monsieur Valkeniers, nous donner mauvaise conscience — nous sommes parvenus à inscrire dans les textes ce qui nous paraissait souhaitable, à défaut d'être parfait, et nous avons la conviction, contrairement à vos propos, que nous avons trouvé un équilibre entre la nécessité médicale et le soin et la protection de la personne. Il est toujours possible de décrire des cas individuels, vous l'avez d'ailleurs fait, à propos desquels une trop grande protection juridique s'oppose à la médicalisation, mais il est aussi des cas inverses où une personne non malade se trouve victime de médecins contre lesquels elle ne pourrait se défendre que par des protections juridiques.

De heer Valkeniers. — Ik heb dat voorbeeld ook gegeven.

De heer Wathélet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Dat is juist, maar er zijn voorbeelden langs beide kanten.

Cela se passe un peu comme en matière de détention préventive où telle disposition nous paraissait très injuste en regard des gens honnêtes, c'est-à-dire de la majorité des gens qui constituent notre société, et en même temps trop douce en regard des criminels, des terroristes, de tous ceux qui s'organisent pour saper notre société. Ainsi s'est imposé à nous, législateur, une tâche presque impossible consistant à rencontrer tous les cas particuliers avec des textes généraux.

Nous avons le sentiment d'avoir trouvé cet équilibre — Mme Herman en a rappelé le déroulement sur le plan historique — entre le médical et le judiciaire.

Par ailleurs, je souscris aux propos de M. Pataer. S'adressant aux médecins qui se sont exprimés non seulement aujourd'hui, à cette tribune, mais qui ont également fait part de leurs inquiétudes dans la presse, M. Pataer a soulevé quelques points que je souhaiterais rappeler.

Tout d'abord, il est vrai que le dialogue doit être établi entre le Parlement, le gouvernement, les institutions et les médecins.

Cet équilibre entre les médecins et les juges, nous l'avons recherché dans l'ensemble du projet. Certaines dispositions le prouvent plus que d'autres, je pense notamment à l'article 5.

Quand nous parlons de « personne de confiance », c'est évidemment aussi au médecin que nous pensons; la traduction *vertrouwensarts* l'exprime peut-être davantage. Le médecin sera souvent cette personne et un rôle important lui est attribué dans le projet.

J'ajoute que, pour toutes les décisions, le projet prévoit la nécessaire collaboration médicale. Enfin, on ne laisse jamais au médecin le soin de prendre une décision qui aurait un caractère contraignant ou pénal — sachant que nous ne sommes pas dans le droit pénal, M. Cerexhe l'a rappelé —, décision qui pourrait casser la relation du médecin avec son patient, en termes de soins. Par contre, nous permettons au médecin, ce qui est parfaitement conforme aux droits de l'homme, de prendre seul, dans plusieurs cas, la décision de rendre la liberté au malade.

Mme Delruelle l'a souligné : ce projet n'apporte pas une solution complète pour les malades mentaux. Nous devons encore régler le problème de la protection des biens. Ce projet, troisième volet du tryptique, est en bonne voie au sein de mon cabinet. Nous sommes actuellement quelque peu surchargés — et, s'il était à ma place, M. Lallemand le reconnaîtrait — mais nous nous efforçons d'avancer le plus rapidement possible.

Troisième élément : la défense sociale. Il ne reste plus aux membres de la commission de la Justice du Sénat qu'à émettre un vote sur ce point, vote qui sera vraisemblablement unanime, puisque la loi a déjà été modifiée à l'unanimité à la Chambre.

En composant ces trois volets, en respectant cet équilibre, nous avons rencontré le vœu de toute société qui se veut humaniste, humanisme qui, comme Mme Delruelle l'a souligné tout à l'heure, se mesure « aux soins que l'on réserve aux malades et aux moins valides ».

Monsieur Vaes, les arrêtés royaux qui sont en préparation ne seront pas faciles à prendre. J'aurai l'occasion d'en reparler à propos d'un amendement de M. Arts. Je ne veux pas préjuger le vote du Parlement. Pendant un an, nous devons remplir notre mission sous le contrôle du Parlement. Que puis-je ajouter ? Je dois vous demander votre confiance, au moins pour un an, avant que vous ne puissiez juger si nous avons travaillé correctement et dans les délais impartis.

J'ai déjà répondu en ce qui concerne la formation des avocats. Dans ce domaine, on ne peut demander à l'Etat de tout faire. On discute depuis longtemps au Parlement de la nouvelle législation, et les débats se poursuivront encore avant la mise en vigueur et la publication des arrêtés royaux. Chacun aura donc le temps de s'y adapter.

Je crois également avoir répondu à M. Dierickx qui évoquait les médecins traitants en nous reprochant d'avoir institutionnalisé une sorte de mode de conflit. Nous envisageons plutôt une espèce de collaboration. Il est toutefois nécessaire d'organiser les droits de la défense lorsqu'une demande de collocation — normalement, on emploie ce mot pour la dernière fois — est formulée pour des motifs étrangers à la santé de l'intéressé. Là aussi, je me réfère aux propos tenus par M. Pataer.

Le dernier point général a trait à la décision. En tant que sénateurs, vous savez qu'il ne suffit pas que nous votions un texte pour que la Chambre fasse de même. D'ailleurs, mes amis députés tiennent exactement les mêmes propos vis-à-vis de cette assemblée. Selon une sorte de *gentlemen's agreement* existant entre la Chambre et le Sénat, habituellement les textes votés à l'unanimité dans une assemblée ne font pas l'objet d'une modification dans l'autre.

M. Valkeniers. — C'est arrivé la dernière fois.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — C'est la raison pour laquelle nous sommes toujours régis par une loi vieille de plus d'un siècle, que tout le monde trouve mauvaise. Mais, c'est le droit constitutionnel de chacun. Toutefois, en commissions de la Justice de la Chambre et du Sénat, il est bien accepté que des projets ayant fait l'objet d'une longue réflexion puissent, dans la deuxième Chambre, faire l'objet de débats plus rapides et, si possible y être adoptés *ne varietur*. Le Sénat a agi de la sorte à propos de la loi fixant la majorité à dix-huit ans, certes avec un certain nombre de réticences, monsieur Erdman.

L'essentiel est de prendre une décision perfectible par la suite. Il ne faut pas raisonner comme si le Parlement disparaissait le jour suivant le vote.

Comme je l'ai dit en commission, il en va de même en ce qui concerne la Chambre pour cette loi sur la protection des personnes des malades mentaux. La Chambre a reconnu la priorité que le Sénat lui avait accordée — c'est dans la déclaration gouvernementale — comme le Sénat l'a fait à propos de la loi sur la majorité civile à dix-huit ans. J'ai donc bon espoir — je réponds en cela à M. Moureaux — qu'à la Chambre, le débat pourra être bref et que la loi sera votée rapidement, quitte à la modifier par la suite.

Quelques remarques plus techniques ont été émises, notamment par MM. Cerexhe et Arts, tout d'abord sur la question de savoir quelle était la jurisprudence de la loi de 1850 au sujet des créanciers. Étaient-ils des personnes intéressées ? Ma réponse est affirmative en ce qui concerne la jurisprudence de la loi de 1850. Pour ce qui est du présent, vous connaissez l'article 5 : « Toute personne intéressée doit avoir la possibilité d'introduire une requête quand cela est nécessaire. » Plusieurs personnes ont été citées : le bourgmestre, l'assistant social ou le procureur du Roi et cela, sans faire application de l'article 9 qui concerne la procédure d'urgence.

M. Valkeniers a évoqué tout à l'heure un exemple d'anonymat à préserver pour des raisons de danger évident. Je vous rappelle, monsieur Valkeniers, la possibilité de recours par l'intermédiaire du procureur du Roi et ce, même en dehors de l'article 9, puisque le procureur du Roi pourrait être une personne intéressée en dehors de la situation d'urgence.

J'attire l'attention de M. Cerexhe sur ce qui est dit explicitement dans le rapport aux pages 23 et 24 : la définition exclut les personnes dont la requête est inspirée par un mobile exclusivement financier et donc, en l'occurrence, le créancier s'il ne le fait que pour cette raison.

J'en viens à la deuxième question relative à l'article 5, paragraphe 2. Le rapport peut, bien entendu, être établi par un médecin attaché à un service psychiatrique. Si tel n'était pas le cas, il serait souvent difficile de trouver un médecin pour ce faire.

A l'article 15, il s'agit bien de sorties de durée limitée dans le cadre de la période de maintien. La limite n'implique pas forcément une période de quelques jours. Nous avons voulu que cette notion soit évolutive en fonction des circonstances.

A l'article 12, pourquoi est-il soudainement question du magistrat alors que l'on parlait toujours du juge de paix ou du procureur du Roi ? Dans cet article et par le mot « magistrat », nous tenons à viser et le juge de paix et le procureur du Roi ainsi que le juge d'appel qui peuvent avoir été amenés à prendre cette décision.

Je suis parfaitement d'accord sur les remarques émises par MM. Cerexhe et Arts en ce qui concerne le secret médical. J'aurai l'occasion d'y revenir lors de la discussion des amendements. Ces derniers se partagent en trois groupes.

Les amendements du premier groupe, qui sont les plus nombreux, sont déposés par les parlementaires membres du groupe de travail, soit en leur nom propre, soit au nom de leur groupe politique. Ces amendements, ce n'est un secret pour personne, ont été élaborés en commun par le gouvernement et la commission au sein du groupe de travail. Ils concernent essentiellement des problèmes techniques et de procédure. Le gouvernement marque donc son accord sur tous les amendements qui ont été déposés et cosignés par les représentants de tous les groupes.

Les amendements du deuxième groupe émanent du gouvernement. Ils ont été déposés à un moment où il n'existait pas encore d'accord unanime au sein du groupe de travail pour pouvoir en discuter.

Le premier concerne l'article 12 au sujet duquel M. Pataer a émis des réserves que je peux comprendre, réserves auxquelles M. Lallemand a, me semble-t-il, très bien répondu, et je me rallie donc à son argumentation. L'article 12 pose le problème de la demande continue que peut faire le malade, afin que soit revue une décision qui aurait été prise en fonction de la procédure prévue aux articles 7 et 8. Je me réfère à la lourdeur qui peut exister sur le plan juridique et que M. Valkeniers a mise en lumière.

Deux positions existent en la matière.

La plus pure est aussi celle qui, intellectuellement, me satisfait. M. Pataer y a fait allusion à juste titre. Il s'agit de permettre à quelqu'un qui se trouve dans cette situation de demander, de manière permanente, quels que soient les délais, que la procédure puisse être recommencée et sa situation réexaminée. Une prolongation de cette situation d'observation ou de maintien, fût-elle de quelques jours, peut être intolérable. Si elle est injuste, il convient d'offrir toutes les chances de la faire corriger.

Toutefois, un argument pratique et intellectuellement moins satisfaisant s'impose par la réalité des choses. Nous avons prévu l'application des articles 7 et 8, qui sont particulièrement contraignants.

Dans la pratique, il nous paraît tout à fait illusoire de pouvoir appliquer ou de faire appliquer correctement ces procédures prévues par les articles 7 et 8 lorsque les demandes sont répétitives et en l'absence d'éléments nouveaux.

Par conséquent, j'ai proposé d'introduire une notion qui existe dans d'autres lois. Il s'agit d'offrir au juge, à l'occasion d'une nouvelle demande — par définition, jamais lors de la première demande —, la possibilité d'arguer du fait que cette demande est manifestement non fondée vu l'absence d'éléments nouveaux. Des conditions cumulatives sont d'ailleurs indiquées dans l'amendement; elles sont indissociables.

Dans le cas où le juge décide de rejeter la requête parce que manifestement non fondée, nous introduisons, comme M. Lallemand l'a souligné, une possibilité d'appel. Dès lors, un autre juge interviendra; il aura une autre vision du problème.

En outre, peut-être ne subira-t-il pas les effets négatifs de la surcharge dont souffre le juge de paix ? Le juge d'appel pourra donc faire cesser un usage éventuellement abusif de la clause du fait manifestement non fondé ou de la clause de l'absence de circonstances nouvelles. Par conséquent, sur le plan de la pratique, cet amendement à l'article 12 me paraît indispensable.

Nous pourrions prendre le risque de faire passer le projet sans cet amendement. Sur le plan du droit et de notre sensibilité à l'égard des droits de l'homme, nous serions pleinement satisfaits. Cependant, ici, le problème ne se pose pas au niveau de notre conception juridique ou de la protection de la personne, mais, je le répète, sur le plan de la pratique.

Nous savons que notre projet suscite un certain nombre de critiques sur ce plan. Toutes les nouveautés font peur ! Nous devons donc courir le risque de l'imposer et, si cela s'avère nécessaire, nous laisserons la porte ouverte à la discussion et à une application progressive. En m'adressant particulièrement à MM. Pataer et Lallemand, je considère cependant qu'à l'article 12, nous devons pouvoir accepter cette petite concession à la manifeste réalité quotidienne dans ce domaine.

Le deuxième amendement introduit par le gouvernement porte sur l'article 33. Il n'a pas fait l'objet de discussions au sein du groupe de travail car il concerne un élément qui s'est ajouté par la suite. Il a été évoqué par MM. Arts et Cerexhe et des personnes du monde médical nous ont contactés à ce sujet. Il s'agit du respect du secret médical. L'amendement du gouvernement vise à supprimer, dans le texte de l'article 33, la référence au dossier médical lui-même. Le médecin doit jouir de toute la confiance de son patient. Il doit pouvoir inscrire, dans le dossier médical de ce dernier, des éléments qui, normalement, ne peuvent se trouver à la disposition d'aucune autre personne, même d'un magistrat du siège.

Je propose donc tout simplement de supprimer les mots « dossier médical » dans l'article 33. Cette mesure doit certainement satisfaire M. Arts; M. Cerexhe qui me demandait une simple déclaration dans ce sens conviendra avec moi que cette petite modification de texte clarifiera les choses.

Je dois encore répondre à la proposition d'amendement de M. Arts.

De heer Erdman. — Mijnheer de Vice-Eerste minister, op het gevaar af van de heer Valkeniers het verwijt te krijgen dat wij ons hier bezondigen aan juridisme, wil ik toch een juridische opmerking maken. Ik ken geen vorderingen die « kennelijk ongegrond » zijn. Een vordering is gegrond of niet gegrond. In de juridische literatuur bestaat er wel een « kennelijk onontvankelijke » vordering.

U herinnert zich wellicht dat wij bij de discussies over de procedure voor het Arbitragehof ten tijde van de Grondwetsherziening de sluis techniek alleen maar hebben aanvaard voor de kennelijk niet-ontvankelijke vorderingen, maar hebben verworpen voor de kennelijk ongegronde vorderingen, omdat het onderzoek naar de gegrondheid altijd een onderzoek veronderstelt.

Ik kan uw argumentatie voor het beoogde doel aanvaarden.

Men moet immers een middel vinden om niet telkens die ingewikkelde procedure aan de gang te brengen. Ik heb echter bezwaren tegen de term « kennelijk ongegrond », want dan komen wij tot de situatie dat de vrederechter zich ontlast van de hele procedure, maar toch de gegrondheid van de vordering onderzoekt. Er is een verschil tussen « ongegrond » en « onontvankelijk ». Ik vraag dan ook na te gaan of er in het amendement geen andere term kan worden gebruikt, want om de gegrondheid van een vordering te onderzoeken, moet men inderdaad het geheel van de elementen toetsen.

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Wij hebben in het amendement de term « kennelijk ongegrond » gebruikt, omdat wij aan de geesteszieke een zo groot mogelijke bescherming willen geven. De term « gegrond » alleen zou die bescherming niet geven. Daarom hebben wij de term « kennelijk ongegrond » gebruikt. Dit wil zeggen dat het evident moet zijn dat de vordering niet gegrond is. Indien de vrederechter dus ook maar de geringste twijfel heeft over de ongegrondheid van de vordering, dan moet de normale procedure worden gevolgd. Indien het echter voor de vrederechter evident is dat de vordering ongegrond is, dan moet de procedure van de artikelen 7 en 8 niet worden toegepast.

De heer Erdman. — Mijnheer de Vice-Eerste minister, vermits er een mogelijkheid tot beroep is, zal de vrederechter zijn beslissing moeten motiveren. Hiermee gaat u toch akkoord?

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Jazeker.

De heer Erdman. — De motivering van de beslissing van de vrederechter vloeit voort uit een onderzoek naar de gegrondheid van de vordering, zelfs indien hij besluit dat de vordering « kennelijk ongegrond » is. Ik heb dus vooral bezwaar tegen de terminologie.

M. Lallemand. — Il doit alors appliquer la procédure des articles 7 et 8.

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Waar moet men de lijn trekken tussen het geval waarover wij nu spreken, en het geval waar de vrederechter de artikelen 7 en 8 moet toepassen? Volgens onze opvatting wordt die lijn getrokken door de term « kennelijk ongegrond ». Het moet dus evident zijn dat het verzoek ongegrond is. Dit wil zeggen dat het verzoek wordt ingediend zonder dat er een nieuw element is.

De heer Erdman. — Volstaat het dan niet dat nieuwe element als criterium te nemen?

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Daarmee kan ik akkoord gaan.

M. Lallemand. — Monsieur le Président, cette référence figure d'ailleurs dans le texte qui inclut ces notions de requête mal fondée et d'absence d'élément nouveau significatif.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — C'est exact.

M. Lallemand. — Je crois que nous nous comprenons bien. On veut éviter que le juge soit obligé de déclencher une procédure lourde à l'égard d'un malade qui reproduit régulièrement la même requête et qui le somme d'ouvrir un débat, une longue procédure, qui paralyserait les services du juge de paix et entraînerait une série d'inconvénients et d'effets pervers. Tel est bien l'objet de l'amendement.

En effet, la terminologie est délicate. On ne peut pas parler de « manifestement irrecevable ».

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — En effet, ce n'est pas une question de recevabilité.

M. Lallemand. — Une requête ne peut être déclarée irrecevable, *a priori*, à raison des motifs qui sont allégués. Un même motif allégué à deux mois de distance peut avoir une portée différente. Face à une nouvelle requête le juge se trouve confronté à un choix délicat : ou bien la loi le contraint à suivre la procédure des articles 7 et 8 pour examiner une requête qu'il juge manifestement non fondée. Il suivra donc cette procédure, mais au terme de celle-ci il est probable qu'il statuera en affirmant qu'elle n'est pas fondée. Un temps précieux aura toutefois été perdu; le malade pourra se sentir conforté dans des intentions procédurières en contraignant au déroulement de la procédure.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Encore que les textes de loi ne souffrent aucune improvisation, je propose de jumeler les deux notions et d'ajouter dans le texte : « lorsqu'il n'y a manifestement pas d'élément nouveau déterminant ».

M. Lallemand. — C'est cela.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Le terme *kennelijk* que l'on maintiendrait ne porte pas sur le fond de l'affaire, mais sur l'absence d'élément nouveau significatif.

De heer Erdman. — Dat is volstrekt gelijklopend met de rechtspraak die in kort geding wordt gevoerd. Beslissingen in kort geding zijn herzienbaar voor zover er nieuwe elementen zijn. Indien er kennelijk geen nieuwe elementen zijn, is de beslissing niet herzienbaar en wordt de vordering afgewezen.

Er moet worden over nagedacht of er geen bepaalde termijn moet worden ingevoerd, want het is perfect mogelijk dat na een bepaalde termijn, zelfs zonder een nieuw kennelijk element, de beslissing moet worden herzien.

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Dat was mijn voorstel in de commissie maar het werd verworpen.

De heer Erdman. — Men zou de twee aan elkaar kunnen koppelen en zeggen dat gedurende een bepaalde periode de procedure van de artikelen 7 en 8 niet moet worden toegepast tenzij er een nieuw belangrijk element is en dat dit na een bepaalde periode wel moet.

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Dat zou de zaak veel ingewikkelder maken. Wanneer wij zeggen dat er een nieuw element aanwezig moet zijn, dan hebben wij de oplossing.

M. Lallemand. — Sans doute aurait-on pu suivre la suggestion de M. Erdman s'il n'y avait pas eu d'appel prévu. Or, cette procédure est prévue. Cette garantie très importante nous dispense d'instaurer un délai de protection en prévoyant, par exemple, qu'un recours ne peut être introduit qu'un mois — par exemple — après la dernière décision du juge. Il n'est pas nécessaire d'en arriver là car l'appel offre une garantie tout à fait remarquable...

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — ... et dérogoire...

M. Lallemand. — ... puisqu'il va amener le malade devant un autre juge alors que, par hypothèse, son juge de paix ne le prend pas au sérieux et ne considère pas les arguments qu'il avance. Il a la chance de bénéficier, par dérogation à la procédure normale, d'un examen supplémentaire par un juge différent.

A ce titre-là, l'amendement est valable, au regard même des exigences formulées par M. Pataer.

Le juge d'appel peut avoir une vision différente du juge de paix. Les droits du malade sont dès lors préservés. Cependant, je crois qu'il conviendrait de modifier la formule retenue et de ne pas spécifier que la requête doit paraître manifestement mal fondée et en même temps et en surplus, être dépourvue d'éléments nouveaux. Il faudrait peut-être préciser que l'examen n'en est pas nécessaire, que la procédure ne doit pas être ouverte parce qu'il n'y a pas d'élément nouveau significatif.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur le Président, je propose que nous examinions à nouveau le texte avant la séance de demain, afin de pouvoir tenir compte des différents éléments qui ont été évoqués. La modification ne concerne de toute façon que quelques mots.

M. le Président. — Lors de l'examen des amendements, nous pourrions revoir le texte définitif que vous aurez déposé.

La parole est à Mme Delruelle.

Mme Delruelle-Ghobert. — Monsieur le Président, cette discussion, fort intéressante d'ailleurs, n'illustre-t-elle pas la nécessité d'un renvoi du texte en commission, afin que nous puissions nous mettre d'accord sur le contenu définitif?

M. le Président. — Nous examinerons la question lors de notre séance de demain après-midi, madame.

La parole est à M. Vaes.

M. Vaes. — Monsieur le Président, en fonction de ce que vient de dire M. Erdman et le ministre au sujet de l'amendement proposé par le gouvernement à l'article 33, on peut se demander s'il est pertinent d'éliminer la possibilité, pour les médecins psychiatres notamment, de consulter le dossier médical.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Monsieur Vaes, vous faites allusion à l'article 33 qui traite du secret médical, alors que nous discutons maintenant de l'article 12.

M. Vaes. — Je voudrais cependant intervenir à propos de l'article 33, pour autant que vous ayez terminé votre réponse à ce sujet.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Vous pouvez aborder n'importe quel point. Ayez seulement l'obligeance de préciser de quel article il s'agit.

M. Vaes. — J'estime que l'on peut s'interroger sur la pertinence de modifier la proposition adoptée par la commission, qui insérerait le dossier médical dans les documents consultables par les magistrats et experts contrôleurs. Je continue à croire que l'accès au dossier médical doit rester possible pour les médecins psychiatres inspecteurs. Le médecin généraliste — personne de confiance comme vous venez de le rappeler — du malade lui-même doit lui aussi pouvoir avoir libre accès à ce dossier.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — C'est à l'égard du magistrat, monsieur Vaes.

M. Vaes. — Peut-être, mais vous précisez vous-même que les experts désignés ne pourraient pas avoir accès à ce dossier médical. Or, dans le cadre de votre justification, vous dites que l'on pourrait désigner des experts médecins auxquels cet accès serait autorisé. Il existe donc une contradiction entre le texte et votre justification puisque les experts sont le plus souvent des médecins.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — Bien entendu, s'ils sont médecins, cela change tout, mais il ne peut y avoir un accès direct du magistrat.

M. Vaes. — Il aurait été plus simple de rédiger l'amendement en précisant que les magistrats investis de cette mission pouvaient avoir accès à tout document nécessaire à l'exécution de celle-ci, seuls les médecins contrôleurs, experts ou conseil du malade, pouvant consulter le dossier médical.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — La fin de l'article — et cela ne sera pas modifié — précise : « tous les documents nécessaires à l'exécution de la mission. » Il s'agit donc des éléments du dossier non couverts par le secret professionnel.

M. Lallemand. — Cette explication est très importante. On n'autorise pas l'accès au dossier médical en tant que tel. On autorise l'accès aux éléments médicaux qui sont relatifs à la maladie du patient. Il s'agit donc des éléments ayant une pertinence dans le cadre de l'expertise médicale, par exemple, ou de l'intervention des magistrats.

On peut imaginer, qu'un malade ait fait des confidences révélant qu'il a commis un délit et que cet aveu figure dans le dossier médical. Il peut s'agir là d'un fait qui n'est pas en relation avec les données de santé qui sont utiles à l'exercice de la mission des médecins et des experts. On protège dès lors le malade contre une investigation qui pourrait empêcher la confiance du malade ou amener les médecins à ne plus consigner dans les rapports tout ce qui leur paraît utile au traitement de la maladie car ils redouteraient précisément que ces éléments soient exploités au détriment du patient par des poursuites pénales, par exemple, lors de la mise en route de la procédure de protection du malade. En effet, les magistrats auraient ainsi accès à un dossier médical, et constatant un délit, pourraient s'en servir pour entamer des poursuites. Quant aux experts médecins, ils devraient être tenus par le secret professionnel.

Telle est la raison de la modification de ce texte. J'estime qu'elle est fondée et qu'elle justifie la démarche du ministre. Mais peut-être devrions nous veiller à une meilleure explicitation de ce que nous voulons dire.

M. Wathelet, Vice-Premier ministre et ministre de la Justice et des Classes moyennes. — L'ensemble des amendements proposés par les commissaires ne pose donc aucun problème.

J'en arrive ainsi à l'amendement de M. Arts, qui entre dans le cadre d'une troisième catégorie d'amendements, dans la mesure où il a été examiné au sein du groupe de travail mais n'a pas fait l'objet d'un accord unanime.

La réponse m'est dictée par le ministre des Affaires sociales, essentiellement concerné ici.

A propos du risque évoqué de conditions différentes et peut-être même de deux médecins-chefs de service qui pourraient être désignés, le ministre Busquin communique — et je partage son point de vue — comment il voit la coordination et comment elle pourra s'organiser.

« La coordination avec la loi sur les hôpitaux, en ce qui concerne la désignation du médecin-chef de service consistera en la proposition, par le gestionnaire, d'un candidat qui répondra aux qualifications requises dans le cadre de la présente loi, pour autant que le service soit habilité à recevoir des malades dont l'état requiert des mesures de protection, en vue de sa nomination par les autorités compétentes en vertu des articles 59bis et ter de la Constitution, donc, les autorités communautaires.

L'article 35 prévoit les arrêtés royaux pris conjointement par le ministre de la Santé publique et le ministre de la Justice. Les arrêtés détermineront les normes spécifiques d'agrément des services ainsi que les qualifications et le mode de rémunération des médecins-chefs de service pour les actes pris en vertu de la présente loi.

Cet article fait l'objet d'un protocole d'accord signé par le gouvernement national et les autorités compétentes en vertu des articles 59bis et ter de la Constitution. »

Je ne crois pas que le protocole en tant que tel, madame Herman, ait été joint au rapport, mais il est à la disposition des membres du Sénat et de la commission. Il n'a rien de secret et est signé par les différentes Communautés et le gouvernement national.

En raison de ce protocole et de la solution proposée par le ministre Busquin en matière de coordination pour des matières qui lui sont plus proches, je demande au Sénat de ne pas adopter l'amendement à l'article 35, b). (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan de heer Arts.

De heer Arts. — Mijnheer de minister, als dit ontwerp wet wordt zullen er dan nog twee verscheidene honoreringen zijn voor de behandelende geneesheer en de geneesheer-diensthof of zullen de psychiaters via de ziekteverzekering worden vergoed?

De heer Wathelet, Vice-Eerste minister en minister van Justitie en Middenstand. — Op het ogenblik ben ik niet in staat die vraag te beantwoorden. Ik zal hierover mijn collega raadplegen om u vóór de stemming een afdoend antwoord te kunnen geven.

De heer Valkeniers. — Als er collocatie is, betaalt de Staat!

M. le Président. — Mesdames, messieurs, comme convenu nous ne clôturons pas aujourd'hui la discussion générale du projet. Nous la poursuivrons, en effet, demain après-midi, afin d'entendre M. Baert.

PROJET DE LOI CONTENANT LE REGLEMENT DEFINITIF DES BUDGETS DES SERVICES D'ADMINISTRATION GENERALE DE L'ETAT ET D'ORGANISMES D'INTERET PUBLIC POUR L'ANNEE 1983 OU POUR DES ANNEES ANTERIEURES

Discussion générale et votes des articles

ONTWERP VAN WET HOUDENDE EINDREGELING VAN DE BEGROTINGEN VAN DE DIENSTEN VAN ALGEMEEN BESTUUR VAN DE STAAT EN VAN INSTELLINGEN VAN OPENBAAR NUT VAN HET JAAR 1983 OF VOORGAANDE JAREN

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

M. le Président. — Nous abordons l'examen du projet de loi contenant le règlement définitif des budgets des services d'administration générale de l'Etat et d'organismes d'intérêt public pour l'année 1983 ou pour des années antérieures.

Wij vatten de beraadslaging aan over het ontwerp van wet houdende eindregeling van de begrotingen van de diensten van algemeen bestuur van de Staat en van instellingen van openbaar nut van het jaar 1983 of voorgaande jaren.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

La discussion générale est ouverte.

De algemene beraadslaging is geopend.

Le rapporteur, M. Hofman, se réfère à son rapport.

Het woord is aan de heer De Bondt.

De heer De Bondt. — Mijnheer de Voorzitter, sedert 1982 heb ik de gewoonte bij dit soort ontwerpen het woord te nemen. Ik zal die goede gewoonte ook vandaag in acht nemen.

Ik wil bij deze gelegenheid de Senaat drie soorten beschouwingen voorleggen, ten eerste, een vergelijkende beoordeling tussen dit ontwerp en de eindafrekeningen uit de periode 1976-1980. Ten tweede wil ik een opmerking maken over de eindregeling van sommige instellingen van openbaar nut om tenslotte te verwijzen naar de begroting 1990 en enkele opmerkingen en vragen te formuleren in verband met de lasten van het verleden, inzonderheid inzake Onderwijs.

Wie de eindregelingen van de begrotingsjaren 1976-1980 nagaat, stelt vast dat er jaarlijks gemiddeld voor 4,6 miljard uitgaven werden gedaan buiten begroting en zonder een beslissing van de Ministerraad. Van die 4,6 miljard ging 64 pct. of 3,1 miljard per jaar naar onderwijsuitgaven. Dit wijst erop dat de begroting van Onderwijs niet alleen slecht werd geconcipeerd maar ook dat allerlei uitgaven konden gebeuren zonder enige verantwoording. Toch kregen deze uitgaven de goedkeuring van het Parlement, via de wetten, zoals het huidige, op de eindregeling.

In het begrotingsjaar 1983, dat Eerste minister Martens volwaardig voor zijn rekening nam, streefde de regering ernaar de eindregeling te doen overeenstemmen met de begroote uitgaven en terecht zou ik zeggen, gelet op de grote inspanning die ook aan de bevolking werd gevraagd. De positieve uitslag van dat optreden vinden wij dan ook terug in de eindregeling van 1983, althans wie hiervoor technisch onderlegd is en het geduld wil opbrengen.

Ik leg er bijvoorbeeld de nadruk op dat de uitgaven buiten begroting voor onderwijsaangelegenheden, die altijd twee derden van de uitgaven buiten begroting hebben uitgemaakt, voor 1983, het jaar dat nu wordt geregeld, slechts van de grootte zijn van 143 miljoen aan Franstalige zijde en van 399 miljoen aan Nederlandstalige zijde. Zulks wordt dan nog gecompenseerd door het feit dat de uitgaven voor de gemeenschappelijke sector veel lager waren dan de begroote uitgaven voor 1983. Ik neem aan dat deze mededeling ook bij de leden van de regering, die toch een continuïteit nastreven, enige aangename opwelling zal veroorzaken.

Een tweede punt, de eindregeling van de instellingen van openbaar nut, vormt een veel groter probleem. De situatie is hier minder gunstig. Ik viseer hier in het bijzonder het Wegenfonds. Het onderhavige wetsontwerp bevat de afrekening voor het jaar 1977. Beelden wij ons even in dat een onderneming pas in februari 1990 de eindregeling kan maken van zijn activiteiten van het jaar 1977!

Het Wegenfonds is een instelling van openbaar nut dat wij precies hebben gecreëerd om het bedrijfseconomisch karakter van de instelling te beklemtonen en om het los te maken van de engheid en de stroefheid van de administratie. Er is echter nog meer en ik richt mij daarvoor tot de bevoegde minister.

In de Kamer wordt thans een ontwerp van wet behandeld waardoor, ten gevolge van de bijzondere wet op de staatsvorming van 8 augustus 1988 en van de bijzondere financieringswet van 16 januari 1989, een aantal instellingen van openbaar nut worden afgeschaft of, naargelang van het geval, overgedragen aan de Gewesten en de Gemeenschappen. Ook het Wegenfonds is daarin begrepen. Het ontwerp van de regering bevat een clause waardoor de nationale overheid tot en met 1988 zal instaan voor de resultaten van het Wegenfonds.

Wij reserveren daar dus opnieuw een volume aan verdoken of onbekende uitgaven die ten laste vallen van de nationale overheid. Ik weet niet welke senaatscommissie dit ontwerp zal behandelen, maar ik neem aan dat wij bij de bespreking ervan hierop dieper zullen kunnen ingaan.

Ik heb nog een derde opmerking. Tijdens de bespreking van de begroting voor 1990, heb ik namens de CVP-fractie, en dat lezen we in het verslag van 20 november 1989 over het ontwerp van wet houdende de Rijksmiddelenbegroting, reserves geuit ten opzichte van de afdeling 73, artikel 2.41.7. Het ging in de onderwijsbegroting namelijk over de lasten van het verleden die begroot werden op iets meer dan 5 miljard voor de Franstaligen en op 200 miljoen voor de Nederlandstaligen. Het ging daar om niets anders dan om het zogenaamde saldo van de lasten uit het verleden die nog van een nog grotere omvang waren. Aan Nederlandstalige kant bedroegen ze namelijk 8,7 miljard en aan Franstalige kant 12,1 miljard. De regering was er zich van bewust dat het geen zuivere koffie was en zij richtte, in overleg met de Gemeenschappen, een technische commissie op die taalparitair zou zijn samengesteld en waarvan ook vertegenwoordigers van het Rekenhof lid zouden zijn, om de facturen uit het verleden die door de ene of de andere Gemeenschap aan de nationale overheid worden aangeboden, te onderzoeken teneinde na te gaan of ze wel uitvoerbaar zijn. Onze fractie heeft bij de bespreking in de openbare vergadering van 24 november 1989 dit artikel laten aanhouden.

Wij wensten van de regering een verklaring over het geheel van de ingediende facturen en wij wensten dat het artikel niet uitvoerbaar zou zijn vóór het Parlement zijn instemming had betuigd met resultaten van het onderzoek van de technische commissie.

Bij de stemming over de begroting op 30 november heeft Vice-Eerste minister Schiltz namens de regering een uitvoerige en zeer specifieke verklaring afgelegd waarin hij er zich onder meer toe verbond de conclusies van die technische commissie aan het Parlement voor te leggen. Dit is trouwens de reden waarom ik hier het woord wenste te voeren.

Ik kom nu tot de vragen die ik wou stellen. Naar verluidt is die commissie wel geïnstalleerd maar zij zou nog niet actief zijn. Is dit juist? Zoniet zou ik graag vernemen wat de commissie reeds heeft gedaan. Hoeveel facturen werden reeds onderzocht en welke is de verhouding tussen het aantal goedgekeurde facturen en het aantal facturen dat terzijde is gelegd? Wanneer zal de regering het resultaat van het onderzoek aan ons mededelen? Tussen onze fractie en de regering was afgesproken dat het onderzoek niet alleen betrekking zou hebben op de facturen in verband met het door mij geciteerde artikel maar tevens op het geheel van de ingediende facturen, dus ook op die welke in het verleden reeds werden goedgekeurd of afgewezen.

Mijn laatste vraag betreft een probleem dat mij persoonlijk zeer verontrust. Naar verluidt zou o.m. de Franse Gemeenschap op het gebied van onderwijs de praktijken die in het verleden aanleiding hebben gegeven tot achterstallige facturen, voortzetten. Zij zou dus doorgaan met het niet-betalen van RSZ- en KWW-bijdragen. Indien dit het geval is, zullen wij in 1990 en wellicht ook in 1991 opnieuw worden geconfronteerd met achterstallige facturen. Vice-Eerste minister Moureaux heeft mij in de commissie niet tegengesproken toen ik erop wees dat het wellicht niet de laatste keer zal zijn dat wij achterstallige facturen moeten opnemen in de nationale begroting.

Ik dank de staatssecretaris voor de antwoorden die zij mij nu reeds kan geven. Op de vragen die nog niet kunnen worden beantwoord verwachten wij een antwoord wanneer de Senaat het ontwerp zal bespreken. (*Applaus.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Demeester.

Mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, ik dank de heer De Bondt voor zijn positieve beoordeling.

Wat de instellingen van openbaar nut betreft, en meer bepaald het Wegenfonds waarvan wij slechts tot 1977 over de rekeningen beschikken, moet ik u mededelen dat een werkgroep is samengesteld bestaande uit leden van het fonds van het Rekenhof. Deze werkgroep moet onderzoeken hoe de verdraging waarmee wij nu worden geconfronteerd, kan worden beperkt. Deze verdraging is vooral te wijten aan het feit dat het fonds een boekhoudmethode gebruikt waarmee men niet vertrouwd was. Ik begrijp dat de financieringswet en de afschaffing van sommige instellingen vragen oproept. Zoals de heer De Bondt terecht heeft opgemerkt, zal

de bevoegde commissie in de Senaat de gelegenheid krijgen daar uitvoerig op in te gaan wanneer het ontwerp, dat thans aanhangig is in de Kamer, zal worden behandeld.

Uw laatste opmerking, mijnheer De Bondt, betrof de oprichting van de commissie die een oordeel moet vellen over de lasten van het verleden. Ik kan hier bevestigen dat de problemen die nu nog rijzen in verband met het samenstellen van de technische werkgroepen, nagenoeg opgelost zijn. De commissie kan dus haar werkzaamheden nog niet aanvatten. Zolang de facturen niet zijn gecontroleerd, is het niet mogelijk een evaluatie te maken. Het spreekt ook vanzelf dat alvorens deze evaluatie aan het Parlement kan worden voorgelegd, het advies van het Rekenhof moet worden ingewonnen. Op het ogenblik kunnen wij u daaromtrent nog geen gegevens verstrekken.

De Voorzitter. — Daar niemand meer het woord vraagt in de algemene beraadslaging, verklaar ik ze voor gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

L'article premier est ainsi rédigé:

TITRE I. — Année budgétaire 1983

Chapitre 1^{er}. — Engagements effectués en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des engagements

Article 1^{er}. Les engagements de dépenses effectués à charge des crédits de l'année budgétaire 1983 s'élèvent d'après le tableau A ci-joint, colonne 7, à la somme de 116 473 822 734 francs, se décomposant comme suit:

- Opérations courantes: 59 029 661 846 francs;
- Opérations de capital: 57 444 160 888 francs.

TITRE I. — Begrotingsjaar 1983

Hoofdstuk I. — Vastleggingen gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de vastleggingen

Artikel 1. De vastleggingen van uitgaven uitgevoerd ten laste van de kredieten van het begrotingsjaar 1983 belopen overeenkomstig de bijgaande tabel A, kolom 7, de som van 116 473 822 734 frank. Dit bedrag bevat:

- Lopende verrichtingen: 59 029 661 846 frank;
- Kapitaalverrichtingen: 57 444 160 888 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

§ 2. Fixation des crédits d'engagement

Art. 2. Les crédits d'engagement dont les départements peuvent disposer pour les engagements de l'année budgétaire 1983 s'élèvent à (tableau A, colonne 6): 169 924 098 541 francs, se décomposant comme suit:

- Opérations courantes: 78 881 788 529 francs;
- Opérations de capital: 91 042 310 012 francs.

Cette somme comprend :

	Opérations courantes	Opérations de capital
1° Les crédits d'engagements primitifs alloués par les lois budgétaires . . . F	58 228 600 000	75 846 200 000
2° Les ajustements de crédits :		
— Augmentations . . .	+ 113 300 000	+ 5 491 000 000
— Diminutions . . .	—	- 21 963 000 000
3° Les reports de l'année 1982 à 1983 en vertu des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963	20 539 888 529	31 668 110 012
Totaux F	78 881 788 529	91 042 310 012
Total F	169 924 098 541	

(tableau A, colonnes 2, 3, 4 et 5.)

§ 2. Vaststelling van de vastleggingskredieten

Art. 2. De vastleggingskredieten beschikbaar ten behoeve van de ministeriële departementen voor de vastleggingen van het begrotingsjaar 1983 belopen in totaal (tabel A, kolom 6): 169 924 098 541 frank, onder te verdelen in :

- Lopende uitgaven: 78 881 788 529 frank;
- Kapitaaluitgaven: 91 042 310 012 frank.

Dit bedrag bevat:

	Lopende verrichtingen	Kapitaalverrichtingen
1° De oorspronkelijke vastleggingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten F	58 228 600 000	75 846 200 000
2° De aanpassing van de kredieten :		
— Verhogingen	+ 113 300 000	+ 5 491 000 000
— Verminderingen . .	—	- 21 963 000 000
3° De overgedragen kredieten van het begrotingsjaar 1982 naar 1983 bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 . .	20 539 888 529	31 668 110 012
Totalen F	78 881 788 529	91 042 310 012
Totaal F	169 924 098 541	

(tabel A, kolommen 2, 3, 4 en 5.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 3. Le montant total des crédits d'engagement alloués pour l'année budgétaire 1983 est réduit, conformément au tableau A, colonnes 9 et 10 des :

	Opérations courantes	Opérations de capital
1° Crédits d'engagement reportés à l'année budgétaire 1984 en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 F	15 513 264 268	30 173 723 981
Total F	45 686 988 249	
2° Crédits d'engagement restés disponibles et annulés définitivement: F	4 338 862 415	3 424 425 143
Total F	7 763 287 558	

Art. 3. De in totaal voor het begrotingsjaar 1983 verleende vastleggingskredieten worden overeenkomstig tabel A, kolommen 9 en 10 verminderd met:

	Lopende verrichtingen	Kapitaalverrichtingen
1° Vastleggingskredieten die bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1984 worden overgedragen F	15 513 264 268	30 173 723 981
Totaal F	45 686 988 249	
2° Beschikbaar gebleven en definitief geannuleerde vastleggingskredieten . . .	4 338 862 415	3 424 425 143
Totaal F	7 763 287 558	
— Adopté		
Aangenomen.		

Art. 4. Par suite des dispositions contenues dans les articles 2 et 3 ci-dessus, les crédits d'engagement définitifs de l'année budgétaire 1983 sont fixés à 116 473 822 734 francs, montant se décomposant comme suit :

- Opérations courantes: 59 029 661 846 francs;
- Opérations de capital: 57 444 160 888.

Ces sommes sont égales aux engagements enregistrés à charge de l'année budgétaire (tableau A, colonnes 7 et 11).

Art. 4. Ingevolge de bepalingen vervat in de bovengenoemde artikelen 2 en 3 worden de definitieve vastleggingskredieten van het begrotingsjaar 1983 vastgesteld op 116 473 822 734 frank. Dit bedrag bevat:

- Lopende verrichtingen: 59 029 661 846 frank;
- Kapitaaluitgaven: 57 444 160 888 frank.

Die sommen zijn gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar geboekte vastleggingen (tabel A, kolommen 7 en 11).

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Recettes et dépenses effectuées en exécution du budget

§ 1^{er}. Fixation des recettes

Art. 5. Les droits constatés au profit de l'Etat sur l'année budgétaire 1983, s'élèvent d'après le tableau B ci-annexé, colonne 3, à la somme de 1 676 976 811 583 francs.

Ce montant se subdivise comme suit :

- Recettes courantes: 1 336 967 220 114 francs;
- Recettes de capital: 6 604 831 447 francs;
- Produit des emprunts: 333 404 760 022 francs.

Hoofdstuk II. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de begroting

§ 1. Vaststelling van de ontvangsten

Art. 5. De op het begrotingsjaar 1983 ten behoeve van de Staat vastgestelde rechten bedragen, overeenkomstig de bijgaande tabel B, kolom 3, de som van 1 676 976 811 583 frank.

Deze som is samengesteld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 336 967 220 114 frank;
- Kapitaalontvangsten: 6 604 831 447 frank;
- Opbrengst der leningen: 333 404 760 022 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 6. Les recettes imputées sur la même année budgétaire sont fixées à 1 549 114 108 753 francs.

Cette somme se décompose comme suit :

- Recettes courantes: 1 210 517 905 423 francs;
- Recettes de capital: 5 191 443 308 francs;
- Produit des emprunts: 333 404 760 022 francs.

(tableau B, colonne 4.)

Art. 6. De op hetzelfde begrotingsjaar aangerekende ontvangsten worden vastgesteld op 1 549 114 108 753 frank.

Deze som is onderverdeeld als volgt:

- Lopende ontvangsten: 1 210 517 905 423 frank;
- Kapitaalontvangsten: 5 191 443 308 frank;
- Opbrengst der leningen: 333 404 760 022 frank.

(tabel B, kolom 4.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 7. Les droits constatés restant à recouvrer à la clôture de l'année budgétaire s'élèvent à 127 862 702 830 francs.

Cette somme se décompose comme suit:

a) Droits annulés ou portés en surséance indéfinie:

- Recettes courantes F 149 081 326
- Recettes de capital 445 863

Total F 149 527 189

b) Droits reportés à l'année budgétaire suivante:

- Recettes courantes F 126 300 233 365
- Recettes de capital 1 412 942 276

Total F 127 713 175 641

(tableau B, colonnes 5, 6 et 7.)

Art. 7. De vastgestelde rechten nog te innen bij de afsluiting van het begrotingsjaar bedragen 127 862 702 830 frank.

Deze som wordt onderverdeeld als volgt:

a) Geannuleerd of in onbepaald uitstel gebrachte rechten:

- Lopende ontvangsten F 149 081 326
- Kapitaalontvangsten 445 863

Totaal F 149 527 189

b) Naar het volgende begrotingsjaar overgedragen rechten:

- Lopende ontvangsten F 126 300 233 365
- Kapitaalontvangsten 1 412 942 276

Totaal F 127 713 175 641

(tabel B, kolommen 5, 6 en 7.)

— Adopté.

Aangenomen.

§ 2. Fixation des dépenses

Art. 8. Les opérations imputées à charge de l'année budgétaire 1983 sont arrêtées comme suit: (tableau C, colonnes 8, 9 et 10.)

Crédits non
dissociés

Crédits d'or-
donnement

A. Pour les dépenses courantes:

1 ^o Prestations d'années antérieures	34 564 103 529	241 302 744
2 ^o Prestations de l'année en cours	1 481 503 960 711	21 501 280 523

Total F 1 516 068 064 240 21 742 583 267

Total général . . . F 1 537 810 647 507

B. Pour les dépenses de capital:

1 ^o Prestations d'années antérieures	3 291 719 290	16 591 753 695
2 ^o Prestations de l'année en cours	157 942 677 702	38 321 503 863

Total F 161 234 396 992 54 913 257 558

Total général . . . F 216 147 654 550

C. Pour l'amortissement de la dette publique:

1 ^o Prestations d'années antérieures	—	—
2 ^o Prestations de l'année en cours	74 070 222 041	—

Total F 74 070 222 041 —

Total général . . . F 1 751 372 683 273 76 655 840 825

Total général . . . F 1 828 028 524 098

§ 2. Vaststelling van de uitgaven

Art. 8. De tijdens het begrotingsjaar 1983 aangerekende verrichtingen worden vastgesteld als volgt:

(tabel C, kolommen 8, 9 en 10.)

Niet-gesplitste kredieten

Ordonnanceskredieten

A. Voor de lopende uitgaven:

1 ^o Prestaties van de vorige jaren	34 564 103 529	241 302 744
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	1 481 503 960 711	21 501 280 523

Totaal F 1 516 068 064 240 21 742 583 267

Algemeen totaal . . F 1 537 810 647 507

B. Voor de kapitaaluitgaven:

1 ^o Prestaties van de vorige jaren	3 291 719 290	16 591 753 695
2 ^o Prestaties van het lopend jaar	157 942 677 702	38 321 503 863

Totaal F 161 234 396 992 54 913 257 558

Algemeen totaal . . F 216 147 654 550

C. Voor de aflossingen van de rijksschuld:

1° Prestaties van de vorige jaren	—	—
2° Prestaties van het lopend jaar	74 070 222 041	—
Totaal F	74 070 222 041	—
Algemeen totaal . . . F	1 751 372 683 273	76 655 840 825
Algemeen totaal . . . F	1 828 028 524 098	
— Adopté.		
Aangenomen.		

Art. 9.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
Les paiements effectués, justifiés ou régularisés à charge de l'année budgétaire 1983 s'établissent comme suit F	1 713 684 622 076	76 137 398 452
Total général . . . F	1 789 822 020 528	
(tableau C, colonne 11.)		

Art. 9.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancementskredieten
De ten laste van het begrotingsjaar 1983 uitgevoerde betalingen, verantwoord of geregulariseerd, belopen . F	1 713 684 622 076	76 137 398 452
Algemeen totaal . . . F	1 789 822 020 528	
(tabel C, kolom 11.)		
— Adopté.		
Aangenomen.		

Art. 10.

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
Les paiements imputés à charge du budget et dont la justification est renvoyée à une année suivante en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963 s'élèvent à F	37 688 061 197	518 442 373
Total général . . . F	38 206 503 570	
(tableaux C, colonne 12, et D.)		

Art. 10.

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancementskredieten
De ten laste van de begroting aangerekende betalingen waarvan bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, de verantwoording of de regularisatie naar een volgend jaar wordt verwezen, belopen . . . F	37 688 061 197	518 442 373
Algemeen totaal . . . F	38 206 503 570	
(tabellen C, kolom 12, en D.)		
— Adopté.		
Aangenomen.		

§ 3. Fixation des crédits de paiement

Art. 11. Les crédits de paiement ouverts aux départements ministériels pour l'année budgétaire 1983 s'élèvent au total à 1 966 021 833 698 francs (tableau C, colonne 7).

Ce montant comprend:

1° Une somme de 1 858 151 800 000 francs de crédits de paiements alloués par les lois budgétaires se décomposant comme suit:

a) Budgets primitifs (tableau C, colonne 3).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes F	1 512 235 926 886	20 890 700 000
— Opérations de capital.	113 726 600 000	66 758 200 000
— Amortissement de la dette publique	92 669 773 114	—
Total F	1 718 632 300 000	87 648 900 000
Total général . . . F	1 806 281 200 000	

b) Ajustement des crédits (tableau C, colonnes 4 et 5).

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
1) Augmentations:		
— Opérations courantes F	51 545 100 000	1 652 700 000
— Opérations de capital.	37 868 500 000	1 523 600 000
— Amortissement de la dette publique	15 300 000	—
Total F	89 428 900 000	3 176 300 000
Total général . . . F	92 605 200 000	
2) Diminutions:		
— Opérations courantes F	-29 858 000 000	—
— Opérations de capital.	-1 598 100 000	-5 028 000 000
— Amortissement de la dette publique F	-4 250 500 000	—
Total F	-35 706 600 000	-5 028 000 000
Total général . . . F	-40 734 600 000	

2° Reports de crédits de paiement en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 sur la comptabilité de l'Etat et en vertu de dispositions spéciales:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes F	47 391 448 983	1 140 290 575
— Opérations de capital.	29 386 464 971	28 354 182 974
— Amortissement de la dette publique	1 597 646 195	—
Total F	78 375 560 149	29 494 473 549
Total général . . . F	107 870 033 698	

(tableau C, colonne 6.)

§ 3. Vaststelling van de betalingskredieten

Art. 11. De betalingskredieten geopend ten behoeve van de ministeriële departementen voor het begrotingsjaar 1983, belopen in totaal 1 966 021 833 698 frank (tabel C, kolom 7).

Dat bedrag omvat:

1° Een som van 1 858 151 800 000 frank betalingskredieten toegestaan bij de begrotingswetten, samengesteld als volgt:

a) Oorspronkelijke begroting (tabel C, kolom 3).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
— Lopende verrichtingen F	1 512 235 926 886	20 890 700 000
— Kapitaalverrichtingen	113 726 600 000	66 758 200 000
— Aflossingen van de rijksschuld	92 669 773 114	—
Totaal F	1 718 632 300 000	87 648 900 000

Algemeen totaal F 1 806 281 200 000

b) Aanpassingen van de kredieten (tabel C, kolommen 4 en 5).

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
1) Verhogingen:		
— Lopende verrichtingen F	51 545 100 000	1 652 700 000
— Kapitaalverrichtingen	37 868 500 000	1 523 600 000
— Aflossingen van de rijksschuld	15 300 000	—
Totaal F	89 428 900 000	3 176 300 000

Algemeen totaal F 92 605 200 000

2) Verminderingen:

— Lopende verrichtingen	-29 858 000 000	—
— Kapitaalverrichtingen	-1 598 100 000	-5 028 000 000
— Aflossingen van de rijksschuld F	-4 250 500 000	—
Totaal F	-35 706 600 000	-5 028 000 000

Algemeen totaal F -40 734 600 000

2° Overdrachten van betalingskredieten bij toepassing van de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 op de rijkscomptabiliteit en van bijzondere wetsbepalingen:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
— Lopende verrichtingen F	47 391 448 983	1 140 290 575
— Kapitaalverrichtingen	29 386 464 971	28 354 182 974
— Aflossingen van de rijksschuld	1 597 646 195	—
Totaal F	78 375 560 149	29 494 473 549

Algemeen totaal F 107 870 033 698

(tabel C, kolom 6.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 12. Le montant des crédits de paiement alloués pour l'année budgétaire 1983 est réduit:

1° Des crédits de paiement non utilisés dont le report a lieu en application des articles 17 et 18 de la loi du 28 juin 1963 et en vertu de dispositions spéciales, crédits se décomposant comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Opérations courantes F	60 144 778 692	1 931 538 385
— Opérations de capital	16 768 739 139	34 154 098 005
— Amortissement de la dette publique	14 428 891 073	—
Total F	91 342 408 904	36 085 636 390
Total général F	127 428 045 294	

2° Des crédits de paiement restés disponibles et qui sont annulés:

— Opérations courantes F	6 118 973 393	9 568 923
— Opérations de capital	1 405 857 569	2 540 627 411
— Amortissement de la dette publique	1 533 106 195	—
Total F	9 057 937 157	2 550 196 334

Total général F 11 608 133 491

Les reports et annulations

de crédits de paiement se montent à: F 100 400 346 061 38 635 832 724

Total F 139 036 178 785

(tableau C, colonnes 14 et 15.)

Art. 12. Het bedrag van de voor het begrotingsjaar 1983 verleende betalingskredieten wordt verminderd met:

1° Niet-gebruikte betalingskredieten waarvan de overdracht geschiedt overeenkomstig de artikelen 17 en 18 van de wet van 28 juni 1963 en krachtens speciale wetsbepalingen, kredieten samengesteld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnances-kredieten
— Lopende verrichtingen F	60 144 778 692	1 931 538 385
— Kapitaalverrichtingen	16 768 739 139	34 154 098 005
— Aflossingen van de rijksschuld	14 428 891 073	—
Totaal F	91 342 408 904	36 085 636 390

Algemeen totaal F 127 428 045 294

2° Beschikbaar gebleven betalingskredieten die worden geannuleerd:

— Lopende verrichtingen F	6 118 973 393	9 568 923
— Kapitaalverrichtingen	1 405 857 569	2 540 627 411
— Aflossingen van de rijksschuld	1 533 106 195	—
Totaal F	9 057 937 157	2 550 196 334

Algemeen totaal F 11 608 133 491

De overdrachten en annulaties van betalingskredieten

bedragen F 100 400 346 061 38 635 832 724

Totaal F 139 036 178 785

(tabel C, kolommen 14 et 15.)

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 13. Pour couvrir les dépenses de l'année budgétaire 1983 effectuées au-delà ou en l'absence des crédits ouverts pour le service des budgets, des crédits complémentaires sont alloués comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Dépenses courantes F	1 017 340 456	—
— Dépenses de capital	25 528 729	—
Total F	1 042 869 185	—
Total général F	1 042 869 185	

Ces crédits sont répartis ainsi qu'indiqué aux tableaux C, colonne 13, et E.

Art. 13. Tot dekking van de uitgaven van het begrotingsjaar 1983 gedaan boven of buiten de kredieten uitgetrokken voor de dienst van de begrotingen, worden aanvullende kredieten toegekend als volgt:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Lopende verrichtingen F	1 017 340 456	—
— Kapitaalverrichtingen	25 528 729	—
Totaal F	1 042 869 185	—

Algemeen totaal . . . F 1 042 869 185

Deze kredieten worden onderverdeeld zoals aangeduid in de tabellen C, kolom 13, en E.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 14. Par suite des dispositions contenues dans les articles 11, 12 et 13, les crédits définitifs de l'année budgétaire 1983 sont fixés comme suit:

	Crédits non dissociés	Crédits d'ordonnancement
— Dépenses courantes F	1 516 068 064 240	21 742 583 267
— Dépenses de capital	161 234 396 992	54 913 257 558
— Amortissements de la dette publique	74 070 222 041	—
Total F	1 751 372 683 273	76 655 840 825

Total général . . . F 1 828 028 524 098

Ce montant est égal aux opérations imputées à charge de l'année budgétaire d'après le tableau C, colonne 16.

Art. 14. Ten gevolge van de bepalingen vervat in de artikelen 11, 12 en 13, worden de definitieve kredieten van het begrotingsjaar 1983 vastgesteld als volgt:

	Niet-gesplitste kredieten	Ordonnancingskredieten
— Lopende verrichtingen F	1 516 068 064 240	21 742 583 267
— Kapitaalverrichtingen	161 234 396 992	54 913 257 558
— Aflossingen van de rijksschuld	74 070 222 041	—
Totaal F	1 751 372 683 273	76 655 840 825

Algemeen totaal . . . F 1 828 028 524 098

Die som is gelijk aan de ten laste van het begrotingsjaar aangekende verrichtingen volgens tabel C, kolom 16.

— Adopté.

Aangenomen.

§ 4. Fixation du résultat général du budget de l'année budgétaire 1983

Art. 15. Le résultat général du budget de l'année budgétaire 1983 est définitivement arrêté ainsi qu'il suit:

A. Opérations courantes:

Recettes fixées à l'article 6 F	1 210 517 905 423
Dépenses fixées à l'article 8	1 537 810 647 507
Excédent des dépenses tel qu'il apparaît au tableau F ci-annexé. F	327 292 742 084

B. Opérations de capital:

Recettes fixées à l'article 6 F	5 191 443 308
Dépenses fixées à l'article 8	216 147 654 550

Excédent des dépenses (tableau F) . . F 210 956 211 242

C. Opérations de la dette publique:

Recettes: produits d'emprunts à l'article 6 F	333 404 760 022
Dépenses: amortissements d'emprunts à l'article 8	74 070 222 041

Excédent des recettes (tableau F) . . F 259 334 537 981

D. Opérations réunies:

Recettes F	1 549 114 108 753
Dépenses	1 828 028 524 098

Excédent de dépenses pour l'année budgétaire 1983 F 278 914 415 345

Cette somme vient en augmentation du montant des dépenses ordonnancées au-delà des ressources budgétaires à la clôture de l'année budgétaire 1982, soit: . . . F 1 281 911 647 324

Total F 1 560 826 062 669

Cette dernière somme sera transférée au compte de l'année budgétaire 1984.

§ 4. Vaststelling van de algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1983

Art. 15. De algemene eindcijfers van de begroting van het begrotingsjaar 1983 worden definitief vastgesteld als volgt:

A. Lopende verrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F	1 210 517 905 423
Uitgaven onder artikel 8	1 537 810 647 507

Tekort zoals blijkt uit bijgaande tabel F F 327 292 742 084

B. Kapitaalverrichtingen:

Ontvangsten onder artikel 6 F	5 191 443 308
Uitgaven onder artikel 8	216 147 654 550

Tekort (tabel F) F 210 956 211 242

C. Verrichtingen der rijksschuld:

Ontvangsten: opbrengst der leningen onder artikel 6 F	333 404 760 022
Uitgaven: aflossing van de rijksschuld onder artikel 8	74 070 222 041

Ontvangstenexcedent (tabel F) . . . F 259 334 537 981

D. Alle verrichtingen samen:

Ontvangsten F	1 549 114 108 753
Uitgaven	1 828 028 524 098

Tekort voor het begrotingsjaar 1983 F 278 914 415 345

Deze som komt in meerdering van het bedrag van de uitgaven geordondanceerd boven de begrotingsmiddelen bij het afsluiten van het begrotingsjaar 1982. . . . F 1 281 911 647 324

Totaal F 1 560 826 062 669

Deze laatste som zal naar de rekening van het begrotingsjaar 1984 worden overgedragen.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre III. — Recettes et dépenses effectuées en exécution de la section particulière du budget

Art. 16. Le règlement définitif de la section particulière du budget de l'année 1983 est arrêté comme suit (tableau G):

1. Recettes: 473 859 442 986 francs;
2. Dépenses: 459 381 033 244 francs.

La justification ou la régularisation d'une partie de ces dépenses s'élevant à 37 660 666 502 francs est renvoyée à une année suivante, en application de l'article 32 de la loi du 28 juin 1963.

3. Excédent des recettes: 14 478 409 742 francs.

Cet excédent de recettes vient en augmentation du solde existant à la clôture de l'année budgétaire précédente, soit 43 293 923 875 francs.

Le résultat définitif ainsi obtenu, soit 57 772 333 617 francs.

Se décompose en un total de:

- Soldes créditeurs: 72 342 829 832 francs;
- Soldes débiteurs: 14 570 496 215 francs.

Il est transféré, dans cette décomposition, au compte de l'année budgétaire 1984.

Hoofdstuk III. — Ontvangsten en uitgaven gedaan ter uitvoering van de afzonderlijke sectie van de begroting

Art. 16. De eindregeling van de afzonderlijke sectie van de begroting wordt voor het jaar 1983 vastgesteld als volgt (tabel G):

1. Ontvangsten: 473 859 442 986 frank;
2. Uitgaven: 459 381 033 244 frank.

De verantwoording of regularisatie van een gedeelte van die uitgaven, 37 660 666 502 frank groot wordt, bij toepassing van artikel 32 van de wet van 28 juni 1963, naar een volgend jaar verwezen.

3. Ontvangstenexcedent: 14 478 409 742 frank.

Dit ontvangstenexcedent komt in vermeerdering van het overschot vastgesteld bij het afsluiten van het voorgaande begrotingsjaar nl. 43 293 923 875 frank.

Het aldus bekomen eindresultaat 57 772 333 617 frank groot, is samengesteld uit een totaal van:

- Creditsaldi: 72 342 829 832 frank;
- Debetsaldi: 14 570 496 215 frank.

In die samenstelling wordt het overgedragen naar de rekening van het begrotingsjaar 1984.

— Adopté.

Aangenomen.

*TITRE II. — Opérations effectuées en exécution des budgets des organismes d'intérêt public de catégorie A énumérés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954**Chapitre 1^{er}. — Années antérieures**Art. 17. Année 1977**Fonds des Routes*

(Institué par la loi du 9 août 1955)

Le règlement définitif du budget du Fonds des Routes s'établit pour l'année de gestion 1977 ainsi qu'il suit:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Travaux publics dans les limites des crédits d'engagement:

1 ^o Alloués par l'article 15 de la loi du 11 juillet 1977 contenant le budget du ministère des Travaux publics pour l'année 1977	F	13 610 000 000
2 ^o Reportés de l'année 1976		13 773 500 023

Ensemble F 27 383 500 023

Se montent à la somme de 13 610 000 000 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K (colonne 5)

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 13 773 500 023 francs, sont annulés pour 1 202 200 000 francs, et sont transférés à l'année de gestion suivante pour 12 571 300 023 francs (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 15 de la loi précitée du 11 juillet 1977, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 137 786 341 897 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 15 de la loi précitée du 11 juillet 1977	F	62 500 568 000
2 ^o Reportés de l'année 1976		11 402 293 022
3 ^o Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs		65 460 072 280
4 ^o A allouer pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs et sans crédit		12 570 783 392

Ensemble F 151 933 716 694

S'élèvent à la somme de 138 031 028 473 francs ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 11.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 13 902 688 221 francs sont annulés pour 3 849 693 094 francs et sont reportés à l'année 1977: 10 052 995 127 francs (voir tableau K, colonnes 9 et 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année 1977 s'établit comme suit:

Recettes (littéra b)	F	137 786 341 897
Dépenses (littéra c)		138 031 028 473

Excédent des dépenses F 244 686 576

Lequel compte tenu de l'excédent des recettes constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 850 151 213 francs fait apparaître au 31 décembre 1977, comme résultat budgétaire cumulé, un solde créditeur de 605 464 637 francs.

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 15 de la loi précitée du 11 juillet 1977, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 25 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1977 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	189 023 621
Dépenses		207 129 884

Solde négatif F 18 106 263

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1976, soit 113 546 624 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1977 à 95 440 361 francs.

*TITEL II. — Verrichtingen gedaan ter uitvoering van de begrotingen der instellingen van openbaar nut van categorie A, opgesomd in artikel 1, van de wet van 16 maart 1954**Hoofdstuk I. — Voorge jaren**Art. 17. Jaar 1977**Wegenfonds*

(Ingesteld bij de wet van 9 augustus 1955)

De eindregeling van de begroting van het Wegenfonds is, voor het beheersjaar 1977, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening, opgesteld onder het gezag van de minister van Openbare Werken, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 15 van de wet van 11 juli 1977, houdende de begroting van het ministerie van Openbare Werken voor het begrotingsjaar 1977: F 13 610 000 000
2° Overgedragen van het jaar 1976. 13 773 500 023

Samen F 27 383 500 023

Belopen de som van 13 610 000 000 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K (kolom 5).

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 13 773 500 023 frank, en worden geannuleerd voor 1 202 200 000 frank, worden naar het volgende beheersjaar overgedragen voor 12 571 300 023 frank (zie tabel K, kolom 6).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 11 juli 1977, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 137 786 341 897 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 15 van de bovenvermelde wet van 11 juli 1977 . F 62 500 568 000
2° Overgedragen van het jaar 1976. 11 402 293 022
3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 65 460 072 280
4° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden en zonder krediet. 12 570 783 392

Samen F 151 933 716 694

Belopen de som van 138 031 028 473 frank zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 11.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 13 902 688 221 frank, worden geannuleerd voor 3 849 693 094 frank en worden naar het begrotingsjaar 1977 overgedragen voor 10 052 995 127 frank (zie tabel K, kolommen 9 en 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting van het jaar 1977 worden vastgesteld als volgt:

— Ontvangsten (littera b). F 137 786 341 897
— Uitgaven (littera c). 138 031 028 473

Tekort F 244 686 576

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, 850 151 213 frank groot, het gecumuleerd begrotingsresultaat per 31 december 1977 terugbrengt op 605 464 637 frank.

e) Begroting voor orde

Bij artikel 15 van de bovengenoemde wet van 11 juli 1977 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op 25 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1977 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 189 023 621
Uitgaven 207 129 884

Tekort F 18 106 263

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1976, zegge 113 546 624 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1977 terugbrengt op 95 440 361 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

Art. 18. Année 1980

§ 1. Régie des Voies aériennes

(Instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1980 ainsi qu'il suit:

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 12 de la loi du 11 juin 1980 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1980 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 3 698 840 082 francs

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 12 de la loi du 11 juin 1980 précitée et valablement modifiés par les décisions ministérielles, soit F 4 295 972 000
2° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs 454 370 781

Ensemble F 4 750 342 781

Se montent à la somme de 4 339 456 458 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8 ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 410 886 323 francs, sont annulés (tableau K, colonne 10).

c) Résultat général

Le résultat général du budget de l'année 1980 s'établit comme suit:

Recettes F 3 698 840 082
Dépenses 4 339 456 458

Excédent de dépenses F 640 616 376

Lequel, compte tenu de l'excédent de recettes existant à la clôture de l'année 1979, soit 1 169 876 256,73 francs, ramène l'excédent de recettes au 31 décembre 1980 à 529 259 880,73 francs.

d) Budget pour ordre

En vertu de l'article 12 de la loi précitée du 11 juin 1980 contenant le budget des Communications pour l'année 1980, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 280 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1980 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F 300 753 594
Dépenses 379 350 593

Excédent de dépenses F 78 596 999

Lequel, ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 8 931 897 francs, fait apparaître au 31 décembre 1980 un excédent de dépenses de 87 528 896 francs.

Art. 18. Année 1980

§ 1. Régie der Luchtwezen

(Ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtwezen is voor het beheersjaar 1980 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 12 van de wet van 11 juni 1980 houdende de

begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1980 belopen zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 3 698 840 082 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 12 van de bovenvermelde wet van 11 juni 1980 en geldig gewijzigd bij ministeriële beslissingen, zegge F 4 295 972 000

2° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden 454 370 781

Samen F 4 750 342 781

Belopen de som van 4 339 456 458 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 410 886 323 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1980 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten F 3 698 840 082
Uitgaven 4 339 456 458

Tekort F 640 616 376

Dat, rekening gehouden met het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1979, 1 169 876 256,73 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1980 terugbrengt tot 529 259 880,73 frank.

d) Begroting voor orde

Bij artikel 12 van de bovenvermelde wet van 11 juni 1980 houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1980, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde geraamd op 280 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1980 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 300 753 594
Uitgaven 379 350 593

Tekort F 78 596 999

Gevoegd bij het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, zegge 8 931 897 frank, vertoont op 31 december 1980 een tekort van 87 528 896 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 19. Année 1981

§ 1. Régie des Voies aériennes

(Instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget du Fonds de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1981 ainsi qu'il suit:

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 13 de la loi du 31 juillet 1981 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1981 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 4 352 431 239 francs

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 13 de la loi du 31 juillet 1981 précitée et valablement modifiés par les décisions ministérielles prises en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954, soit F 4 584 203 000

2° A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs 31 485 164

Ensemble F 4 615 688 164

Se montent à la somme de 4 217 993 791 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8, ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 397 694 373 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat final

Le résultat général du budget de l'année 1981 s'établit comme suit:

Recettes F 4 352 431 239
Dépenses 4 217 993 791

Excédent des recettes F 134 437 448

Lequel, compte tenu de l'excédent de recettes existant à la clôture de l'année 1980, soit 529 259 880,73 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 663 697 328,73 francs.

d) Budget pour ordre

En vertu de l'article 13 de la loi précitée du 31 juillet 1981 contenant le budget des Communications pour l'année 1981, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 484 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1981 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F 392 539 429
Dépenses 370 056 931

Excédent de recettes F 22 482 498

Lequel, compte tenu du solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 87 528 896 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1981, un excédent de dépenses de 65 046 398 francs.

§ 2. Régie des Télégraphes et des Téléphones

(Instituée par la loi du 19 juillet 1930)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones s'établit comme suit:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 8 de la loi du 20 juillet 1981 contenant le budget du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année 1981 F 17 000 000 000

2° Augmentés conformément au tableau du budget annexé à la loi du 20 juillet 1981 précitée (articles 4 et 11) 8 224 358 000

3° Ajoutés au-delà du montant initial des crédits d'engagement non limitatifs 16 642 000

Ensemble F 25 241 000 000

Se montent à 24 434 000 000 de francs, ainsi qu'il ressort du tableau K (colonne 5).

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 807 000 000 de francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 6).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte et qui sont déterminées par l'article 8 de la loi du 20 juillet 1981, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 113 119 919 583 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués conformément par l'article 7 de la loi du 20 juillet 1981 précitée F 106 961 720 000

2° Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954. 6 739 770 000

3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs. 1 272 588 470

Ensemble F 114 974 078 470

S'élèvent à 113 994 708 055 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 979 370 415 francs, sont annulés (tableau K, colonne 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année 1981 s'établit comme suit:

Recettes (littéra b)	F	113 119 919 583
Dépenses (littéra c)		113 994 708 055

Excédent des dépenses	F	874 788 472
---------------------------------	---	-------------

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 8 de la loi précitée du 20 juillet 1981, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées respectivement à 14 309 766 000 francs et 13 786 671 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	13 344 842 450
Dépenses		13 095 919 703

Excédent des recettes	F	248 922 747
---------------------------------	---	-------------

f) Résultat général cumulé

Ce résultat, pour l'année de gestion 1981 s'établit comme suit:

Recettes	F	126 464 762 033
Dépenses		127 090 627 758

Excédent des dépenses	F	625 865 725
---------------------------------	---	-------------

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la fin de l'année 1980, soit 2 054 593 709 francs, ramène l'excédent des recettes au 31 décembre 1981 à 1 428 727 984 francs.

Art. 19. Année 1981

§ 1. Régie der Luchtwegen

(Ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtwegen is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 13 van de wet van 31 juli 1981 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1981 belopen zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 4 352 431 239 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 31 juli 1981 en geldig gewijzigd bij ministeriële beslissingen genomen bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954 F 4 584 203 000

2° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden 31 485 164

Samen	F	4 615 688 164
-----------------	---	---------------

Belopen de som van 4 217 993 791 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 397 694 373 frank worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1981 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten	F	4 352 431 239
Uitgaven		4 217 993 791

Overschot	F	134 437 448
---------------------	---	-------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1980, 529 259 880,73 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1981 opvoert tot 663 697 328,73 frank.

d) Begroting voor orde

Bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 31 juli 1981, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1981, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde geraamd op 484 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	392 539 429
Uitgaven		370 056 931

Overschot	F	22 482 498
---------------------	---	------------

Rekening houdend met het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, 87 528 896 frank, wordt dit op 31 december 1981 teruggebracht tot 65 046 398 frank.

§ 2. Régie van Telegrafie en Telefonie

(Ingesteld bij de wet van 19 juli 1930)

De eindregeling van de begroting der Regie van Telegrafie en Telefonie is voor het beheersjaar 1981 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 8 van de wet van 20 juli 1981, houdende de begroting van het ministerie van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1981 F 17 000 000 000

2° Verhoogd overeenkomstig de begrotingstabel bij de bovengenoemde wet van 20 juli 1981 (artikels 4 en 11) 8 224 358 000

3° Toegevoegd voor de vastleggingen boven het aanvankelijk bedrag van de niet-limitatieve vastleggingskredieten. 16 642 000

Samen	F	25 241 000 000
-----------------	---	----------------

Belopen de som van 24 434 000 000 frank, zoals blijkt uit tabel K (kolom 5).

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 807 000 000 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekeningen die bepaald zijn bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 20 juli 1981, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 113 119 919 583 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend overeenkomstig artikel 8 van de bovengenoemde wet van 20 juli 1981 F 106 961 720 000

2° Toegevoegd bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954 6 739 770 000

3° Toegevoegd voor de uitgaven die de niet-limitatieve kredieten overschrijden 1 272 588 470

Samen	F	114 974 078 470
-----------------	---	-----------------

Belopen de som van 113 994 708 055 frank, zoals blijkt uit tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 979 370 415 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10)

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting van het beheersjaar 1981 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b)	F	113 119 919 583
Uitgaven (littera c)		113 994 708 055
Tekort	F	874 788 472

e) Begroting voor orde

Bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 20 juli 1981 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op respectievelijk 14 309 766 000 frank en 13 786 671 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1981 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	13 344 842 450
Uitgaven		13 095 919 703

Overschot	F	248 922 747
---------------------	---	-------------

f) Gecumuleerde algemene uitslag

Die uitslag, voor het beheersjaar 1981, wordt vastgesteld als volgt:

Ontvangsten	F	126 464 762 033
Uitgaven		127 090 627 758

Tekort	F	625 865 725
------------------	---	-------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het beheersjaar 1980, zegge 2 054 593 709 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1981 brengt op 1 428 727 984 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Art. 20. Année 1982

§ 1^{er}. Régie des Voies aériennes

(Instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1982 ainsi qu'il suit:

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 13 de la loi du 10 novembre 1982 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1982 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 4 916 218 166 francs.

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 13 de la loi du 10 novembre 1982 précitée soit	F	5 109 060 000
2 ^o A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs		3 463 534

Ensemble	F	5 112 523 534
--------------------	---	---------------

Se montent à la somme de 4 385 643 404 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8, ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 726 880 130 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général

Le résultat général du budget de l'année 1982 s'établit comme suit:

Recettes	F	4 916 218 166
Dépenses		4 385 643 404

Excédent des recettes:	F	530 574 762
----------------------------------	---	-------------

Lequel, compte tenu de l'excédent de recettes existant à la clôture de l'année 1981, soit 663 697 328,73 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 1 194 272 090,73 francs.

d) Budget pour ordre

En vertu de l'article 13 de la loi précitée du 10 novembre 1982, contenant le budget des Communications pour l'année 1982, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 374 200 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1982 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	472 671 815
Dépenses		465 244 054

Excédent de recettes	F	7 427 761
--------------------------------	---	-----------

Lequel, ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 65 046 398 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1982, un excédent de dépenses de 57 618 637 francs.

§ 2. Régie des Télégraphes et des Téléphones

(Instituée par la loi du 19 juillet 1930)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones s'établit comme suit pour l'année de gestion 1982:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones dans les limites des crédits d'engagement:

1 ^o Alloués par l'article 7 de la loi du 22 décembre 1982 contenant le budget du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1982	F	17 000 000 000
--	---	----------------

2 ^o Augmentés conformément au tableau du budget annexé à la loi du 22 décembre 1982 précitée (art. 4 et 11)		5 969 534 000
--	--	---------------

Ensemble	F	22 969 534 000
--------------------	---	----------------

Se montent à 22 446 600 000 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 522 934 000 francs, sont annulés (tableau K, colonne 7).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte et qui sont déterminées par l'article 7 de la loi précitée du 22 décembre 1982, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 103 690 586 851 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués conformément à l'article 7 de la loi du 22 décembre 1982 précitée	F	93 769 139 000
--	---	----------------

2 ^o Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.		4 963 965 000
---	--	---------------

3 ^o Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs.		5 988 958 475
--	--	---------------

Ensemble	F	104 722 062 475
--------------------	---	-----------------

S'élèvent à 102 794 833 120 francs ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 1 927 229 355 francs, sont annulés (tableau K, colonne 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit:

Recettes (littera b)	F	103 690 586 851
Dépenses (littera c)		102 794 833 120

Excédent des recettes	F	895 753 731
---------------------------------	---	-------------

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 7 de la loi précitée du 22 décembre 1982, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées respectivement à 14 668 759 000 francs et 14 293 876 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1982 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	15 110 013 156
Dépenses		14 715 008 566

Excédent des recettes F 395 004 590

f) Résultat général cumulé

Ce résultat, pour l'année de gestion 1982, s'établit comme suit:

Recettes	F	118 800 600 007
Dépenses		117 509 841 686

Excédent des recettes F 1 290 758 321

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la fin de l'année 1981, soit 1 428 727 984 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 2 719 486 305 francs.

§ 3. Régie des Postes

(Instituée par la loi du 6 juillet 1971)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Postes s'établit pour l'année de gestion 1982 ainsi qu'il suit:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications, des Postes, Télégraphes et Téléphones, dans les limites des crédits d'engagement alloués par l'article 8 de la loi du 22 décembre 1982 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1982: 1 037 900 000 francs, se montent à la somme de 993 736 976 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K ci-joint, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 44 163 024 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 7).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte, prévues par l'article 8 de la loi précitée du 22 décembre 1982 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, ci-joint, à la somme de 35 860 237 216 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 8 de la loi du 22 décembre 1982 précitée F 36 037 364 000

2° Complément de provision (arrêté royal du 22 décembre 1982) 1 014 300 000

3° Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs. 7 373 414

Ensemble F 37 059 037 414

Se montent à la somme de 36 558 481 803 francs ainsi qu'il ressort du tableau K ci-annexé, colonne 8.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 500 555 611 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1982 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes (littéra b)	F	35 860 237 216
Dépenses (littéra c)		36 558 481 803

Excédent des dépenses F 698 244 587

Ajouté au solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 5 369 827 018 francs, fait apparaître un résultat budgétaire débiteur cumulé au 31 décembre 1982 de 6 068 071 605 francs.

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 8 de la loi du 22 décembre 1982 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année 1982, les recettes pour ordre sont évaluées à 14 910 777 000 000 de francs et les dépenses pour ordre à 14 901 079 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1982 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes	F	15 297 193 385 415
Dépenses		15 285 354 125 544

Excédent des recettes F 11 839 259 871

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1981, soit 212 710 721 652 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1982 à 224 549 981 523 francs.

Art. 20. Jaar 1982

§ 1. Regie der Luchtweegen

(Ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtweegen is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 13 van de wet van 10 november 1982 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1982 belopen zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 4 916 218 166 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 10 november 1982 F 5 109 060 000

2° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden 3 463 534

Samen F 5 112 523 534

Belopen de som van 4 385 643 404 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 726 880 130 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1982 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten	F	4 916 218 166
Uitgaven		4 385 643 404

Overschot F 530 574 762

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1981, 663 697 328,73 frank het ontvangstenexcedent op 31 december 1982 opvoert tot 1 194 272 090,73 frank.

d) Begroting voor orde

Bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 10 november 1982, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1982, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde geraamd op 374 200 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	472 671 815
Uitgaven		465 244 054

Overschot F 7 427 761

Rekening houdend met het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar, 65 046 398 frank, wordt dit op 31 december 1982 teruggebracht tot 57 618 637 frank.

§ 2. Regie van Telegrafie en Telefonie

(Ingesteld bij de wet van 19 juli 1930)

De eindregeling van de begroting der Regie van Telegrafie en Telefonie is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 7 van de wet van 22 december 1982 houdende de begroting van het ministerie van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1982 F 17 000 000 000

2° Verhoogd overeenkomstig de begrotingstabel bij de bovengenoemde wet van 22 december 1982 (art. 4 en 11). 5 969 534 000

Samen F 22 969 534 000

Belopen de som van 22 446 600 000 frank, zoals blijkt uit de tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 522 934 000 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 7 van de bovengenoemde wet van 22 december 1982 belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 103 690 586 851 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend overeenkomstig artikel 7 van de bovengenoemde wet van 22 december 1982 F 93 769 139 000

2° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954 4 963 965 000

3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet limitatieve kredieten 5 988 958 475

Samen F 104 722 062 475

Belopen de som van 102 794 833 120 frank, zoals blijkt uit de tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 1 927 229 355 frank, worden geannuleerd (tabel K, kolom 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1982 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b) F 103 690 586 851
Uitgaven (littera c) 102 794 833 120

Overschot F 895 753 731

e) Begroting voor orde

Bij artikel 7 van de bovengenoemde wet van 22 december 1982 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op respectievelijk 14 668 759 000 frank en 14 293 876 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 15 110 013 156
Uitgaven 14 715 008 566

Overschot F 395 004 590

f) Gecumuleerde algemene uitslag

Die uitslag, voor het beheersjaar 1982, wordt vastgesteld als volgt:

Ontvangsten F 118 800 600 007
Uitgaven 117 509 841 686

Overschot F 1 290 758 321

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het beheersjaar 1981, zegge 1 428 727 984 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1982 brengt op 2 719 486 305 frank.

§ 3. Regie der Posterijen

(Ingesteld bij de wet van 6 juli 1971)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Posterijen is voor het beheersjaar 1982 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen, der Posterijen, Telegrafie en Telefonie opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten toegekend bij artikel 8 van de wet van 22 december 1982, houdende begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1982: 1 037 900 000 frank, belopen de som van 993 736 976 frank zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 44 163 024 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 22 december 1982 belopen zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 35 860 237 216 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 22 december 1982 . F 36 037 364 000

2° Bijkomende provisie (koninklijk besluit van 2 december 1982 1 014 300 000

3° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 7 373 414

Samen F 37 059 037 414

Belopen de som van 36 558 481 803 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 500 555 611 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1982 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera b) F 35 860 237 216
Uitgaven (littera c) 36 558 481 803

Tekort F 698 244 587

Gevoegd bij het tekort van 5 369 827 018 vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1982 een tekort van 6 068 071 605 frank.

e) Begroting voor orde

Bij artikel 8 van de wet van 22 december 1982 houdende de begroting van de Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het jaar 1982, worden de ontvangsten voor orde geraamd op 14 910 777 000 000 frank en de uitgaven voor orde op 14 901 079 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1982 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F 15 297 193 385 415
Uitgaven 15 285 354 125 544

Overschot F 11 839 259 871

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1981, zegge 212 710 721 652 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1982 opvoert tot 224 549 981 523 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

Chapitre II. — Année courante

Art. 21.

§ 1^{er}. Régie des Voies aériennes

(Instituée par l'arrêté-loi du 20 novembre 1946)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Voies aériennes s'établit pour l'année de gestion 1983 ainsi qu'il suit:

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 11 de la loi du 12 juillet 1983 contenant le budget des Communications pour l'année budgétaire 1983 s'élèvent ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à 5 437 922 969 francs.

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1^o Alloués par l'article 11 de la loi du 12 juillet 1983 précitée F 5 235 684 000
2^o A allouer pour les dépenses effectuées au-delà des crédits limitatifs 6 361 725

Ensemble F 5 242 045 725

Se montent à la somme de 4 007 188 146 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8, ci-joint.

Les crédits de paiement excédant les dépenses, soit 1 234 857 579 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général

Le résultat général du budget de l'année 1983 s'établit comme suit:

Recettes F 5 437 922 969
Dépenses 4 007 188 146

Excédent des recettes F 1 430 734 823

Lequel, compte tenu de l'excédent de recettes existant à la clôture de l'année 1982 soit 1 194 272 090,73 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1983 à 2 625 006 913,73 francs.

d) Budget pour ordre

En vertu de l'article 11 de la loi précitée du 12 juillet 1983, contenant le budget des Communications pour l'année 1983, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées à 396 160 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F 226 580 447
Dépenses 168 153 770

Excédent de recettes F 58 426 677

Lequel, compte tenu du solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 57 618 637 francs, fait apparaître, au 31 décembre 1983, un excédent de recettes de 808 040 francs.

§ 2. Régie des Télégraphes et des Téléphones

(Instituée par la loi du 19 juillet 1930)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Télégraphes et des Téléphones s'établit comme suit pour l'année de gestion 1983:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Postes, Télégraphes et Téléphones dans les limites des crédits d'engagement:

1^o Alloués par l'article 7 de la loi du 29 juillet 1983 contenant le budget du ministère des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année 1983 F 15 016 600 000
2^o Augmentés conformément à l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1983 précitée 2 000 000 000

3^o Augmentés conformément au tableau du budget annexé à la loi du 29 juillet 1983 précitée (art. 4 et 11)

6 244 520 000

Ensemble F 23 261 120 000

Se montent à 22 454 600 000 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 806 520 000 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 7).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte et qui sont déterminées par l'article 7 de la loi précitée du 29 juillet 1983, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H ci-annexé, colonne 3, à la somme de 123 389 072 176 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1^o Alloués par l'article 7 de la loi du 29 juillet 1983 précitée F 120 326 702 000

2^o Augmentés conformément à l'article 1^{er} de la loi du 29 juillet 1983 précitée 50 000 000

3^o Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs 6 460 562 287

Ensemble F 126 837 264 287

S'élèvent à 120 701 953 459 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 6 135 310 828 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1983 s'établit comme suit:

Recettes (littera b) F 123 389 072 176
Dépenses (littera c) 120 701 953 459

Excédent des recettes F 2 687 118 717

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 7 de la loi précitée du 28 juillet 1983, les recettes et les dépenses pour ordre sont estimées respectivement à 16 363 933 000 francs et 16 047 287 000 francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F 14 947 854 542
Dépenses 14 542 267 032

Excédent des recettes F 405 587 510

f) Résultat général cumulé

Ce résultat, pour l'année de gestion 1983, s'établit comme suit:

Recettes F 138 336 926 718
Dépenses 135 244 220 491

Excédent des recettes F 3 092 706 227

Lequel, compte tenu de l'excédent des recettes existant à la fin de l'année 1983, soit 2 719 486 305 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1983 à 5 812 192 532 francs.

§ 3. Régie des Postes

(Instituée par la loi du 6 juillet 1971.)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Postes s'établit pour l'année de gestion 1983 ainsi qu'il suit:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et des Postes, Télégraphes et Téléphones, dans les limites des crédits d'engagement alloués par l'article 8 de la loi du 29 juillet 1983 contenant le budget des Postes,

Télégraphes et Téléphones pour l'année budgétaire 1983: 1 869 000 000 de francs, se montent à la somme de 1 859 692 361 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K ci-joint, colonne 5.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 9 307 639 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 7).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte, prévues par l'article 8 de la loi précitée du 29 juillet 1983 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, ci-joint, à la somme de 40 845 659 749 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 8 de la loi du 29 juillet 1983 précitée F	40 110 371 000
2 ^o Réduits par la loi d'ajustement du 20 juillet 1984.	330 500 000
3 ^o Augmentés par l'affectation du crédit provisionnel « index » prévu au budget du ministère des Finances	292 000 000
4 ^o Ajoutés pour les dépenses faites au-delà du montant initial des crédits non limitatifs.	6 563 974
Ensemble F	40 078 434 974

Se montent à la somme de 39 113 668 625, ainsi qu'il ressort du tableau K ci-annexé, colonne 8.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 964 766 349 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes (littera b) F	40 845 659 749
Dépenses (littera c)	39 113 668 625
Excédent des recettes F	1 731 991 124

Lequel déduit du solde débiteur constaté à la clôture de l'année de gestion précédente, soit 6 068 071 605 francs, fait apparaître un résultat budgétaire débiteur cumulé au 31 décembre 1983 de 4 336 080 481 francs.

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 8 de la loi précitée du 29 juillet 1983 contenant le budget des Postes, Télégraphes et Téléphones pour l'année 1983, les recettes pour ordre sont évaluées à 16 314 824 000 000 de francs et les dépenses pour ordre à 16 336 634 000 000 de francs.

Le résultat final du budget pour ordre de l'année 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F	16 563 282 730 222
Dépenses	16 480 514 015 525
Excédent des recettes F	82 768 715 097

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1982, soit 224 549 981 523 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1983 à 307 318 969 620 francs.

§ 4. Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales

(Créé par l'article 6 de la loi du 6 juillet 1973 modifiant la loi du 23 décembre 1963 sur les hôpitaux)

Le règlement définitif du budget du Fonds de construction d'institutions hospitalières et médico-sociales s'établit comme suit, pour l'année de gestion 1983:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Santé publique et de la Famille, dans les limites des crédits d'engagement:

1^o Alloués par le décret du 1^{er} juin 1983, contenant le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1983; par le décret du 10 février 1983 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1983; par la loi du 9 juin 1983 contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone de l'année 1983; par la loi du 9 mars 1983 contenant le budget de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1983, en tant qu'il vise les secteurs nouveaux ou bicommunautaires de l'organisme, soit F

3 512 100 000

Ce montant est réparti comme suit:

- Pour la Communauté flamande	2 482 000 000
- Pour la Communauté française	570 000 000
- Pour la Communauté germanophone	60 100 000
- Pour le secteur bicommunautaire	400 000 000
2 ^o Reportés de l'année 1982	2 370 093 000

3^o Alloués pour les dépenses effectuées au-delà du montant des crédits limitatifs (Communauté flamande)

23 027 000

4^o Les diminutions de crédit de

2 370 093 000

Dont

- Pour la Communauté flamande	1 250 280 000
- Pour la Communauté française	686 882 000
- Pour la Communauté germanophone	248 700 000
- Pour le secteur bicommunautaire	184 231 000

Ensemble F

3 535 127 000

S'élèvent à 3 407 165 000 francs

Ces engagements imputés se répartissent comme suit:

- Pour la Communauté flamande	2 504 754 000
- Pour la Communauté française	569 550 000
- Pour la Communauté germanophone	21 861 000
- Pour le secteur bicommunautaire	311 000 000

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit la somme de 127 962 000 francs sont reportés à l'année budgétaire 1984 en vertu des dispositions de l'article 11 de la loi du 9 mars 1983 contenant le budget du ministère de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1983 (tableau K, colonnes 2, 3, 4, 5 et 6).

Ils se répartissent comme suit:

- Pour la Communauté flamande	273 000
- Pour la Communauté française	450 000
- Pour la Communauté germanophone	38 239 000
- Pour le secteur bicommunautaire	89 000 000

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, colonne 3, en annexe, à la somme de 6 148 138 845 francs.

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte dans les limites des crédits de paiement:

1^o Alloués par le décret du 1^{er} juin 1983, contenant le budget de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 1983; par le décret du 10 février 1983 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1983; par la loi du 9 juin 1983 contenant le budget des matières personnalisables de la Communauté germanophone de l'année 1983; par la loi du 9 mars 1983 contenant le budget de la Santé publique et de la Famille de l'année budgétaire 1983, en tant qu'il vise les secteurs nouveaux ou bicommunautaires de l'organisme . . . F

6 978 150 000

Ils se répartissent comme suit:

- Pour la Communauté flamande	3 001 000 000
---	---------------

- Pour la Communauté française . . .	970 700 000
- Pour la Communauté germanophone . .	45 000 000
- Pour le secteur bicommunautaire . . .	317 600 000
- Pour les affaires de l'ex-national . . .	828 900 000
- Pour les affaires ex-Région	1 729 000 000
- Pour les affaires nationales	85 950 000
2° Transférés de l'année 1982 à l'année budgétaire 1983 (tableau K, colonne 3) .	1 465 635 485
3° Les majorations de crédit de	39 000 387
Dont	
— Alloués par l'arrêté royal du 5 décembre 1983 qui transfère une dotation supplémentaire au secteur bicommunautaire: .	38 000 000
— Alloués par le décret du 22 décembre 1983 ajustant le budget de la Communauté française 1983	1 000 000
— La majoration pour ajustement technique prélevée sur les crédits transférables de 1982 et abandonnés par l'organisme — affaires antérieurement régionales . .	387
4° Les diminutions de crédit de	1 380 118 155

§ 5. Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires

(Institué par l'arrêté-loi du 14 décembre 1940 — prorogé par la loi du 12 juillet 1952)

Le règlement définitif du budget de l'Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires s'établit pour l'année de gestion 1983 ainsi qu'il suit:

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre de la Défense nationale et prévues par l'article 29 de la loi du 22 juin 1983, contenant le budget du ministère de la Défense nationale pour l'année budgétaire 1983 s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 169 714 450 francs.

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1° Alloués par l'article 29 de la loi du 26 juin 1983 précitée F	171 982 000
2° Réduits en raison des lois du 20 juin et 5 avril 1984 ajustant les budgets de la Défense nationale et de la Gendarmerie pour 1983	3 200 000

Ensemble F 168 782 000

Se montent à la somme de 166 542 955 francs, ainsi qu'il ressort du tableau K, colonne 8.

Les crédits de paiement qui dépassent les dépenses, soit 2 239 045 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F	169 714 450
Dépenses	166 542 955
Excédent des recettes F	3 171 495

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 26 373 518 francs porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1983 à 29 545 013 francs.

§ 6. Office régulateur de la navigation intérieure

(Institué par arrêté-loi du 12 décembre 1944)

Le règlement définitif du budget de l'Office régulateur de la Navigation intérieure s'établit pour l'année de gestion 1983 ainsi qu'il suit:

Ann. parl. Sénat de Belgique — Session ordinaire 1989-1990
Parlem. Hand. Belgische Senaat — Gewone zitting 1989-1990

a) Recettes

Les recettes enregistrées dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications et prévues par l'article 12 de la loi du 12 juillet 1983 contenant le budget du ministère des Communications pour l'année budgétaire 1983, s'élèvent, ainsi qu'il ressort du tableau H, ci-annexé, colonne 3, à la somme de 91 469 517 francs.

b) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement alloués par l'article 12 de la loi précitée du 12 juillet 1983 (143 049 000 francs), se montent à la somme de 96 513 928 francs, ainsi qu'il ressort du tableau ci-joint, colonne 8.

Les crédits de paiement, excédant les dépenses, soit 46 535 072 francs, sont annulés (voir tableau K, colonne 10).

c) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année 1983 s'établit comme suit (voir tableau H):

Recettes F	91 469 517
Dépenses	96 513 928

Excédent de dépenses F 5 044 411

Lequel, si l'on tient compte de l'excédent des recettes sur les dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 96 059 048 francs, porte au 31 décembre 1983 l'excédent des recettes à 91 014 637 francs.

d) Budget pour ordre

En vertu de l'article 12 de la loi précitée du 12 juillet 1983 contenant le budget des Communications pour l'année 1983, les recettes pour ordre sont évaluées à 7 550 000 francs et les dépenses pour ordre à 7 540 000 francs.

Le compte définitif du budget pour ordre s'établit comme suit pour l'année 1983 (voir tableau H):

Recettes F	7 625 659
Dépenses	7 655 410

Excédent de dépenses F 29 751

Qui, tenant compte de l'excédent des recettes à la fin de l'année de gestion précédente soit 977 719 francs, présente, au 31 décembre 1983, comme résultat budgétaire cumulé, un solde créditeur de 947 968 francs.

§ 7. Régie des Transports maritimes

(Instituée par la loi du 1^{er} juillet 1971)

Le règlement définitif du budget de la Régie des Transports maritimes, s'établit ainsi qu'il suit, pour l'année de gestion 1983:

a) Engagements

Les engagements constatés dans le compte établi sous l'autorité du ministre des Communications dans les limites des crédits d'engagement:

1° Alloués par l'article 13 de la loi du 12 juillet 1983 contenant le budget du ministère des Communications pour l'année 1983 F	195 000 000
2° Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.	74 000 000

Ensemble F 269 000 000

Se montent à (voir tableau K, colonne 5) 161 650 665 francs.

Les crédits d'engagement excédant les engagements, soit 107 349 335 francs sont annulés (voir tableau K, colonnes 2, 5 et 7).

b) Recettes

Les recettes enregistrées dans ledit compte et prévues par l'article 13 de la loi du 12 juillet 1983 précitée s'élèvent à 4 450 128 860 francs (tableau H, colonne 3).

c) Dépenses

Les dépenses constatées dans ledit compte, dans les limites des crédits de paiement:

1 ^o Alloués par l'article 13 de la loi du 12 juillet 1983 précitée F	5 203 408 000
2 ^o Alloués en application de l'article 5 de la loi du 16 mars 1954.	22 152 000

Ensemble F 5 225 560 000

Se montent à la somme de 4 891 136 998 francs.

Les crédits de paiement excédant les dépenses soit 334 423 002 francs sont annulés (voir tableau K, colonnes 7, 8 et 10).

d) Résultat général

Le résultat définitif du budget de l'année de gestion 1983 s'établit comme suit:

Recettes F	4 450 128 860
Dépenses	4 891 136 998

Solde négatif F 441 008 138

Lequel, compte tenu de l'excédent des dépenses existant à la clôture de l'année précédente, soit 758 036 106 francs, fait apparaître au 31 décembre 1983 comme résultat budgétaire cumulé, un solde débiteur de 1 119 044 244 francs.

e) Budget pour ordre

En vertu de l'article 13 de la loi précitée du 12 juillet 1983 contenant le budget des Communications, les recettes et les dépenses pour ordre, sont toutes deux évaluées à 1 689 949 000 francs.

Le règlement définitif du budget pour ordre de l'année 1983 est fixé comme suit (voir tableau H):

Recettes F	1 913 404 644
Dépenses	1 817 033 024

Excédent de recettes F 96 371 620

Qui, compte tenu de l'excédent des recettes sur les dépenses au 31 décembre 1982 soit 118 797 047 francs, porte l'excédent des recettes au 31 décembre 1983 à 215 168 667 francs.

Hoofdstuk II. — Lopend jaar

Art. 21.

§ 1^{er}. Regie der Luchtwegen

(Ingesteld bij besluitwet van 20 november 1946)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Luchtwegen is voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 11 van de wet van 12 juli 1983 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1983 belopen zoals blijkt uit bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van: 5 437 922 969 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1 ^o Toegekend bij artikel 11 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1983 F	5 235 684 000
2 ^o Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden	6 361 725

Samen F 5 242 045 725

Belopen de som van 4 007 188 146 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 1 234 857 579 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1983 zijn vastgesteld als volgt:

Ontvangsten F	5 437 922 969
Uitgaven	4 007 188 146

Overschot F 1 430 734 823

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar 1982, 1 194 272 090,73 frank, het ontvangstenexcedent op 31 december 1983 opvoert tot 2 625 006 913,73 frank.

d) Begroting voor orde

Bij artikel 11 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1983, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1983, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde geraamd op 396 160 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1983 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	226 580 447
Uitgaven	168 153 770

Ontvangstenexcedent F 58 426 677

Rekening houdend met het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar 57 618 637 frank, wordt dit op 31 december 1983 een ontvangstenoverschot van 808 040 frank.

§ 2. Regie van Telegrafie en Telefonie

(Ingesteld bij de wet van 19 juli 1930)

De eindregeling van de begroting der Regie van Telegrafie en Telefonie is voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Posterijen, Telegrafie en Telefonie, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1^o Toegekend bij artikel 7 van de wet van 29 juli 1983, houdende de begroting van het ministerie van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1983 F 15 016 600 000

2^o Verhoogd overeenkomstig artikel 1 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983. 2 000 000 000

3^o Verhoogd overeenkomstig de begrotingstabel bij de bovengenoemde wet van 29 juli 1983 (art. 4 en 11): 6 244 520 000

Samen F 23 261 120 000

Belopen de som van 22 454 600 000 frank, zoals blijkt uit tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 806 520 000 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 7 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 123 389 072 176 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1^o Toegekend bij artikel 7 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983 F 120 326 702 000

2^o Verhoogd overeenkomstig artikel 1 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983. 50 000 000

3^o Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijke bedrag niet-limitatieve kredieten 6 460 562 287

Samen F 126 837 264 287

Belopen de som van 120 701 953 459 frank, zoals blijkt uit tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 6 135 310 828 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1983 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten (littera b) F	123 389 072 176
Uitgaven (littera c)	120 701 953 459

Overschot F	2 687 118 717
-----------------------	---------------

e) Begroting voor orde

Bij artikel 7 van de bovengenoemde wet van 28 juli 1983 worden de ontvangsten en de uitgaven voor orde geraamd op respectievelijk 16 363 933 000 frank en 16 047 287 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1983 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	14 947 854 542
Uitgaven	14 542 267 032

Overschot F	405 587 510
-----------------------	-------------

f) Gecumuleerde algemene uitslag

Die uitslag, voor het beheersjaar 1983, wordt vastgesteld als volgt:

Ontvangsten F	138 336 926 718
Uitgaven	135 244 220 491

Overschot F	3 092 706 227
-----------------------	---------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het beheersjaar 1983, zegge 2 719 486 305 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1983 brengt op 5 812 192 532 frank.

§ 3. Regie der Posterijen

(Ingesteld bij de wet van 6 juli 1971.)

De eindregeling van de begroting van de Regie der Posterijen is voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en Posterijen, Telegrafie en Telefonie, opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten toegekend bij artikel 8 van de wet van 29 juli 1983, houdende de begroting van Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het begrotingsjaar 1983: 1 869 000 000 frank, belopen de som van 1 859 692 361 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 5.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 9 307 639 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening en die bepaald zijn bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 40 845 659 749 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 8 van de bovengenoemde wet van 29 juli 1983 F	40 110 371 000
--	----------------

2° Verminderd door de aanpassingswet van 20 juli 1984	330 500 000
---	-------------

3° Verhoogd door de bestemming van het provisioneel krediet «index», voorzien in de begroting van het ministerie van Financien	292 000 000
--	-------------

4° Toegevoegd voor de uitgaven gedaan boven het aanvankelijk bedrag niet-limitatieve kredieten	6 563 974
--	-----------

Samen F	40 078 434 974
-------------------	----------------

Belopen de som van 39 113 668 625 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 964 766 349 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1983 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten (littera b) F	40 845 659 749
Uitgaven (littera c)	39 113 668 625

Overschot F	1 731 991 124
-----------------------	---------------

Dit resultaat, in mindering gebracht bij het tekort van 6 068 071 605 frank, vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar brengt het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1983 terug tot een tekort van 4 336 080 481 frank.

e) Begroting voor orde

Bij artikel 8 van de wet van 29 juli 1983 houdende de begroting van de Posterijen, Telegrafie en Telefonie voor het jaar 1983, worden de ontvangsten voor orde geraamd op 16 314 824 000 000 frank en de uitgaven voor orde op 16 336 634 000 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1983 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	16 563 282 730 222
Uitgaven	16 480 514 015 525

Overschot F	82 768 715 097
-----------------------	----------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1982, 224 549 981 523 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1983 opvoert tot 307 318 969 620 frank.

§ 4. Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen

(Opgericht bij artikel 6 van de wet van 6 juli 1973 tot wijziging van de wet van 23 december 1963 op de ziekenhuizen)

De eindregeling van de begroting van het Fonds voor de bouw van ziekenhuizen en medisch-sociale inrichtingen is, voor het beheersjaar 1983, vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Volksgezondheid en van het Gezin opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij het decreet van 1 juni 1983 houdende de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij het decreet van 10 februari 1983 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij de wet van 9 juni 1983 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij de wet van 9 maart 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1983, voor zover de bicommunautaire sector wordt beoogt, hetzij F	3 512 100 000
---	---------------

Dit bedrag is als volgt verdeeld:

- Voor de Vlaamse Gemeenschap	2 482 000 000
- Voor de Franse Gemeenschap	570 000 000
- Voor de Duitstalige Gemeenschap	60 100 000
- Voor de bicommunautaire sector	400 000 000

2° Overgedragen van het jaar 1982.	2 370 093 000
--	---------------

3° Toe te kennen voor de uitgaven die de limitatieve kredieten overschrijden (Vlaamse Gemeenschap)	23 027 000
--	------------

4° De kredietverminderingen ten belope van	2 370 093 000
--	---------------

Waarvan

- Voor de Vlaamse Gemeenschap	1 250 280 000
---	---------------

- Voor de Franse Gemeenschap . . .	686 882 000
- Voor de Duitstalige Gemeenschap . . .	248 700 000
- Voor de bicommunautaire sector . . .	184 231 000

Samen F 3 535 127 000

Belopen 3 407 165 000 frank.

Deze aangerekende vastleggingen zijn als volgt verdeeld:

- Voor de Vlaamse Gemeenschap . . .	2 504 754 000
- Voor de Franse Gemeenschap . . .	569 550 000
- Voor de Duitstalige Gemeenschap . . .	21 861 000
- Voor de bicommunautaire sector . . .	311 000 000

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 127 962 000 frank, worden overgedragen naar het begrotingsjaar 1984 krachtens de bepalingen van artikel 11 van de wet van 9 maart 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1983 (tabel K, kolommen 2, 3, 4, 5 en 6).

Ze zijn als volgt verdeeld:

- Voor de Vlaamse Gemeenschap . . .	273 000
- Voor de Franse Gemeenschap . . .	450 000
- Voor de Duitstalige Gemeenschap . . .	38 239 000
- Voor de bicommunautaire sector . . .	89 000 000

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de genoemde rekening, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 6 148 138 845 frank.

c) Uitgaven

De uitgaven die in de genoemde rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij het decreet van 1 juni 1983 houdende de begroting van de Vlaamse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij het decreet van 10 februari 1983 houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij de wet van 9 juni 1983 houdende de begroting van de persoonsgebonden materies van de Duitstalige Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983; bij de wet van 9 maart 1983 houdende de begroting van het ministerie van Volksgezondheid en van het Gezin voor het begrotingsjaar 1983, voor zover de bicommunautaire sector wordt beoogd. F 6 978 150 000

Ze zijn als volgt verdeeld:

- Voor de Vlaamse Gemeenschap . . .	3 001 000 000
- Voor de Franse Gemeenschap . . .	970 700 000
- Voor de Duitstalige Gemeenschap . . .	45 000 000
- Voor de bicommunautaire sector . . .	317 600 000
- Voor de aangelegenheden voorheen nationaal	828 900 000
- Voor de aangelegenheden voorheen Gewestelijk	1 729 000 000
- Voor de nationale aangelegenheden . . .	85 950 000

2° Overgedragen van het jaar 1982 naar het begrotingsjaar 1983 (tabel K, kolom 3) 1 465 635 485

3° De kredietverhogingen ten belope van 39 000 387

Waarvan

— Toegekend bij koninklijk besluit van 5 december 1983 waarbij een bijkomende dotatie naar de bicommunautaire sector getransfereerd wordt 38 000 000

— Toegekend bij het decreet van 22 december 1983 houdende aanpassing van de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1983 1 000 000

— De verhoging voor een technische aanpassing voorafgenomen op de overdraagbare kredieten van 1982 waarvan de instelling heeft afgezien — aangelegenheden voorheen Gewestelijk 387

4° De kredietverminderingen ten belope van 1 380 118 155

§ 5. Hulp- en informatiebureau voor gezinnen van militairen

(Ingesteld bij besluitwet van 14 december 1940 — verlengd bij de wet van 12 juli 1952)

De eindregeling van de begroting van het Hulp- en Informatie-bureau voor gezinnen van militairen is voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Landsverdediging en die bepaald zijn bij artikel 29 van de wet van 22 juni 1983, houdende begroting van het ministerie van Landsverdediging voor het begrotingsjaar 1983, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3 de som van 169 714 450 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 29 van de bovenvermelde wet van 26 juni 1983 F 171 982 000

2° Verminderd ingevolge de wetten van 20 juli en 5 april 1984 houdende aanpassing van de begrotingen van Landsverdediging en van de Rijkswacht voor 1983 3 200 000

Samen F 168 782 000

Belopen de som van 166 542 955 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 2 239 045 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1983 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten F	169 714 450
Uitgaven	166 542 955

Overschot F 3 171 495

Met dat overschot gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar op 26 373 518 frank vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1983 een batig saldo van 29 545 013 frank.

§ 6. Dienst voor regeling van de binnenvaart

(Ingesteld bij besluitwet van 12 december 1944)

De eindregeling van de begroting van de Dienst voor regeling van de binnenvaart wordt voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen en die bepaald zijn bij artikel 12 van de wet van 12 juli 1983, houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1983, belopen, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel H, kolom 3, de som van 91 469 517 frank.

b) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden, binnen de perken van de betalingskredieten toegekend bij artikel 12 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1983 (143 049 000 frank), belopen de som van 96 513 928 frank, zoals blijkt uit de bijgevoegde tabel K, kolom 8.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 46 535 072 werden geannuleerd (zie tabel K, kolom 10).

c) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het jaar 1983 worden vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	91 469 517
Uitgaven		96 513 928

Uitgavenexcedent	F	5 044 411
----------------------------	---	-----------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar op 96 059 048 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1983 terugbrengt tot 91 014 637 frank.

d) Begroting voor orde

Bij artikel 12 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1983, houdende de begroting van Verkeerswezen voor het jaar 1983 worden de ontvangsten voor orde geraamd op 7 550 000 frank, en de uitgaven voor orde op 7 540 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde van het jaar 1983 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	7 625 659
Uitgaven		7 655 410

Uitgavenexcedent	F	29 751
----------------------------	---	--------

Gevoegd bij het ontvangstenoverschot vastgesteld bij het afsluiten van het vorige beheersjaar op 977 719 frank, vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat per 31 december 1983 een batig saldo van 947 968 frank.

§ 7. Regie voor Maritiem Transport

(Ingesteld bij de wet van 1 juli 1971)

De eindregeling van de begroting van de Regie voor Maritiem Transport is voor het beheersjaar 1983 vastgesteld als volgt:

a) Vastleggingen

De vastleggingen die in de rekening opgesteld onder het gezag van de minister van Verkeerswezen opgenomen werden binnen de perken van de vastleggingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 13 van de wet van 12 juli 1983 houdende de begroting van het ministerie van Verkeerswezen voor het begrotingsjaar 1983 F 195 000 000

2° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954 74 000 000

Samen	F	269 000 000
-----------------	---	-------------

Belopen de som van (zie tabel K, kolom 5) 161 650 665 frank.

De vastleggingskredieten die de vastleggingen overtreffen, zegge 107 349 335 frank, worden geannuleerd (zie tabel K, kolommen 2, 5 en 7).

b) Ontvangsten

De ontvangsten die geboekt werden in deze rekening en die bepaald zijn bij artikel 13 van de bovengenoemde wet van 12 juli 1983 belopen de som van 4 450 128 860 frank (tabel H, kolom 3).

c) Uitgaven

De uitgaven die in deze rekening opgenomen werden binnen de perken van de betalingskredieten:

1° Toegekend bij artikel 13 van de bovengenoemde wet van 12 juli 1983 F 5 203 408 000

2° Toegekend bij toepassing van artikel 5 van de wet van 16 maart 1954 22 152 000

Samen	F	5 225 560 000
-----------------	---	---------------

Belopen de som van 4 891 136 998 frank.

De betalingskredieten die de uitgaven overtreffen, zegge 334 423 002 frank worden geannuleerd (zie tabel K, kolommen 7, 8 en 10).

d) Algemene uitslag

De eindcijfers van de begroting voor het beheersjaar 1983 worden vastgesteld als volgt:

Ontvangsten	F	4 450 128 860
Uitgaven		4 891 136 998

Tekort	F	441 008 138
------------------	---	-------------

Rekening houdend met het tekort vastgesteld bij het afsluiten van het vorige jaar, zegge 758 036 106 frank vertoont het gecumuleerde begrotingsresultaat een debetsaldo per 31 december 1983 van 1 119 044 244 frank.

e) Begroting voor orde

Bij artikel 13 van de bovenvermelde wet van 12 juli 1983, houdende de begroting van Verkeerswezen, worden de ontvangsten en uitgaven voor orde, beide geraamd op 1 689 949 000 frank.

De eindregeling van de begroting voor orde voor het jaar 1983 wordt vastgesteld als volgt (zie tabel H):

Ontvangsten	F	1 913 404 644
Uitgaven		1 817 033 024

Overschot	F	96 371 620
---------------------	---	------------

Dat, gevoegd bij het ontvangstenexcedent vastgesteld per 31 december 1982, zegge 118 797 047 frank, het begrotingsoverschot op 31 december 1983 opvoert tot 215 168 667 frank.

— Adopté.

Aangenomen.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

ONTWERP VAN WET HOUDENDE AANPASSING VAN DE RIJKSSCHULDBEGROTING VAN HET BEGROTINGSJAAR 1989

Algemene beraadslaging en stemming over de artikelen

PROJET DE LOI AJUSTANT LE BUDGET DE LA DETTE PUBLIQUE DE L'ANNEE BUDGETAIRE 1989

Discussion générale et vote des articles

De Voorzitter. — Wij vatten de bespreking aan van het ontwerp van wet houdende aanpassing van de Rijksschuldbegroting van het begrotingsjaar 1989.

Nous abordons l'examen du projet de loi ajustant le budget de la Dette publique de l'année budgétaire 1989.

De algemene beraadslaging is geopend.

La discussion générale est ouverte.

De heer Didden verwijst naar zijn verslag.

La parole est à M. Hatry.

M. Hatry. — Monsieur le Président, les grandeurs macro-économiques sont, en général, un sujet extrêmement austère qui ne se prête guère aux fantaisies. Cependant, certaines d'entre elles se sont vues entourées, au cours des dernières années, d'une véritable mythologie: on en a même fait, pour certaines, un petit bestiaire.

Notre solde net à financer est, madame le ministre, ce que le gouvernement a bien voulu qu'il fût, c'est-à-dire élevé. C'est là une notion dont il a déjà été souvent question et dont nous aurons probablement encore l'occasion de parler, puisque nous détenons un record international, sur ce plan.

Il a également été question du phénomène « boule de neige » provisoirement stoppé en 1989; je crains malheureusement que cette boule ne reprenne sa course — malgré cet hiver doux depuis le début de 1990 — et ce, à une allure accélérée par rapport à la situation qui existait en 1988.

Votre collègue, le ministre Schiltz, a inventé le *koekoekseffect* qui consiste purement et simplement à dépenser un peu moins que ce que l'on perçoit en recettes fiscales, procédé pourtant hautement recommandable si l'on veut pratiquer une saine gestion de l'Etat.

Outre les trois notions auxquelles je viens de faire allusion, je souhaiterais évoquer ce qui nous préoccupera, ainsi que les générations futures, dans les années à venir, la dette publique.

Nul n'ignore que, dans ce domaine, nous détenons un record. Au cours des débats en commission des Finances, j'ai tenté d'interroger le ministre des Finances, sur le niveau de notre endettement par rapport au produit national brut, opération qui a duré des mois. On a avancé des chiffres de 100 p.c., de 105 p.c. voire de 110 p.c. que je contestais. Enfin, la vérité a éclaté et ce, grâce au gouverneur de la Banque nationale. Dans deux journaux, il a cité le chiffre de 135 p.c. Pour en avoir le cœur net, je me suis permis de poser une question écrite au ministre des Finances, qui a eu l'amabilité de me communiquer les chiffres relatifs au mois d'octobre 1989.

Pour la première fois, nous savons à quoi nous en tenir. Le ministre des Finances a évalué l'endettement de l'Etat central, il a cité — et je l'en félicite — les montants débudgétisés, il a parlé de la dette de la Région bruxelloise, devenue autonome, seule des trois Régions qui avait, à l'époque, une dette. Il a estimé la dette des provinces et des communes. Enfin, il a établi des évaluations non seulement pour ce qui concerne les parastataux assujettis à la loi de 1954, mais également ceux du type financier, les organismes publics de crédits.

Enfin, les garanties de l'Etat sont évaluées. Au vu de ces réponses, nous avons constaté que le gouverneur de la Banque nationale avait probablement raison. En effet, le chiffre communiqué correspondait à peu près à 133 p.c., tous éléments réunis, ce qui nous place dans une situation de record, la moyenne des Douze, au niveau de la dette publique, n'atteignant que 68 p.c. du produit national brut. Le pays dont la situation se rapproche le plus de la nôtre ne se situe qu'à 100 p.c. du produit national brut, il s'agit de la Grèce qui n'est évidemment pas un modèle d'excellente gestion mais qui, néanmoins, se place loin derrière nous.

Ces informations sont très intéressantes. Si nous estimons *grosso modo* que la Belgique compte 10 millions d'habitants et si nous divisons par ce nombre les 7 000 milliards que représente la dette publique, nous arrivons par tête d'habitant — habitant, hommes, femmes, enfants, vieillards, actifs et non-actifs compris — à 700 000 francs, somme gigantesque qui grève, bien entendu, les perspectives d'avenir du pays. Toutefois, il est bien connu qu'une dette publique, si elle se contracte, ne se rembourse jamais; elle ne se révalue pas, elle ne fait que se dévaluer avec le temps! C'est là malheureusement la perspective pour les prêteurs à l'Etat.

Je voudrais cependant émettre une suggestion.

Le ministre des Finances publie périodiquement, à savoir une fois par mois, une information fort intéressante sur la situation du budget, de la trésorerie, une série d'éléments qui constituent une mine d'informations précieuses pour les journalistes, les économistes, mais aussi pour les parlementaires. Je signale en passant que sous le gouvernement précédent, les membres de la commission des Finances recevaient ce communiqué. A présent, ils doivent le lire dans la presse. Il serait très intéressant que nous puissions le recevoir directement. Mais telle n'est pas la portée de mon intervention.

Puisqu'il est possible de suivre d'assez près ces informations, certaines étant disponibles dans les Régions, les provinces, les communes, les parastataux, pourquoi n'ajouterait-on pas un volet établissant, chaque fois, l'estimation la plus récente de ce poste? Je pense également à la partie débudgétisée de la dette de l'Etat et au niveau des garanties données par l'Etat. Cela me semble, après tout, beaucoup plus important que d'autres éléments, livrés dans ce communiqué mensuel, et cela attirerait, à mon sens, au moins l'attention sur l'un des points les plus névralgiques, les plus vulnérables de nos finances publiques, car ce poids considérable de la dette constitue une menace continuelle pour l'équilibre budgétaire et pour la possibilité pour le gouvernement, de prendre des initiatives politiques nouvelles.

En effet, aussi longtemps que la dette atteindra un montant aussi élevé, on continuera à avoir l'effet boule de neige et le gouvernement restera confronté au souci du solde net à financer.

Il me paraît que le public devrait davantage être tenu au courant du montant de cet endettement. Le fait de savoir que la Belgique est grevée par cette dette insupportable serait peut-être de nature à changer les comportements. (*Applaudissements.*)

De Voorzitter. — Het woord is aan staatssecretaris Demeester.

Mevrouw Demeester-De Meyer, staatssecretaris voor Financiën, toegevoegd aan de minister van Financiën. — Mijnheer de Voorzitter, ik kan een heel kort antwoord geven. Ik meen trouwens niet dat het de bedoeling was dat de heer Hatry uitdrukkelijk vragen stelde in zijn inleiding en een evaluatie maakte van de schuld. Hij heeft het antwoord gekregen van de minister van Financiën bij de verscheidene onderdelen.

Het is juist dat men aan ongeveer 135 pct. van het BNP komt.

Het verwondert mij dat de leden van de commissie de maandelijkse mededelingen van de minister van Financiën niet meer ontvangen. Ik zal dit laten nagaan. Ik vermoed dat er een vergissing is gebeurd want deze mededelingen worden automatisch opgestuurd.

Ik zal bovendien de suggestie doen om hieraan een overzicht van het verloop van de schuld toe te voegen.

M. le Président. — Plus personne ne demandant la parole dans la discussion générale, je la déclare close et nous passons à l'examen des articles du projet de loi.

Daar niemand meer het woord vraagt, is de algemene beraadslaging gesloten en bespreken wij de artikelen van het ontwerp van wet.

Personne ne demandant la parole dans la discussion des articles du tableau, je les mets aux voix.

Daar niemand het woord vraagt in de bespreking van de artikelen van de tabel, breng ik deze in stemming.

— Ces articles sont successivement mis aux voix et adoptés. (*Voir documents nos 861-1 et 2, session 1989-1990, du Sénat de Belgique.*)

Deze artikelen worden achtereenvolgens in stemming gebracht en aangenomen. (*Zie stukken nrs. 861-1 en 2, zitting 1989-1990 van de Belgische Senaat.*)

De Voorzitter. — De artikelen van het ontwerp van wet luiden :

I. Kredietaanpassingen

Artikel 1. De kredieten, ingeschreven onder de Titel I — Lopende uitgaven, Titel II — Kapitaaluitgaven en onder de Titel III — Aflossingen van de rijksschuld, van de Rijksschuldbegroting voor het begrotingsjaar 1989, worden aangepast volgens de omstandige vermeldingen in de bij deze wet gevoegde tabel en ten beloe van (in miljoenen franken)

Aanpassingen	Niet-gesplitste kredieten
TITEL I	
<i>Lopende uitgaven</i>	
Aanpassingen lopend jaar	+ 24 268,0
TITEL II	
<i>Kapitaaluitgaven</i>	
Aanpassingen lopend jaar	— 0,7
Kredieten voor schuldvorderingen van vorige jaren	+ 23,0
TITEL III	
<i>Aflossingen van de Rijksschuld</i>	
Aanpassingen lopend jaar	— 15 604,0

I. Ajustements des crédits

Article 1^{er}. Les crédits prévus au Titre I — Dépenses courantes, au Titre II — Dépenses de capital et au Titre III — Amortissements de la dette publique, du budget de la Dette publique pour l'année budgétaire 1989, sont ajustés suivant les données détaillées du tableau annexé à la présente loi et à concurrence de (en millions de francs)

Ajustements	Crédits non dissociés —
TITRE I	
<i>Dépenses courantes</i>	
Ajustements année courante	+ 24 268,0
TITRE II	
<i>Dépenses de capital</i>	
Ajustements année courante	— 0,7
Crédits pour créances d'années antérieures	+ 23,0
TITRE III	
<i>Amortissements de la Dette publique</i>	
Ajustements année courante	— 15 604,0

— Aangenomen.

Adopté.

II. Diverse bepalingen

Art. 2. De staatswaarborg voor de leningen die de Nationale Maatschappij der waterleidingen heeft aangegaan tot 31 januari 1987 wordt behouden ten voordele van de instellingen die voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest de opdrachten overnemen van de Nationale Maatschappij der waterleidingen.

II. Dispositions diverses

Art. 2. La garantie de l'Etat attachée aux emprunts conclus par la Société nationale des distributions d'eau jusqu'au 31 janvier 1987 est maintenue au bénéfice des institutions qui, pour la Région wallonne et la Région flamande, reprennent les missions de la Société nationale des distributions d'eau.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 3. De Schatkist is gemachtigd voorschotten toe te kennen wanneer de verrichtingen met betrekking tot de rekeningen 84.01.01.77.B — Dotaties ter beschikking te stellen van de Amortisatiekas — en 84.02.03.82.B — Gelden gestort voor de leningen door het Wegenfonds uitgegeven — een debet-stand van deze rekeningen creëren.

Art. 3. Le Trésor est autorisé à consentir des avances lorsque les opérations relatives aux comptes 84.01.01.77.B — Dotations à mettre à la disposition de la Caisse d'amortissement — et 84.02.03.82.B — Fonds versés pour le service financier des emprunts émis par le Fonds des Routes — créent une position débitrice de ces comptes.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 4. De bij deze wet toegestane kredieten zullen door de algemene middelen der Schatkist gedekt worden.

Art. 4. Les crédits ouverts par la présente loi seront couverts par les ressources générales du Trésor.

— Aangenomen.

Adopté.

Art. 5. Deze wet treedt in werking de dag van haar bekendmaking in het Belgisch Staatsblad.

Art. 5. La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

— Aangenomen.

Adopté.

De Voorzitter. — We stemmen later over het ontwerp van wet in zijn geheel.

Il sera procédé ultérieurement au vote sur l'ensemble du projet de loi.

Ik stel voor onze werkzaamheden te onderbreken.

Je vous propose d'interrompre ici nos travaux. (*Assentiment.*)

De Senaat vergadert opnieuw morgen, donderdag 15 februari 1990, te 10 uur.

Le Sénat se réunira demain, jeudi 15 février 1990, à 10 heures.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

(*De vergadering wordt gesloten te 17 h 30 m.*)

(*La séance est levée à 17 h 30 m.*)

